

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

LE COMBAT SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces

A chacun selon ses besoins

De chacun selon ses moyens. A chacun selon ses besoins.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

30e ANNEE - NOUVELLE SERIE N° 148

20 FRANGS

FEVRIER-MARS 1958

NOTRE GRANDEUR CONSISTE A PENSER ET A VAINCRE LE MAL PAR LA PENSÉE

E. PELLETAN

Chacun pour soi...

Moi, mon vieux, je ne fais pas de politique... Je veux être libre... Je n'ai pas le temps de m'occuper de ça...

Autant de faux arguments qui ne sont que prétextes vite saisis par le soldat fort, par les mous, et par la masse innombrable des indifférents...

Et de s'acharner à accumuler les heures supplémentaires.

Faust de pratiquer le « travail noir » faisant ainsi une journée et demie ou deux journées en vingt-quatre heures...

Et les plus honnêtes de prendre un coin de terre dont ils tireront, en s'échinant, quelques légumes ou quelques fruits.

Le « fort », celui qui n'a besoin de personne ira trouver le patron ou une « huile », la casquette à la main, pour obtenir un mince avantage personnel.

Voilà pour ceux qui auraient, s'ils s'en mêlaient, en s'organisant, la possibilité de se défendre.

Après eux, et loin vient la masse des « résignés », incapables pour des raisons très diverses : déficiences de toutes sortes, âge (presque vieux), etc...

mands : celle des déchets de notre Société actuelle.

Mettons ces derniers à part, mais les autres, ceux qui essaient de se défendre par tous les moyens, parfois illégaux : ceux-là travaillent et souvent beaucoup trop pour assurer à leur famille le maximum (hélas !) de pouvoir d'achat.

La raison est valable, mais ils ne se rendent pas compte qu'en cultivant uniquement leur petit égoïsme, ils s'usent rapidement pour des résultats minimes parce qu'ils ont abandonné la seule force qui pourrait, par le nombre, faire aboutir le plus possible de leurs revendications : l'organisation de masse, l'organisation syndicale.

Ce n'est pas tout à fait leur faute. Le spectacle qui leur est offert par la lutte des organisations syndicales entre elles n'est pas fait pour les engager à y prendre part.

LA LUTTE DE CLASSES FRATRICIDE

Il n'y a, il ne peut exister qu'une seule lutte de classes : celle qui dresse la masse des exploités contre leur nouy d'exploiteurs avec, comme seul but, la cessation de l'exploitation de l'homme par l'homme.

J'entends parfaitement l'argument : il est faux de dire que la C.G.T. soit

communiste, F. O. socialiste, parce qu'aucune carte du parti respectif n'est exigée lors de l'adhésion au syndicat. Cela est possible, mais l'on sait parfaitement que les dirigeants de chaque C.G.T., fédération ou syndicat de base appartiennent au « parti » ; que les directives données du haut en bas de l'échelle sont, non des mots d'ordre parfaitement syndicaux, c'est-à-dire purement revendicatifs, mais ceux lancés, (Suite en page 4.)

Congrès de la 11e Union Régionale de la C.N.T. française

Le Congrès de la 11e Union Régionale s'est tenu le 15 décembre 1957, à Paris, 24, rue Sainte-Marthe. A l'issue des débats, il a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

RESOLUTION

Les militants de la 2e Union régionale de la C.N.T.F. réunis en congrès le 15 décembre 1957 :

Après examen de la conjoncture actuelle où la psychose de guerre est développée au maximum par les deux blocs bellicistes et risque de plonger l'humanité dans le plus inextinguible chaos, dont l'anéantissement total serait sans doute le résultat ;

Etant donné la régression des moyens d'existence des classes les moins favorisées dont la condition est actuellement plus précaire qu'il y a deux ans ;

S'élèvent contre la folie hystérique des politiciens et gouvernements successifs qui font une magistrale démonstration de l'incapacité du système parlementaire ;

S'engagent à amplifier leur action afin de neutraliser celle des ennemis du peuple ;

Pour que cesse immédiatement la guerre imbécile qui se développe en Afrique du Nord ;

Pour que des conditions de vie décentes soient accordées à tous les individus ;

Réaffirment leur attachement aux principes de la Charte de Paris et de celle de l'A.I.T. seuls susceptibles de mener tous les opprimés et exploités à leur véritable émancipation par l'instauration d'une société communiste libertaire.

Lettre ouverte à la conscience des hommes

J'ACCUSE !

Le Gouvernement et le Corps législatif (ministres, députés et sénateurs) :

- 1) de laisser mourir QUATRE MILLIONS de VIEILLARDS à petit feu ; 2) de les exclure sciemment de toute consultation professionnelle ; 3) d'opposer un veto dilatoire à leurs légitimes doléances ; 4) de les exposer à toutes les impudences, en ne prenant pas les mesures de protection nécessaires à leur défense dont il résulte : la mort prématurée, le suicide, l'alinéation mentale ou le crime.

ATTENDU :

Que le Pouvoir législatif ne peut ignorer qu'un homme ne saurait se loger, se vêtir et se sustenter (ces trois seuls besoins animaux), avec des sommes variant de 180 à 285 francs par jour : d'autant plus vrai que ses représentants percevront en 1958 plus de TROIS MILLIONS de francs d'indemnité par an ;

ATTENDU EGALEMENT :

Que leur doyen d'âge, M. Marcel Cachin a signalé, lors de la dernière rentrée du Parlement, l'effroyable misère de nos vieillards et a invité ses collègues à pourvoir à la carence d'un principe humain qui honorerait le Parlement ;

PAR CES MOTIFS, J'ACCUSE les sus-nommés d'acte de GENOCIDE !

EST-CE VRAI ?

A la suite d'un télégramme paru dans Jours de France du 30 novembre dernier et relatif à la grippe asiatique, un de nos correspondants a demandé des précisions. Voici ce qui lui a été répondu :

« En effet, dans les milieux de l'organisation mondiale de la Santé dont le siège est à Genève, on a pu constater que certains membres s'employaient activement à empêcher qu'une enquête soit ouverte sur les causes de l'épidémie de grippe asiatique. Celle-ci serait due à des streptocoques utilisés au cours d'une expérience en vase clos de guerre bactériologique. »

Si cela est vrai pourquoi n'ouvrirait-on pas une enquête ? Cette grippe a déjà fait de nombreuses victimes. Le fait de travailler pour la guerre suffirait-il pour assurer l'impunité ?

IL Y A DE L'ARGENT !

La preuve en est que les hauts fonctionnaires, députés, sénateurs, conseillers de l'Union Française et les conseillers économiques vont percevoir, pour les premiers, plus de 100.000 fr. et les autres, 98.394 francs DE PLUS par mois à dater du 1er janvier 1958 et les dizaines de milliards inemployés du Fond National de Solidarité. IL Y A DE L'ARGENT pour payer ceux-ci, il y en a donc pour ceux-là !

La preuve de la culpabilité du Corps législatif est écrite dans les textes édictés par lui, sa haine pour le travailleur et les vieillards en particulier y transpire presque à chaque ligne, les faits et les actes montrent à quel degré de mépris il tient ces deux catégories de français, sauf évidemment au renouvellement de son mandat. Là, il devient laudatif servant à ses électeurs qui le lui

demandent le respect de leur existence, l'orviétan dont le miel ne tarde pas, dès le mandat acquis, à se muer en fiel ; être sans courage, il ose cyniquement limiter le pain du travailleur en fixant un minimum vital dérisoire et oublie volontairement de fixer un maximum vital — pour mieux garnir sa panse tricolore —. Quant aux vieillards, il les tient en état de mort latente en leur attribuant de quoi tenir, souffreteux de mille angoisses, à seule fin qu'ils puissent lui donner leurs voix au prochain mandat. Jamais ces êtres qui composent le Corps législatif n'auront l'audace de plonger un poignard dans le cœur des malheureux qu'ils affament : ILS SONT TROP LACHES !

PAS DE CIRCONSTANCES ATTENUANTES :

Aucune circonstance atténuante ne saurait infirmer la responsabilité de tous les parlementaires ; ils le savent et l'ont proclamé, les vieillards sont dans la misère la plus innommable ! ACTE DE GENOCIDE : (acte qui tend à faire disparaître par n'importe quel moyen une catégorie ethnique d'individus).

En effet, il ne faut pas confondre acte de génocide avec non assistance à personne en danger ; les vieillards constituent une population ethnique puisqu'ils sont soumis à des conditions légales préalablement définies et reconnues par la législation comme tels dûment certifiée par des titres officiels.

Le fait de les priver sciemment de ressources indispensables leur permettant de vivre décemment, comme l'impose la Constitution de 1946, a pour conséquence de les vouer à de longues tortures morales et matérielles jusqu'à ce que mort s'en suive, c'est le cas de nos vieillards :

Il y a donc acte de GENOCIDE (crime).

APPEL :

— A la conscience de tous les hommes dignes de ce nom, pour contraindre les responsables qui légifèrent en notre nom, à mettre fin à cette cruauté indigne de notre civilisation ;

— à ceux des parlementaires qui ont conservé une conscience d'homme (je voudrais croire qu'il en reste) afin que réparation soit faite d'urgence. Je leur propose de faire voter pour l'immédiat, à l'intention des vieillards qui ont dûment travaillé ou ont été ruinés par les dévaluations et inflations, une loi leur attribuant sans conditions humiliantes : 600 francs par jour pour un célibataire et 900 francs par jour pour un ménage avec échelle mobile comme pour les autres retraités. Il va sans dire que ceux qui accepteront cette proposition s'engagent, en cas de non satisfaction, à DEMISSIONNER !

— à la presse, petite ou grande, pour reproduire la présente lettre cri d'alarme ; des êtres meurent ou se suicident faute de ressources ; aucun impératif ne peut, ne doit s'opposer à leur secours (le savant risque sa vie pour sauver des êtres humains ; aucune excuse n'est valable : quiconque, par son silence, laisse faire des actes inhumains et n'en demande pas compte, EST UN LACHÉ.

Enfin, j'en appelle à l'O.N.U. et demande à cet organisme de juridiction internationale d'instruire le procès, non du Peuple Français, mais de ses dirigeants qui ne se conforment pas à leur signature.

Ce document n'engage que son auteur.

Camille ANDRES

Pétition à signer et faire signer et à retourner à : M. Camille ANDRES, secrétaire général des vieux de France, 24, rue Jouye-Rouve, Paris (20e).

LES TRAVAILLEURS CATALANS et la grève du 25 octobre

PITEUSE grève que celle du 25 octobre à Perpignan. Beaucoup d'appelés, et peu de présents. Tout porte à croire que nous, Catalans, sommes de si bons garçons que nous ne pouvons supporter que nos patrons se ruinent. Car faire grève, c'est diminuer la marge bénéficiaire de ceux qui nous donnent notre pain quotidien, et puis, si on fait grève c'est pour obtenir une augmentation et ça il ne faut pas y penser, car comment ferait ces bons bourgeois, qui se donnent tant de mal pour ouvrir de nouveaux chantiers afin que nous ne mourrions pas de faim ?

L'argent qu'ils nous donneraient en plus, ils l'auraient en moins, et au prix où va l'essence, et les voitures qui sont toujours plus chères, et les impôts toujours plus élevés, on finirait par voir nos protecteurs, si humains avec nous (sic), devoir vendre leurs voitures pour joindre les deux bouts, et user leurs chaussures à force de marcher à pied pour venir dans les chantiers nous apporter leur aide morale et nous dire : « Travaillez mes enfants, et ne vous fatiguez pas ».

Combien d'autres pauvres filles et femmes se trouveraient sans ressources, car nos employeurs sont si larges qu'ils les font vivre, évidemment, en échange de quelques gentillesse, peut-être un peu hors de la morale mais bien excusables pour nos bons patrons, il faut bien qu'ils se passent l'ennui d'une façon ou d'une autre, ce n'est pas comme nous, qui sommes occupés huit

et dix heures par jour ; nous n'avons pas le temps de nous ennuyer.

Non ! avant d'arriver à ces extrêmes nous préférons manger des briques.

CATALANS ! Seriez-vous tombés si bas ? Nous ne le croyons pas. Nous savons qu'il y a des imbéciles et des lâches partout, mais dans l'ensemble des travailleurs Français en général et des Catalans en particulier, il doit bien rester quelque chose de fier et de combatif, quelque chose qui a été trahi par la politique des syndicats réformistes, ce quelque chose doit couvrir dans les cendres de votre orgueil blessé et de vos aspirations bafouées. Camarades : réagissez un peu. Si vous avez perdu la confiance dans les syndicats politiques, sachez qu'il en est un qui est exclusivement révolutionnaire et apolitique, et il y a une place pour tous les insurgés contre l'injustice de l'exploitation que nous subissons. Venez à la CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL !

Cette grève a été couronnée par un fait : les syndicats Force Ouvrière des Pyrénées-Orientales ont mis bas leur masque. Ils se sont souvent refusés à faire jonction avec la C.G.T. parce que cette dernière se servait des grèves pour des fins politiques, ce qui d'ailleurs est exact. Or, il s'est produit que Force Ouvrière s'est tenue à l'écart de la grève du 25, parce que dit-elle : « Une grève générale déclenchée en période de crise ministérielle conduit inévitablement à rendre difficile la so-

(Suite en page 4.)

INGRATS

LLONS Enfants de la Patrie ; allons d'un pied ferme, et le portefeuille largement ouvert, faire face au programme d'austérité, que nos édiles ont mis sur pied, pour la sauvegarde du Franc et du Pays.

Car Français, mon frère, tu as trop bien vécu, tu as usé et abusé des bonnes choses, sans penser au lendemain, tu as mené une vie de ripaille et de débauche. Et oui, il faut avoir le courage de regarder la vérité en face.

Ton insouciance et ton goût pour la luxure ont vidé les caisses de l'Etat, tes 28.000 ou 30.000 francs mensuels tu les as dilapidés sans penser à faire des économies, et voilà où nous en sommes. Ça ne peut continuer ainsi, il faut remédier à cet état de choses. MM. Gaillard et Pflimfin l'ont dit, et ils ont raison, tous les députés d'accord... d'accord pour se voter une augmentation substantielle de 100.000 francs mensuels. Faut bien faire face à la période d'austérité, n'est-ce pas ?

Le Français est, dit-on, rouspéteur par excellence ; on a toujours « gueulé » contre les gouvernements qui se sont succédés, et pourtant ces cerveaux de l'Etat, faisaient tout leur possible pour nous satisfaire ; la preuve : leur largesse à notre égard a presque « foutu » le pays à sec.

Des milliards et des milliards ont été engloutis pour nous loger. Quel est le Français qui à l'heure actuelle n'a pas « ses deux pièces et cuisine », sa salle de bains et tout et tout ?

Les locaux scolaires sont larges et aérés, suffisants en nombre et en confort.

Nos vieux ont joui de largesses inconnues ; pensez, des allocations gratuites de sucre et de lait !

Il avait même été envisagé de reconsidérer le système actuel de remboursement des frais à la Sécurité sociale à 80 p. 100 intégralement, qu'ils avaient dit... Ça n'a pas été appliqué, d'accord, mais c'est pour dire, l'intention y était.

Allons, vous les gueulards, les empêcheurs de tourner en rond, vous ne comprenez pas qu'il est normal, après toutes ces largesses que la Nation a fait à ses enfants, que les caisses de l'Etat soient vides.

Certes, des mauvais bergers, des fortes têtes vous diront que les guerres, celle d'Indochine et celle d'Algérie, sont la cause de la situation catastrophique de nos finances ; d'autres fanatiques anarchisants front jusqu'à proposer, pour résoudre la crise, « un cessez-le-feu immédiat », « dissolution de l'Armée », « suppression du budget de guerre », « décentralisation », « gestion ouvrière ».

Français, n'écoutez pas ces mauvais bergers qui ne t'apporteront que chaos et famine ; écoutez plutôt tes édiles nationaux.

Un seul but : sauver la IV<sup>e</sup> ; un seul moyen : l'austérité disciplinée.

Allons enfants de la Patrie, le jour d'austérité est arrivé. JORDI

# SI TOUS LES GARS DU MONDE voulait se donner la main

« L'homme possédant la capacité et l'intelligence doit utiliser cette capacité et cette intelligence au service des autres ».

Du livre « La Chine pacifique », p. 57, par T. Tsomming. Ex. Bibliothèque Populaire de Villeneuve-sur-Lot.

« L'éducation d'un être humain commence à sa naissance pour ne finir qu'à sa mort ».

Du livre « Traité de Pédagogie scolaire », p. 5, par J. Carré, inspecteur général honoraire de l'Instruction Publique. Ex. Bibliothèque Populaire, Ligue de l'Enseignement, Villeneuve-sur-Lot.

SE donner la main ! Voilà une des phrases qu'on a entendu à plusieurs reprises à une des fêtes des écoles laïques de Villeneuve-sur-Lot, célébrée le 16 juin dernier au parc des jeunes filles, par un dimanche très animé et par un temps magnifique.

Chaque fois que se présentaient sur la scène des fillettes ou garçonnets, avant d'annoncer l'école à laquelle ils appartenaient, comme par exemple : l'école F.-Buisson ou Jean-Jaurès, nous entendions une voix propager cette phrase, par la puissance du micro, dans tout le parc et même hors du parc : « Si tous les gars du monde voulaient se donner la main ! ». Et fillettes ou garçonnets apparaissaient à la scène, habillés en costume du pays qu'ils représentaient.

Cette phrase était bien en rapport avec la fête, à en juger par les numéros que nos institutrices et instituteurs ont bien voulu nous offrir ce jour-là. Nous avons vu, entre autres, des jeunes filles françaises, représentant des jeunes filles espagnoles, triant des oranges, jouant avec elles, se donnant la main à la ronde les unes aux autres, en dansant à leur manière et au son de la musique de ce pays.

Ensuite, des enfants représentant des petites chinoises et des petits chinois, habillés à la mode de ce pays, dansant aussi comme eux et au son de la musique qui leur était propre. Enfin, des petits enfants représentant des petites négresses et nous faisant voir les petits gestes qu'ils ont coutume de faire dans ce pays, la danse à leur manière et entendre la musique du lieu qui les a vu naître.

En somme, d'après mon humble avis, nos institutrices et instituteurs villeneuvois ont voulu nous donner une fête véritablement internationale, dont le mérite et l'importance sont d'une valeur appréciable et digne d'être vue. Pour ma part, je les en félicite vivement.

Quant à la phrase : « Si tous les gars du monde voulaient se donner la main », dite au micro par un de nos instituteurs, je ne sais pas si ces mots, aussi souvent répétés, auront laissé des traces dans les esprits villeneuvois. « Tout le monde se donner la main, à mon avis, cela veut dire quelque chose de fraternel, une amitié durable, s'entraider parmi les hommes, donner notre capacité et notre intelligence, comme dit notre ami chinois Tsomming, au service des autres. » Cela veut dire aussi nous instruire, apprendre, nous éduquer, en somme nous rendre meilleurs, conjuguer nos efforts, créer de la richesse, de la bondance et surtout savoir la distribuer à tous, afin que personne ne manque du nécessaire.

« Tout le monde se donner la main ! Plus qu'un signe d'amitié, c'est une belle action ; il s'y attache une idée d'espoir, de bien-être, d'amour, d'une paix générale et d'une grande liberté pour tous ».

Je crois avoir interprété, sinon en totalité, du moins en partie, la pensée de nos instituteurs ; croirez le contraire, qu'on me permette de le dire, serait la diminution de l'homme et l'anéantissement de la Société.

## HONNEUR A L'ÉCOLE PUBLIQUE ET LAÏQUE !

Un des faits qui nous saute le plus aux yeux, c'est que dans les nations où il y a moins d'écoles publiques et laïques, le peuple est plus malheureux, pour ne pas dire que la misère est plus générale. Ces nations conservent davantage les préjugés ; les castes sont plus arrogantes ; les classes plus divisées ; il y a moins de liberté et les hiérarchies économiques sont plus nombreuses que partout ailleurs.

L'enseignement est un outil, non seulement pour devenir bourgeois ou changer de position, comme beaucoup d'entre nous pourraient le croire ; il conserve le corps, élève l'esprit, et quand on est bien cultivé on ne se fait pas prier pour partager cette culture avec les autres. « Se donner la main ! », comme diraient nos instituteurs.

Savoir lire et écrire, être un bon élève, il me semble qu'il est inutile d'expliquer aux parents les avantages que l'enfant, une fois fait homme, peut

POURQUOI  
ME DETRUIRE ?  
UN AUTRE PEUT  
ME LIRE

obtenir, la richesse qui peut en sortir pour lui et pour les autres. Si nous insistons là-dessus, c'est parce que nous savons d'avance que l'homme ne peut pas être socialement éduqué si, préalablement, il ne réunit pas cette condition de connaître les lettres, la valeur qu'elles ont et, si possible, de les mettre noir sur blanc.

« La première plume dont se sert l'homme pour écrire, on dit que ce fut une tige de blé », nous dit M. Guyau, auteur de plusieurs livres de valeur. C'est possible que la tige qui porte le grain nourrissant le corps, ait préparé le premier aliment de l'intelligence. « Savoir lire et écrire est la clé qui ouvre toutes les portes, facilite nos relations, nous fait connaître la valeur des choses, voir le Bien, le Beau, le Vrai, le Juste et même l'injuste ». Enfin, c'est le chemin le plus court pour devenir un homme. Et c'est de cette pâte qu'on fait la Société humaine.

## L'HOMME FUTUR

Non seulement l'enfant, avec le temps et l'instruction, est appelé à devenir un homme, sinon qu'il est l'héritier déjà d'une infinité des richesses matérielles et spirituelles dont nos ancêtres étaient complètement privés.

Exemples : Aujourd'hui on met moins de temps pour aller de Paris à New-York qu'il y a 150 ans pour aller de Villeneuve à Bordeaux. On se comprend mieux aujourd'hui entre les hommes des différents continents qu'il y a 150 ans entre les hommes d'une même nation. Un simple manoeuvre, aujourd'hui, se déplace plus facilement et avec plus de commodités qu'autrefois se déplaçaient les nobles ou même les rois. « Notre petite planète, nous dit Jean Diebessé dans *L'Homme et les Techniques*, (Ligue Française de l'Enseignement, p. 26), est superficiellement 40.000 fois plus petite qu'au temps des Grecs ».

Aujourd'hui l'éducation sociale est presque accessible à tous. Posséder un livre avant l'invention de l'imprimerie, n'était réservé qu'à un nombre d'hommes excessivement restreint, copier un livre était autrefois l'objet de beaucoup de journées de travail. Aujourd'hui, en quelques heures, on nous inonde de livres et de journaux. A nous de savoir faire le choix ! Aujourd'hui rares sont les villes qui ne possèdent pas une bibliothèque publique. *Sanctuaire du savoir* ! Grâce à ces moyens, l'homme a plus de connaissances précises, les idées sont plus universellement connues, la raison se fait connaître davantage ; il est plus fraternel !

Certes, hélas !... nous avons encore des hommes qui conservent des idées qui leur donnent un privilège matériel, mais dans l'esprit social, ce trésor inouïable, il faut le dire et bien haut, est déjà à tous les hommes studieux. Le rêve de nos instituteurs : « Si tous les gars du monde voulaient se donner la main », sera bientôt une chose certaine : réjouissons-nous et faisons-le savoir à toute la famille humaine :

Dans ces conditions l'homme futur, à  
ne pas en douter,  
Va nous apparaître.  
Soyons tous prêts, car le machinisme  
à nous aider...

VICENS.  
37, route de Casseneuve, Villeneuve-  
Lot (Lot-et-Garonne).

Pour toute connaissance en matière de machinisme et des idées sociales, deux instruments de travail sont indispensables (appelés livres) :

« L'Art et la Pensée », prix, 200 fr. ;

et « L'Homme et les Techniques », 350 francs.

Adressez vos commandes à votre Fédération des Œuvres Laïques départementales. Pour le Lot-et-Garonne à « La Voix Laïque », 8 bis, boulevard Carnot, Agen, ou bien, à titre de prêt, à nos bibliothèques publiques : « La Communale » et « La Populaire », Ligue de l'Enseignement, au groupe de Villeneuve-sur-Lot.

# Paul Delesalle vu par Jean Maitron

UN HOMME — DES IDEES

DANS son livre : « Le syndicalisme révolutionnaire de Paul Delesalle », Jean MAITRON dépasse comme le dit judicieusement Edouard DOLLEANS dans sa préface : « Son titre et l'époque à laquelle il est consacré ».

Temps héroïques du syndicalisme, les voici mêlés à la vie d'un militant : Paul Delesalle, et dans son récit tout est net et précis, si bien qu'en le lisant, ce n'est pas une banale biographie que nous rencontrons, mais toute l'histoire sociale d'une époque, les mille et un faits des actions et des luttes d'une organisation ouvrière qui sera guidée, animée par des responsables comme on souhaiterait aujourd'hui en retrouver dans le monde syndical. On ne peut le contester de tels militants « exercent une contagion rayonnante » dont il est impossible de ne point apprécier la valeur psychologique.

Quelle belle leçon d'énergie pour les jeunes se dégage des pages que J. MAITRON offre à nos méditations, elles le sont d'autant plus que des hommes comme Delesalle — il n'était pas le seul à l'époque — surent se donner une culture de « soi-même » par un long apprentissage, tenace et volontaire, et acquérir ainsi ce bagage de connaissances qu'ils allaient peu après, disperser autour d'eux.

Pourtant, en ces temps-là, ils travaillaient quelque douze heures pour le gagne-pain. La vie n'était certes ni plus facile, ni plus belle que celle d'aujourd'hui où, hélas, dans les milieux ouvriers chacun s'en remet à autrui du soin d'être libéré.

La belle époque, sans doute, mais pas pour tout le monde. Maintenant, c'est la semaine des 45 heures, la semaine anglaise, ou américaine, les congés payés, le double pécule, les facilités de toutes sortes. Toute cela ne semble guère apporter d'émulation chez beaucoup. On se mêle au monde artificiel, c'est l'heure de la radio, du ciné, de la télévision, on adore le scooter voire l'auto, les loisirs ne manquent pas, et ce serait même très bien, on oublie l'essentiel, on ne pense plus, on n'étudie plus, on se laisse vivre et l'on accepte ces fuyantes perspectives d'une « mécanisation des loisirs » qui, voisine ou conduit vers la déformation totale de l'esprit.

Car, en effet, c'est avec une parcimonie invraisemblable que l'on vole quelques heures à celles si nombreuses cependant où l'on se distrait.

Sans doute, il reste ici et là quelques exceptions. J'en conviens aisément, mais elles sont tellement rares...

Tout cela, Edouard Dolleans l'écrit avec pertinence dans une préface qui est un admirable pamphlet contre le snobisme qui se complait à vivre dans des décors en carton pâte, elle mérite à elle seule une lecture attentive et, ensuite d'être méditée, non moins avec profondeur.

Et voici, que s'ouvre dès le premier chapitre une succincte histoire du syndicalisme révolutionnaire. En la lisant, on peut se faire une idée de ce que furent ces luttes homériques pour la conquête des droits essentiels ouvriers. Avec le recul du temps, on se rend

compte de ce que cela coûta de sacrifices, d'abnégation, cette montée de l'organisation. Les pionniers eurent fort à faire pour parvenir à donner vie à ces unions syndicales, à contrecarrer la mainmise guédiste sur le mouvement ouvrier français. Elle devait se poursuivre longtemps encore contre toutes les tentatives des partis politiques et être finalement liquidée par la mainmise du P. C. français sur la totalité des syndicats. Mais en ces temps-là, à côté des Delesalle, il y avait les Pelloutier, les Pouget, les Griffuelhes, les Yvetot, une équipe d'hommes trempés dans la lutte, avertis des trahisons et faut-il ajouter, secondés par une pleiade d'hommes un peu oubliés de nos jours, car ils jouèrent un rôle plus effacé dans cette volonté à vouloir conserver l'indépendance syndicale.

Le rappel sommaire de la Charte d'Amiens révèle l'essentiel de cette indépendance. On ne doit cependant pas perdre de vue que « le syndicalisme révolutionnaire est une pratique plus qu'une théorie ».

En effet, ce syndicalisme émanait de ceux qui militaient, ce n'était point là des théories toutes prêtes, mais quelques données capables de s'adapter aux circonstances et que même l'on pouvait rejeter selon les besoins impérieux du moment.

Mais ils restaient fidèles à eux-mêmes. Après seulement vinrent les théories qu'allèrent élaborer les philosophes du mouvement.

Paul Delesalle est un de ces militants qui va se former aux rocs de la vie syndicale. Né d'un milieu ouvrier, il va s'élever de lui-même et par lui-même enrichir ses connaissances, entrer en plein dans la bagarre, œuvrer à créer de toutes pièces des organisations qui défendaient les travailleurs. Belle jeunesse, et la voilà, la belle époque, la vraie, celle qui se consacre à l'émancipation des « salariés », pas toujours dignes de tous les sacrifices faits par ces militants désintéressés. Mais Delesalle, s'il participe à cette vie active par une présence permanente, ne perd point de vue qu'il doit sa culture à des efforts personnels et qu'il faut donner une pâture intellectuelle aux hommes salariés, les dégrossir de cet atavisme qu'ils traînent derrière eux. Aussi écrivait-il, de nombreuses brochures sur le syndicalisme et l'Anarchie. Elles provoquèrent des polémiques passionnantes, à l'époque. Mais quelle richesse de pensées dans toutes ces pages pleines d'enseignements vécus, car toutes ces théories étaient les fruits d'actions fougueuses. Lié dès sa fondation au groupe E.S.R.I. (Etudiants Socialistes Révolutionnaires Internationalistes), Paul Delesalle devait se dépenser sans compter afin de diffuser l'idéal qu'il portait en lui et ce propagandiste à la contagion rayonnante, allait prendre une part énorme par une collaboration suivie aux « Temps Nouveaux », à « La Voix du Peuple ». Le tout sans aucune rétribution. Il ne vend pas sa pensée. Il la fait servir pour l'émancipation de ses frères exploités, voilà qui classe l'homme, voilà qui témoigne en faveur d'un militant. Pas un Congrès, pas une assemblée syndicale, où ne se trouve Delesalle, et toujours, il est à la pointe du combat, défend d'arrache-pied l'indépendance syndicale.

Il a appartenu au groupe anarchiste du XIV<sup>e</sup> et notre camarade J. Maitron, dans un chapitre où il est parlé de la bombe du restaurant Foyot, met au point l'assertion de Maître A. Zevaës qui révèle en 1948, que P. Delesalle était l'auteur de l'attentat. La compagnie de Delesalle le nia formellement. Pour Maitron d'ailleurs, l'auteur de l'attentat Foyot n'est pas Delesalle, mais il arrive à penser que peut-être comme l'a écrit Laurent Tailhade, qui perdit un œil dans cette explosion et pensa lui, que la bombe était d'origine policière. A ce jour, le mystère reste entier.

P. Delesalle, ouvrier et militant trimardeur et voyageur : Belgique-Espagne, était d'une probité professionnelle qui va « de pair avec sa probité intellectuelle et morale ». Il aida à la pénétration anarchiste dans les syndicats avec constance, car pour lui le militant ne peut se confondre avec le but. C'est un modeste cependant dans cette cohorte d'avant-garde du syndicalisme révolutionnaire ; il est tenace et cette vie de militant, de propagandiste, d'écrivain, il la remplit tel un bûcheron, quotidiennement, à tel point qu'il sera appelé au secrétariat de la Fédération des Bourses du travail.

Ses interventions aux congrès fédéraux seront marquées du sceau de la logique et de la précision. Il se documente et sait ce dont il parle et son bon sens de militant ouvrier parvient à faire triompher ses conceptions. Tel est l'homme, Paul Delesalle, un homme aux idées pures et élevées.

## PAUL DELESALLE, HOMME D'ACTION

Plein d'idées, certes, cependant P. Delesalle ne fut point un théoricien mais un homme d'action.

Jamais, il ne négligea sa tâche de vulgariser ses idées, et pour ce faire, il diffusa par la brochure les mille et un problèmes d'éducation et d'action de la classe des salariés.

Dans une série de brochures qu'il nous a laissées, Paul Delesalle, va exposer ce qu'il entend par syndicalisme et montrer selon lui, la parfaite identité de vues du syndicalisme et de l'Anarchie.

Son évolution cependant se précise à certains moments, et s'il semble être contre le réformisme — en 1890 dans les T.N. — plus tard, dans les « Deux méthodes du syndicalisme » il en accepte le bénéfice à condition qu'elles soient imposées par les travailleurs, par l'action directe. Il en sera de même sur le rôle dévolu aux syndicats au lendemain de la révolution.

L'organisation syndicale reste pour lui un moyen, non un but, qui est le communisme libertaire. Mais Delesalle est assez flottant parfois sur ce point, et, en fin de compte, après le vote de la Charte d'Amiens, il fait confiance dans le syndicalisme, pour transformer la société.

Un point de sa pensée apparaît, chez Delesalle, entaché d'antisémitisme, les raisons n'apparaissent pas nettement. A l'époque, il sera vivement critiqué par le Dr. Pierrrot et la polémique s'envenima lorsque J. Grave, dans « Les Temps Nouveaux », dont il était l'animateur, y mit fin. Delesalle se retira de la rédaction, la ténacité, le conduisait à une partialité des plus injustes. Regrettons-le.

C'est à cette époque que Delesalle décida de s'établir libraire. Cela le poursuivait depuis tout un temps ; il mettra son projet en exécution.

De 1907 à 1932, rue Monsieur-le-Prince, au 46 d'abord, ensuite au n° 16, c'est là qu'il s'établit. Il risque de l'édition, quelques fascicules de chants et poèmes révolutionnaires, la série des Almanachs illustrés de la Révolution, des catalogues des publications sociales, etc.

C'est vers cette rue Monsieur-le-Prince que je guidais mes pas, il y a plus de trente ans, à la recherche que j'étais de documents, brochures et livres qui déjà faisaient l'objet de mes désirs attentifs. J'ai dû bavarder avec Delesalle.

Plus tard, lorsque j'entrepris de publier la revue « Pensée et Action », Delesalle m'écrivit et m'adressa quelques documents que j'ai insérés et je me proposais toujours de lui rendre visite à Palaiseau, les circonstances de la vie en ont décidé autrement.

C'est l'ami Poulaillé, qui raconte quelque part dans « Les Damnés de la Terre », ses visites rue Monsieur-le-Prince, les provisions de lectures qu'il emportait pour calmer sa soif de connaissances. Mais il y aurait tant d'historiens à raconter sur cette vie de libraire-propagandiste, car dans cette librairie défilèrent toute une pléiade d'écrivains, d'hommes d'action, qui feront de cette boutique un foyer culturel, et je cite en passant Ch. Péguy et G. Sorel.

Ce furent les jeudis de la librairie : J. Maitron, en nous révélant le Delesalle libraire, nous le présente tel, resté fidèle à son passé, sans grand souci d'attirer la clientèle. Il demeure militant, vend ses livres d'avant-garde. Servir ceux qui recherchent de quoi augmenter leur bagage de connaissances dans le domaine social, là se concentre toute l'attention de ce libraire et sa compétence aidant, la constitution d'un stock important de livres et brochures ne tardera pas à attirer chez lui les militants ouvriers et les historiens sociaux à la recherche de documents.

Par ailleurs, il continue à collaborer aux publications syndicalistes révolutionnaires. Le relevé consciencieux de tous les écrits de Delesalle, J. Maitron l'a fait d'une façon aussi complète que possible et cette partie de la bibliographie n'est pas de moindre intérêt. Mais avant, J. Maitron nous présente ces études et articles, en souligne toute la valeur, l'étendue de leur jugement, la sérénité de certains écrits, la mise au point de certains autres.

La première guerre mondiale, le vit s'embarquer dans le clan des interventionnistes. Pour lui, 1914, c'était « la lutte de l'esprit libertaire contre l'autoritarisme germanique », mais il se ressaisit assez vite, et l'annonce de la Révolution russe le remplit de joie et d'espoir à telle enseigne qu'il adhéra au Parti communiste. En lui cependant, vit toujours l'esprit libertaire et c'est cela qui le conduira à démissionner devant la rigidité doctrinale et la « souplesse tactique » de ce parti !

Fatigué, et plein d'autres soucis, Delesalle a gagné peu à peu un état neurasthénique qui l'oblige par décision médicale à abandonner sa profession. Il vend sa librairie, se retire à la campagne avec l'espoir de rentrer un jour dans la capitale pour reprendre « les joies de la conversation » avec les amis.

A Palaiseau, il restera 16 ans, y terminera sa vie auprès de sa compagne Léona, qui fut son ange gardien. Il vécut parmi son petit musée de livres et documents glanés avec un soin attentif.

J. Maitron nous a dépeint avec minutie mais également avec une touchante attention cette bibliothèque de ce vieux militant. Il agrément sa description de réflexions empruntées aux dédicaces pleine d'humour ou d'envois inattendus.

Souvenirs, pièces rares, feuilles de choux aux titres incendiaires, quelle richesse et j'oubliais de citer ces paquets de lettres de L. Michel, de F. Pelloutier, de G. Sorel, de G. Yvetot, de H. Lagardelle, de J. Guillaume, papiers « de haute valeur » pour les chercheurs de demain qui pourront les consulter au Musée français d'Histoire Sociale, puisque toute cette bibliothèque a été confiée au dit Musée, après la mort de Delesalle.

Une vie, une empreinte de noblesse de cœur. J. Maitron nous a présenté Paul Delesalle dans cette lumière humble, intelligente qui marque l'homme et il faut le remercier pour ce travail consciencieux et de tout premier plan. Sa puissance de travail, sa volonté de toujours se dépasser, il les met au service non de ses intérêts personnels, mais de la grande cause de la Justice et de la Fraternité humaine.

On peut ergoter sur sa ligne hésitante, on pourrait y découper quelques contradictions, qu'importe, l'homme était un chercheur d'idéal inquiet de renouveau, n'aimant guère les opinions toutes faites « le non-conformisme, s'il n'est pas systématique, est la condition même de tout progrès ».

J. Maitron, dans son livre sur Paul Delesalle nous apporte un témoignage et ce témoin fut « d'une haute probité intellectuelle, il fut un esprit de tolérance » et j'apprécie hautement cette pensée dernière de J. Maitron : « Celui qui a une vie durant, tenacement cherché la lumière, sans jamais désespérer de l'homme son frère, a bien mérité de l'humanité ! ».

HEM DAY.  
Bruxelles, octobre 1957.

## "A. I. T."

LE JOURNAL DE NOTRE  
INTERNATIONALE, PARAIT  
TOUS LES MOIS.

Abonnez-vous !

## BULLETIN D'ABONNEMENT au "Combat Syndicaliste"

Je soussigné,

NOM .....  
Prenoms .....  
demeurant .....

declare souscrire un abonnement de (1) .....  
au « Combat Syndicaliste ».

Le .....  
SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. Paris 233-92  
André RAUX, 37, r. du Regard, Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.)

(1) 12 numéros : 220 fr. — 24 num. : 430 fr. — 48 num. : 850 fr.

# TRIBUNE LIBRE

LES ARTICLES INSERES CI-DESSOUS N'ENGAGENT QUE LA RESPONSABILITE DE LEUR AUTEUR  
ET NE PEUVENT INTERVENIR DANS LA LIGNE DE L'ORGANISATION, A AUCUN MOMENT

## FIN D'UNE POLEMIQUE

GRAND merci au camarade Etienne pour les conseils de lecture qu'il me donne : les livres sont une bonne chose, à la condition toutefois qu'ils ne nous fassent pas négliger tout travail pratique.

C'est précisément parce que la diplomatie n'est pas très en vogue chez nous que je ne me sens nullement offensé par les termes qu'a employés le camarade Etienne au cours de notre polémique. Un militant d'avant-garde ne doit pas s'effrayer pour si peu. De toutes façons, il est bon que l'on sache faire taire les petits amours-propres froissés qui mènent aux stériles rivalités individuelles, aussi néfastes qu'indémissibles dans une organisation anarcho-syndicaliste. Au-dessus de ses mesquineries, de ses petitesse, le travail confédéral nous requiert pour dépenser utilement notre énergie.

Il n'est pas question, je le répète encore une fois, d'interdire aux croyants d'adhérer à notre Centrale. Mais il est bon d'ouvrir l'œil. C'est pourquoi plus de précision dans les statuts, notamment en ce qui concerne notre position vis-à-vis des Eglises et l'élimination des éléments indésirables, serait hautement souhaitable, et pourrait même éviter, à l'avenir, la tenue de congrès extraordinaires destinés à exclure des dévotionnistes. Car il ne faudrait tout de même pas, entourant les croyants d'égards particuliers, paradoxalement plus grands que ceux dont

nous faisons preuve vis-à-vis des autres camarades les laisser sous prétexte de ne leur causer nulle peine même légère, libres de faire tout ce qu'ils voudraient : l'erreur mériterait-elle le respect ?

Quant aux bons rapports qui devraient exister avec la Fédération Anarchiste, je me bornerai à souligner simplement que ce problème serait moins délicat s'il était unanimement admis que la C.N.T. est autonome, idéologiquement majeure, ne constitue pas le bias de quelque cerveau détenteur de la philosophie libertaire, et que la bon-

ne volonté, génératrice de bonne intelligence, doit être réciproque plutôt qu'unilatérale.

Que le camarade Etienne se rassure. Pas un anarchiste « pur » n'ignore que la C.N.T. existe et certains membres, parfois très en vue, de l'actuelle F.A., ne s'y intéressent peut-être que trop.

Ces raisons qui font que les camarades anarchistes militant dans les centrales réformistes ne rejoindront jamais la C.N.T. m'ont amené, il y a quelques années, à ne pouvoir demeurer membre du groupe libertaire de ma ville.

Mais l'examen de cette question risquerait d'entraîner un échange de vues qui j'en ai la conviction, devrait demeurer strictement interne, et dont seuls les militants de l'organisation confédérale auraient à être informés.

H. BESNIER.

Du côté de F. O. :

Le Syndicat National des personnels du Trésor

AVANT la dernière guerre mondiale, l'Etat bourgeois, qui est bien l'un des plus féroces patrons de combat qui puisse exister, admettait très difficilement que ses fonctionnaires fussent syndiqués. Il tolérait, tout au plus, cet état de fait.

L'affiliation à un syndicat comportant alors certains risques quant à la stabilité de l'emploi, peu nombreux étaient ceux qui, dans le Trésor, bravaient ce péril et rejoignaient une confédération.

Bien que l'on puisse faire certaines réserves sur la réalité du caractère syndical de l'action de cette minorité, une tendance social-démocrate s'en dégageait déjà, il est incontestable qu'elle était animée par l'esprit revendicatif et la volonté militante.

Cependant, après les années de guerre, l'Etat reconnu à ses fonctionnaires le droit de se syndiquer. D'un coup, les effectifs syndicaux se grossirent d'un afflux de cotisants considérant le syndicalisme, dont ils ignoraient tout, comme un organisme dont le seul rôle était de leur faire obtenir augmentations de salaires et avancement sans qu'il leur en coûtât rien d'autre que le paiement de leurs cotisations.

Ainsi, le S.N.P.T. put s'enorgueillir (et s'enorgueillit encore) de 20.000 adhérents dont on peut dire qu'ils s'étaient regroupés de la plus ahurissante façon qui soit, tous grades mêlés, de l'aide temporaire au trésorier payeur général, de nombreux catholiques, affiliés pour des raisons qui échappaient à leurs cotisants et peut-être bien à eux-mêmes, demeurant membres, par voie de conséquence, de la C.G.T. réuni.

Le Comité directeur nourrissait-il des illusions sur la valeur militante des 20.000 moutons composant son troupeau ? Les innombrables « couleuvres » qu'il leur fit avaler d'année en année démontreraient plutôt le contraire, et c'est alors que commença la longue suite des impostures.

Les premières réunions syndicales permirent aux dirigeants de constater très rapidement que les syndiqués y venaient en nombre infini, et que la proportion des éléments de base parmi les présents était des plus faibles. Tout naturellement, les responsables prirent promptement l'habitude d'agir comme bon leur semblait, et une très importante circonstance, la scission syndicale, ne tarda pas à le démontrer.

En 1946, un camarade de la C.N.T. au cours d'une réunion tenue à Paris, en présence de Gaubert, alors secrétaire général, démontra la nécessité de quitter la C.G.T. politisée par les stalinistes et de rejoindre une centrale apolitique respectant les principes énoncés par la Charte d'Amiens. Gaubert, intervenant dans le débat, célébra les mérites de l'unité syndicale et écarta l'idée de rejoindre « le » (c'était là son terme) C.N.T., seule autre centrale non confessionnelle existant à l'époque. Tout le monde paraissait bien d'accord.

Quelques mois plus tard, à l'automne 1947, c'était la scission, et Force Ouvrière naissait dans les circonstances particulières que l'on sait. Le Comité directeur du S.N.P.T., en contradiction absolue avec sa position de l'année précédente, décidait quasi sur-le-champ, brisant la sacrosainte unité syndicale, de rejoindre la nouvelle centrale, ce qui fut fait sans consultation préalable des militants de base qui, à l'exception des éléments stalinistes et trotskystes, peu influents ne réagirent pas.

Il ne fallait pas moins d'audace pour prétendre regrouper dans la même organisation des agents de tous grades aux intérêts aussi opposés que peuvent l'être ceux d'un aide temporaire et d'un trésorier payeur général. Cette manœuvre réussit pourtant pleinement. Ainsi, dans les grèves successives, les éternels roulés composaient la masse de manoeuvre et les gros tiraient les marrons du

feu, infligeant même des blâmes aux temporaires qui, leur ayant permis de tirer parti du mouvement, ne reprenaient ensuite pas assez vite le travail.

Mais ces derniers eux-mêmes étaient fautifs. Dans la longue grève de juillet 1948, qui dura plus de quinze jours, les revendications formulées n'intéressaient que la hiérarchie : aucune ne concernait la base. Cependant, celle-ci fit grève en totalité, les « chefs » étant dans le mouvement.

Par contre, en novembre 1949, une augmentation non hiérarchisée était revendiquée. Les chefs ne faisant pas grève, seule une fraction infinie des agents subalternes participa au mouvement, pourtant de très courte durée.

Fallaient-ils se gêner dans ces conditions ? Evidemment non ! Et le Comité directeur s'en paya.

Trouvant sans doute qu'il n'y avait plus rien à revendiquer, les pontifes syndicaux s'intéressèrent à la technique. Dans « Le Syndicaliste du Trésor », organe du S.N.P.T., les articles publiant et commentant les instructions professionnelles se multiplièrent, les comités techniques mobilisèrent l'activité syndicale.

Pendant ce temps, un scandaleux système de recrutement des sous-chefs de service, favorisant les diplômés venant de l'extérieur en leur donnant la possibilité d'accéder très rapidement à ce grade au détriment des agents déjà en service, contraints, pour en arriver au même point, de passer de multiples concours échelonnés sur plusieurs années, était mis en place avec la pleine approbation non seulement du S.N.P.T., mais de toutes les autres organisations.

Au milieu de ces activités de la plus haute importance, les aides-temporaires qui, depuis avril 1950, ne pouvaient plus espérer aucune titularisation, n'auraient dû être recrutés, comme leur nom l'indique, que pour de courtes périodes, continuant à être employés à temps

complet, soumis au régime du bon plaisir, engagés et licenciés dans l'indifférence totale d'organisations professionnelles qui, sollicitant leurs cotisations, avaient le cynisme de se refuser à les défendre, alléguant que ces parias administratifs n'auraient pas dû exister.

Il serait trop long de tout énumérer. Terminons, comme il se doit, par la dernière prouesse : la grève politique en faveur des insurgés hongrois, alors qu'on s'est tu pour Madagascar, pour le Nicaragua, qu'on se tait pour l'Espagne, qu'on se tait pour l'Algérie.

Comment expliquer tout ceci ? Ces reniements, ces contradictions, ces manoeuvres, cette confusion sont-ils voulus ?

Il n'est pas niable que le Comité directeur fait ce qu'il veut, qu'il agit bien dans l'esprit de « Force Ouvrière » dont le seul nom est une tromperie, cette centrale comprenant de très nombreux fonctionnaires.

Mais ce Comité est régulièrement élu et c'est là que la responsabilité de la base, qui gémit sans cesse et réclame toujours les mêmes, est engagée.

En fait, elle ne voit pas comment les remplacer. Composée de cotisants que l'égoïsme anime encore bien plus que le corporatisme, totalement inapte, par conséquent, à cette autonomie d'action que le véritable syndicalisme réclame, elle ne sait que subir des responsables qu'elle critique sans arrêt. Ne voulant pas s'aggraver socialement, comprendre le sens de la lutte et s'y préparer, elle porte, et c'est d'une implacable logique, le poids de son impuissance, de son individualisme et de sa pusillanimité.

Tant qu'il en sera ainsi, tant qu'une prise de conscience ne se dessinera pas, la situation du petit personnel ne pourra que s'aggraver, et les rares actions entreprises, détournées de leur but, déjà souvent douteuses, feront tenir au S.N.P.T. le rôle de pion sur l'échiquier politique au profit de la prétendue S.F.I.O.

« UN DU TRESOR ».

XIX<sup>e</sup> U. R. L'ACTIVITÉ MILITANTE

Compte rendu d'une causerie qui fut la première d'une série qui continuera à se développer pendant l'hiver 1957-1958.

Les organisateurs, responsables de la F.I.L. de Marseille, invitent cordialement tous les camarades, et particulièrement les jeunes, à y assister.

Pour tous renseignements s'adresser au siège : 12, rue Pavillon, Marseille (1<sup>er</sup>).

A 10 h. 30 dans notre domicile social, 12, rue Pavillon, où se trouvent réunies les Jeunes Libératrices, notre camarade JULIEN disserte sur le thème : « Le Socialisme utopique ».

Avant d'entrer dans le sujet de cette causerie, Julien répond à la question : « Croyez-vous que l'Anarchisme soit réalisable ? » Question qui lui fut posée antérieurement par quelques jeunes.

— Si je crois que la réalisation de l'Anarchisme est possible ? Si je n'y croyais pas, pourquoi serais-je ici ? Ce serait un malhonnêteté de parler d'Anarchisme si je n'y croyais pas. Je crois à sa réalisation, évidemment je ne peux pas dire que ce sera dans un an, ni dans deux, ni dans cinq, mais je peux dire qu'il est réalisable. Actuellement le moment n'est pas propice à sa réalisation car il y a diverses forces contraires. Si actuellement il y avait un mouvement révolutionnaire anarchiste, le Parti Communiste l'étoufferait et se l'approprierait. Il ne faut pas oublier que le Parti communiste a une forte influence sur une grande partie du prolétariat, qui croit qu'il est le meilleur ami du peuple alors qu'en réalité il est son pire ennemi. Pour le moment nous ne pouvons pas envisager une révolution. Quand nous aurons réalisé l'Anarchisme, nous ne devons pas oublier que l'Anarchisme n'est rien d'absolu, nous devons rester anarchistes pour maintenir l'idée anarchiste.

Maintenant passons au sujet de cette causerie « Socialisme utopique ». Tout d'abord quelques noms des premiers utopiques : Thomas Mors et Hubert Languet qui défendit la liberté du peuple et la liberté individuelle.

Etienne de la Boétie qui à 22 ans était conseiller départemental à Bordeaux. A 18 ans il écrivit sur le livre « Pensées et Actions. La servitude volontaire ». Il écrivit en l'honneur des contrainsts et contre les tyrans. Sa thèse était : « S'il y a une tyrannie c'est parce qu'on le veut bien. Pour que la tyrannie disparaisse il faut cesser d'obéir. Tant qu'on obéira il y aura des tyrans. Nous sommes tous du même moule afin de nous reconnaître tous frères et compagnons, il ne doit donc pas y avoir ni tyrans ni contrainsts. Les animaux défendent leur liberté jusqu'à la mort... Dès qu'on ne voudra plus obéir la tyrannie tombera d'elle-même.

On ne peut pas classer de la Boétie dans les socialistes utopiques mais il a été un de ceux qui ont défendu la liberté et attaqué le gouvernement.

Un grand utopiste, Thomas Campanella qui à 14 ans entre dans l'ordre des Dominicains (Philosophie d'Aristote) et par la suite combattit les Jésuites.

Campanella, pendant sa vie de Dominicain, devint tellement sceptique qu'il mit tout en doute, même l'existence de Charles-Magne. En 1581 il publia son premier livre contre la philosophie d'Aristote. A cet effet il fut inculpé de sorcellerie, poursuivi et dut quitter Naples pour se réfugier en Calabre, son pays d'origine. A cette époque-là, la Calabre était rattachée à Naples qui était sous la coupe du roi d'Espagne. En Calabre Campanella créa une armée de 300 moines, déclara être un « Messie » et prêcha la révolte. Il fait appel à l'armée Turque, très puissante alors, ouvre les portes des prisons et se fait une deuxième armée de prisonniers. Il est arrêté et condamné à la prison à perpétuité. Il fait 27 ans de prison, parcourt 50 prisons différentes, subit 7 tortures dont une qui dura 40 heures. Pendant son incarcération il écrivit certains livres et essaya par ses écrits de pousser le peuple à la révolte. Il disait : « Il faut supprimer les Etats et les Nations mais il ne faut pas les remplacer par un roi. Il faut tout abolir. »

A cette époque-là certains troubles se produisaient entre les Dominicains. Pour Campanella il n'existait qu'une seule organisation, le Pape Paul V, sans Nation ni Etat, ni Gouvernement. Le successeur de Paul V, Urbain VII le prend sous sa protection et parvient à le faire libérer. Une fois en liberté il va à Rome, mais le roi d'Espagne veut l'incarcérer à nouveau et il doit fuir vers Paris où il se réfugie dans un couvent Dominicain, l'Eglise de Saint-Jacques. C'est à ce moment-là, en 1635, qu'il donne une nouvelle théorie et écrit « La cité du Soleil ».

Dans cette cité toutes les sciences sont publiées dans un livre qui est lu au peuple et qui est appelé « La sagesse ». Chez eux tout est en commun, même les femmes. Les magistrats assurent la répartition de tous les biens. L'homme est libéré de l'égoïsme et aime la communauté. Les successions et les testaments sont interdits. La moyenne de vie varie entre 100 et 105 ans.

A l'âge de 3 ans, les enfants commencent leur instruction au moyen de promenades, à 7 ans ils apprennent la littérature, la peinture, la cuisine, etc... L'homme le plus considéré est celui qui a le plus d'instruction, qui connaît le plus de sciences, et qui les exerce avec le plus d'habileté. Il devient alors « le Sole » ou Magistrat suprême, à condition qu'il ait 35 ans. Il demeure « le Sole » tant qu'on n'en aura pas trouvé un autre supérieur à lui.

Tous les six mois il faut changer de logis ou de chambre pour éviter le « sentiment de propriété ». C'est le Communisme absolu, mais très autoritaire.

Il existe la réprimande, le fouet, l'exil et la peine de mort.

Les repas se font en commun et en silence. Chaque table est présidée par un Chef de table. Lorsque le repas du soir est terminé, les vieux ont un autre rite, ils vont décider avec qui il faut passer la nuit. Ils font un tirage au sort mais peuvent tricher pour assurer une bonne procréation.

Pour avoir des enfants, les garçons doivent être âgés au moins de 21 ans et les filles de 19 ans. De préférence ils recherchent les contrastes (gros et maigres, doux et violents, etc.) Les relations sexuelles ont lieu tous les trois jours à la date et l'heure fixées par les astrologues.

Il faut rester simples aussi bien moralement que physiquement, quiconque essaierait de maquiller son aspect risque la peine de mort. Il faut se montrer tel qu'on est. Tous doivent travailler, quatre heures de travail suffisent, le reste du temps est destiné aux études et au repos. La monnaie est inutile, elle ne sert que pour l'extérieur, puisque à l'intérieur de la cité le commerce est interdit.

Dans cette cité il y a deux contradictions : le commerce est toléré, mais en dehors de la cité. Les prisonniers de guerre sont mis en esclavage, mais en dehors de la cité.

Pour les travaux des champs tout le monde est appelé à y participer, et dans la cité il n'en reste que quelques-uns pour la garder. Ainsi les travaux sont très rapidement faits.

Cette « Cité du Soleil » se termine d'une façon très singulière. Les habitants sont arrivés à avoir une science telle, que leur dernière découverte est une machine à voler et un bateau naviguant sans voiles ni rames.

Ainsi se termine « la Cité du Soleil » de Campanella. Il faut attendre Moreli en 1755, pour retrouver la trame de la pensée socialiste primitive. Moreli disait : « L'homme est bon, mais son péché est l'envie. La propriété privée est une corruption. Tout le monde doit avoir ce dont il a besoin et suivant ses besoins ».

L'Abbé Mablé en 1809, considère l'intérêt de la personne. Il admet un Communisme d'Etat qui distribuerait aux particuliers tout ce dont ils auraient besoin. Il est le premier à affirmer la valeur morale de la Révolution sociale.

C'est avec lui que prend fin le Socialisme utopique, qui fut suivi du Socialisme des Précurseurs dont le premier fut Saint-Simon. Le socialisme des Précurseurs a pour base la lutte des classes qui est une conception sociale.

Je ne m'étendrais pas là-dessus, car ce sujet nous l'aborderons lors de la prochaine causerie.

CORRESPONDANT.

SERVICE DE LIBRAIRIE « C. N. T. »

- HISTOIRE ET DOCUMENTS
N. Makno. — La Révolution Russe en Ukraine, 200 fr.; franco 230.
S. Faure. — L'Imposture Religieuse, 300 fr.; franco 330; La Véritable Révolution Sociale, 120; franco 150.
F. Planche. — La Vie ardente et intrépide de Louise Michel, 260 fr.; franco 290.
J. Rennes. — Syndicalisme Français, 300 francs; franco 330.
E. Dolleaux. — Féminisme et Mouvement Ouvrier (George Sand), 420 fr.; franco 450.
M. Collinet. — Essai sur la condition ouvrière, 1900-1950, 510 fr.; fco 540.
J. Maitron. — Le Syndicaliste révolutionnaire Paul Delesalle, 550 francs; franco 580.
J. Danos et M. Gibelin. — Juin 36, 550 francs; franco 595.
P. Besnard. — Le Monde Nouveau, 150; franco 180; L'Ethique du Syndicalisme, 100 fr.; franco 130.
G. Leval. — L'Indispensable Révolution, 250; franco 280.
P. Louis. — Histoire du Socialisme en France, 600 fr.; franco 645.
L. Lefranc. — L'Internationale Chrétienne, 370 fr.; franco 400.
J. Humbert. — Eugène Humbert, 350 francs; franco 395.
E. Malatesta. — Au Café, 150; fco 180.
R. Lambert. — Mouvements ouvriers et socialistes, 615 fr.; franco 645.
Un Proscrit. — L'Inévitable révolution, 250 fr.; franco 295.
Bakounine. — Dieu et l'Etat, 100 fr.; franco 115.

- Emile Hureau. — Les Jésuites, la classe ouvrière et la révolution, 100 francs; franco 130.
Louis Guilloux. — La Maison du Peuple, 390 fr.; franco 420.
E. Armand. — La révolution sexuelle et la camaraderie amoureuse, 350 fr.; franco 395.
Max Stirner. — L'Unique et sa propriété, 600 fr.; franco 645.
Laurent Tailhade. — Les plus belles pages, 300 fr.; franco 345.
Aurèle Paterni. — La débacle de l'éthique, 150 fr.; franco 180.
Han Ryner. — Les paroles cyniques, 150 fr.; franco 180; Les Surhommes, 150 fr.; franco 180; L'Aventure d'amour, 150; franco 180.
Docteur Maréchal. — La liberté de la conception, 450 fr.; franco 480.
Ch. A. Bontemps. — L'homme et la liberté, 500 fr.; franco 530.
André Bidet. — Les rapports sexuels et leurs déficiences chez la femme, 240 fr.; franco 270; L'amour et l'émotion chez la femme, 240 fr.; franco 270.
Jules Lermina. — L'A.B.C. du libéralisme.
Rillon. — Qu'est-ce que la propriété.
Sébastien Faure. — Réponse aux paroles d'une croyante; L'orateur populaire; La liberté; Les crimes de Dieu; Propos d'Éducateur; Propos subversifs; La véritable rédemption; Les familles nombreuses; Les métiers haïssables; Le chambardement; Leur Patrie; L'enfant; La femme; Les forces de la Révolution; La dictature et la Bourgeoisie.
Pierre Kropotkine. — La morale anarchiste; Les prisons; La prochaine Révolution (Les droits politiques); La guerre; Les minorités révolutionnaires; L'ordre.
Elisée Reclus. — L'Anarchie et l'Eglise; Révolution et Evolution.
Pierre Besnard. — La responsabilité.
Georges Yvetot. — A.B.C. syndicaliste.
V. Grieffriehes. — Le Syndicalisme Révolutionnaire.

- Parké Cinninging. — Quelle Engence, 350, 380 fr.
Comela Otis Skinner. — Mes folles histoires, 400, 430 fr.
William Ledera. — Tout le monde à la mer, 400, 430 fr.
Giovani Guareschi. — Le petit monde de Don Camillo, 450 fr.; franco 480.
Virgil Gheorghiu. — La vingt-cinquième heure, 690 fr.; franco 735.
Ferreira de Castro. — Emigrants, 390 francs; franco 420.
Louis Ténars. — Le Curé de Bourgogne, 200 fr.; franco 230; Le Sauveteur, 100 fr.; franco 130.
De Jowenel. — La vie de Zola, 250 francs; franco 295.
Jacques Prévert. — Paroles, 590 francs; franco 635.
Jean Celse. — Eugène, 180 fr.; fco 210.
Maurice Hallé. — La Grand'route et les chemins creux, 200 fr.; fco 230.
Victor Méric. — Couliesses et trétaux, 250 fr.; franco 280.
Alfred Toombs. — Lune de miel à sept, 400, 430 fr.
Eugène Dabit. — Hôtel du Nord, 150, 180 fr.
Marcel Pierre. — Enquête à Médrano, 200, 230 fr.
Pierre Daninos. — Le tour du monde du rire, 500, 530 fr.
Sydney Horler. — A nous la vie, 400, 430 fr.
Georges Mikes. — Drôles de pays, 375, 405 fr.
Alfred Toombs. — Ces diables d'enfants, 375, 405 fr.
A. Binet. — Les rapports sexuels et leurs déficiences chez la femme, 240, 270 francs.
Emile Pouget. — L'organisation du surmenage, 80, 110 fr.

- Ch. et J. Duchéné. — Le Socialisme révolutionnaire, 100, 130 fr.
Plan. — L'année ferroviaire 1953, 690, 735 fr.
Fernando Planche. — La virgen roja de Luisa Michel, 260, 290 fr.
Guy Chaumel. — Histoire des chemins et de leurs syndicats, 280, 310 fr.
B. Malon. — Précis historiques, théoriques et pratiques du socialisme, 240, 285 fr.
Adhémars Schwartzgebél. — Quelques écrits, 200, 230 fr.
Juan Ferrer. — Garbuis poétique (espagnol), 150, 180 fr.
José Peirats. — La C.N.T. en la Revolución Española, 700, 745 fr.
William English Walling. — Le mouvement ouvrier et la démocratie aux Etats-Unis, 300, 345 fr.
Jean Duchêne. — Le Socialisme révolutionnaire, 100, 130 fr.
H. Poulaille. — Les Damnés de la terre, 390 fr.; franco 435; L'Enfantement de la Paix, 250 fr.; franco 280; Ils étaient quatre, 200 fr.; franco 230; Le Pain quotidien, 350 fr.; fco 380; Pain de Soldat, 450 fr.; franco 495.
J. Prugnot. — Béton armé, 330 francs; franco 360.
F. Planche. — Durole, 150 fr.; fco 180.
H. E. Kaminski. — Bakounine : la Vie d'un Révolutionnaire, 350; fco 395.
L. Lecoin. — De prison en prison, 160 francs; franco 190.
Han Hass. — Hommes et requins 750 francs; franco 795.
Arthur Kæstler. — Le zéro et l'infini, 150 fr.; franco 180.
Jules Vallès. — L'enfant, 150 francs; franco 180; L'Insurgé, 150; fco 180; Le Bachelier, 150 fr.; franco 180.
Commander à Joseph SORIANO.
Recette Principale Fontenay-sous-Bois (Seine) C.C.P. Paris 14.103-62

Salariés, Chômeurs, Vieux Travailleurs !

- Le coût de la vie augmente sans cesse ;
— Les coffres de l'Etat sont vides ;
— La République prêche la Fraternité ;
— Les grèves partielles ou politiques lassent les travailleurs ;
— L'Assemblée nationale démontre la stérilité du régime ;
— Le Clergé déplore notre sordide matérialisme.
MAIS :
— Le S.M.I.G. demeure au-dessous de 30.000 francs par mois ;
— Les trusts accumulent d'immenses profits ;
— On s'entre-tue en Algérie ;
— Les syndicats politisés vous tiennent bien en laisse ;
— Nos députés, contents d'eux-mêmes, se votent une modeste augmentation de CENT MILLE FR. PAR MOIS aux frais des contribuables ;
— L'Eglise regorge de richesses ;

Cependant, votre force, quoique latente, pourrait tout emporter, la récente grève de l'E.D.F. et ses incalculables répercussions ont démontré que la grève générale demeure une arme irrésistible. Vous pouvez tout obtenir par l'ACTION DIRECTE :
— L'égalité économique et sociale ;
— La disparition des capitalismes privés ou étatiques ;
— La fin de toutes les guerres ;
— L'instauration d'un monde sans maîtres ni valets.
Pour y parvenir, il faut que vous preniez conscience.
Votre action dévoilera le vrai visage de vos ennemis ; politiciens de tous poils, syndicats aux ordres, clergé, armée, oligarchies financières se ligueront contre vous.
ALORS VOTRE ROUTE SE TRACERA D'ELLE-MÊME : CE SERA CELLE DE LA REVOLUTION SOCIALE ET LA C.N.T. Y SERA AVEC VOUS.

ROMANS

- Henry Poulaille. — Maintenant, 420 francs; franco : 40 francs.
Florence Litre. — L'adolescente émerveillée, 350, 380 frs.
Jules Vernes. — La jangada, 200, 230 frs 1ère et 2e partie.
Ron Hubbard. — Le bras droit de la mort, 150, 180 fr.
Roger Vercl. — Le capitaine Conan, 150, 180 fr.
Margaret Kennedy. — La nymphe au cœur fidèle, 150, 180 fr.
N. Somerset Maugham. — Le fil du rasoir, 200, 320 fr.
Aldoux Huxley. — Contrepoint, 200 fr.; franco, 230.

LA PROVIDENCE ET LE MAL

Nous souffrons de l'intempérie des saisons, de l'éruption des volcans, des tremblements de terre, des tempêtes, des cyclones, des incendies, des inondations, des sécheresses, de la famine, des maladies, des fléaux, des blessures, des douleurs, de la mort, etc., etc. C'est le mal physique.
Nous sommes témoins ou victimes d'innombrables injustices, violences, tyrannies, spoliations, meurtres, guerres. Partout la fourberie triomphe de la sincérité, l'erreur de la vérité, la cupidité du désintéressement. Les sciences, les arts, quel usage en font les gouvernements, sortes de providences terrestres ? Les font-ils servir à la paix, au bien-être, à la félicité générale ? L'histoire, pleine de crimes atroces et d'effroyables calamités, n'est que le récit des malheurs de l'humanité. C'est le mal moral.

Le mal, d'où sort-il ?
Si l'on admet l'existence de Dieu, on admet du même coup que tout ce qui existe procède de Lui. C'est donc Dieu, cet Etre de vérité, qui a engendré l'erreur; c'est Dieu, ce principe de Justice, qui a donné naissance à l'Iniquité; Dieu, cette source de toute Bonté, qui a enfanté le Crime !
Et c'est ce Dieu, centre et foyer de la douleur et de la perversité, que je devrais respecter, servir, adorer ?...
Le Mal existe; nul ne peut le nier.
Eh bien ! de deux choses l'une : ou bien Dieu peut supprimer le mal, mais il ne le veut pas; dans ce cas, sa puissance reste entière, mais s'il reste puissant, il devient méchant, féroce, criminel; ou bien Dieu veut supprimer le mal, mais il ne le peut pas; et alors, il cesse d'être féroce, criminel, mais il devient impuissant.

Ce raisonnement a toujours été et sera à tout jamais sans réplique.
Le concept et le sentiment que nous avons de l'Équité ne nous disent-ils pas que quiconque voit se commettre sous ses yeux une action coupable et, pouvant aisément l'empêcher, la laisse s'accomplir, devient complice de cette action, et devient criminel au même titre que celui qui l'a perpétré ?
Ce Dieu qui, étant donnée son omnipotence, pourrait empêcher sans effort le mal et ses horreurs et qui n'intervient pas, ce Dieu est criminel, il est d'une férocité sans bornes. Que dis-je ? Lui seul est féroce, lui seul est criminel. Puisque seul il est capable de vouloir et de pouvoir; seul il est coupable et doit assumer toutes les responsabilités.
Sébastien FAURE
(« Les crimes de Dieu »)

# LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail  
 Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs  
 REDACTION - ADMINISTRATION : Abonnements 12 numéros : 220 fr.; 24 numéros, 430 fr.; 48 numéros, 850 fr. Changement d'adresse : 20 francs.  
 39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9<sup>e</sup>

**TRAVAILLEURS**  
 Ne vous laissez plus bernier par les politiciens, œuvrez à votre libération en rejoignant le syndicalisme révolutionnaire.  
 Ralliez la C. N. T. !  
**CAMARADE,**  
**AMI LECTEUR,**  
 Si tu veux qu'il soit plus vivant, deviens sans tarder le correspondant régulier du « C. S. ».  
**LA REDACTION**

# SYNDICALISME ET PAIX

## Gardons-nous de nous embourgeoiser

Le titre donné à cette modeste étude sera peut-être désagréable à certaines personnes pour lesquelles nous avons la plus haute estime et la plus grande considération. Nous leur présentons nos excuses, mais la question nous tient à cœur, bien qu'elle soit épineuse, car nous savons la tendance qu'ont les hommes à s'embourgeoiser. Nous savons, en effet, qu'il est très difficile à l'homme vivant dans une société capitaliste et bourgeoise, de se soustraire à cette tentation. Mais, prenant le journal et le livre comme guide, ainsi que la conférence sociale suivie d'une discussion honnête, l'homme pourrait découvrir de nouveaux horizons sociaux, des formes de vie bien différentes et plus humaines que celles que nous donne la société capitaliste et bourgeoise.

S'embourgeoiser vient — cela va sans dire — du mot bourgeois. Bourgeois, d'après le dictionnaire Larousse, signifie : « Patron, maître d'un ouvrier ». D'accord. Et c'est précisément par cette situation de patron et maître qu'il a pu acquérir une importante fortune et de gros privilèges au détriment des autres.

Ce qui ne veut pas dire que tous les embourgeoisés sont des bourgeois, mais nous souffrons tous de leur influence, chose que nous devrions éviter au maximum.

— Pourrions-nous savoir d'où nous vient le mot bourgeois et la bourgeoisie ?

— Oui. Attendez un peu.

L'importance du mouvement social que représente l'apparition de la bourgeoisie, il faut la chercher en plein Moyen-Age, dans cette société féodale; c'est là où la principale richesse était essentiellement la terre, et sur cette terre prise ou donnée, les seigneurs de l'époque, avec l'aide des esclaves, serfs et vassaux, construisirent les fameux châteaux-forts, appelés châteaux féodaux et tout autour vivaient ces malheureux dans des huttes et barbares.

La différence entre les seigneurs féodaux et leurs serfs et esclaves, nous la trouvons encore aujourd'hui entre les patrons ou entrepreneurs et leurs salariés.

— Pardon, Monsieur, cela est un fait ! Pourquoi y a-t-il eu toujours des classes possédantes et d'autres dépossédées ?

— Tout simplement : les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets.

— Excusez, cher ami, je ne suis pas bien fort en lettres et moi-même encore en philosophie, mais je voudrais savoir la cause et comprendre les effets.

— Les causes de la supériorité des féodaux envers leurs subordonnés, étaient qu'ils possédaient la force et l'intelligence. Voici la cause.

Du jour où un de ses subordonnés (la bourgeoisie) a possédé une intelligence supérieure aux féodaux, la force leur est venue par surcroît et, par la force des choses, les féodaux, petit à petit, ont disparu de la scène sociale. Voilà les effets.

— D'accord et merci. Mais croyez-vous que les « salariés » et les gens dont nous parle Montesquieu comprennent tout ce que vous dites ?

— Il n'y a pas d'autre moyen, c'est

la méthode la plus sûre pour comprendre les choses. Et c'est pour ça que nous leur recommandons de ne pas s'embourgeoiser.

### NAISSANCE DE LA BOURGEOISIE

Voici qu'au XI<sup>e</sup> siècle l'on voit naître, pour le besoin des échanges, qui s'étaient fait primitivement d'un domaine au domaine voisin, un mouvement commercial. Et voici des marchands qui viennent s'établir dans l'enceinte du château, le bourg, du mot allemand « boug », qui veut dire château-fort, qui se peuple de bourgeois.

Du livre « Le Moyen-Age », p. 21, par Frantz. Ex. Bibliothèque Pédagogique, Villeneuve-sur-Lot.

Grâce à ce livre nous savons l'origine de la « bourgeoisie » et aussi du mot « bourgeois ». Maintenant il nous reste à savoir comment cet humble marchand, transportant sa marchandise à dos d'âne, a pu devenir si riche, si puissant et aussi si influent ?

La bourgeoisie, comme toute autre chose, soit politique, religieuse ou sociale, a suivi la loi de « l'évolution ». Elle a obtenu, d'abord, des seigneurs féodaux, par la raison ou par la force, la libre circulation de ses marchandises, ensuite un mouvement communal qui se détache des ordres du seigneur féodal; elle a vu naître la société anonyme et a obtenu des monopoles accablants. En plus elle a compris la valeur des inventions mécaniques pour aboutir au machinisme, dont elle a obtenu de copieuses bénéfices. Enfin elle n'a jamais abandonné, au moins pour sa classe, la « clé » de toutes choses qu'est « l'éducation ».

Voilà le secret.

Devant cet état de choses, une grande majorité d'hommes, ne disposant pas d'autres connaissances sociales que celles de leur profession, malgré leurs études et les soins qu'ils peuvent porter à leur métier, il ne faut pas s'étonner s'ils arrivent vite à s'embourgeoiser, c'est-à-dire à ne penser, dans la majorité des cas, que pour eux, pour leur classe

sociale ou la caste à laquelle ils appartiennent.

Voilà un des grands maux de notre siècle dont souffre depuis longtemps, malgré les inventions et les merveilles découvertes de la science, cette malheureuse humanité.

### ETRE DES HOMMES

« Soyons, je vous prie, hommes, nous dit Michelet, dans son intéressant livre « Bible de l'Humanité », p. 483 (nos bibliothèques publiques la Populaire et la Communale le possèdent) et grandissons-nous de nouvelles grandeurs, inouïes, de l'humanité ».

Il semble, à mon avis, que Michelet voulait dire : Sachons profiter des immenses richesses que l'homme, avant nous et avec nous, a pu créer, et qu'elles soient au bénéfice de tous les hommes. Il semble qu'il voulait dire que ce serait un désastre si tout ce progrès matériel et social était le monopole d'une minorité d'hommes, appelés bourgeois.

Etre homme, M. Michelet, je voudrais bien vous comprendre et ne pas me tromper, mais je crois qu'avant tout, il faut que cet être appelé homme, soit raisonnable, qu'il comprenne qu'en plus de son effort personnel, il a reçu quelque chose de la société et, si possible, y ajouter un peu plus pour les générations prochaines qui, elles aussi, comme nous, seront les héritiers des bienfaits que donne la richesse et la force que nous proportionne la société.

Il est possible que les hommes, hérités des idées, de leurs parents, ou imposés par leur milieu, hésitent à concevoir une société sans riches ni pauvres, où il n'y aura plus besoin de débiter des mensonges pour gagner son pain ou pour garder l'estime des autres hommes peu éclairés. Dans ce cas, comme dans d'autres, nous nous croyons obligés, devant les instruments de vie et de mort que possède l'homme et la société, qu'il est bien temps de dire, et même de propager : « Gardons-nous de nous embourgeoiser ».

VICENS.

Il est des principes d'une telle évidence qu'on pourrait juger inutile d'y revenir sans cesse. Ainsi le problème de la Paix pour les syndiqués.

Il n'est pas besoin de longues démonstrations pour prouver que syndicalisme et guerre s'excluent irréfutablement.

Quelles sont les bases élémentaires du syndicalisme ? sinon créer un lien fraternel entre tous les travailleurs et mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme : à abattre le capitalisme, l'oppression sous toutes ses formes.

Or, pour sauvegarder ses privilèges, ses intérêts, l'ordre établi, le capitalisme dispose d'une organisation puissante (et fort coûteuse) : l'armée. Il n'hésite pas à lancer le monde entier dans des guerres démentielles, dont les peuples sortent saignés à blanc, ruinés et haineux.

Que devient le syndicalisme dans tout cela ?

Pour que la guerre soit et pour qu'elle dure, une dictature féroce s'abat sur les pays belligérants : toutes les libertés sont atteintes ou purement et simplement supprimées. C'est la peur, la misère, la famine sous l'œil ironique et impitoyable des profiteurs. Ceux qui se retrouvent ensuite sont diminués dans leur corps et dans leur esprit.

Deux guerres mondiales ont laissé le monde ouvrier divisé, asservi à la politique, oubliés des grands principes qui faisaient sa force.

Aujourd'hui, que voyons-nous ?

— Un envahissement quasi total de la politique dans les syndicats. Quand on connaît l'appartenance politique d'un militant, on sait à l'avance quelle sera sa ligne de conduite au syndicat. De plus, les partis politiques « de gauche » étant des frères ennemis, on devine quelle « camaraderie » règne chez les syndiqués.

— Une incroyable dispersion des actions entreprises. Les métallos font grève en octobre, les fonctionnaires en novembre, qui en décembre. Quand on sait ce qu'une grève représente d'efforts et de sacrifices (pas seulement matériels, voyez Saint-Etienne) on rage de voir tant de forces dispersées et gâchées.

— Et surtout un inqualifiable oubli des principes essentiels : Paix et Liberté.

Les vieux syndiqués oublient-ils vraiment, les jeunes ignorent-ils réellement que :

Si les syndicats ne défendent pas la Paix, nul ne la défend ?

Que l'union fait la force et que si toutes les actions éparpillées s'étaient rassemblées, manifestées en même temps

pour exiger la Paix, la guerre d'Algérie n'entrerait pas dans sa troisième année, les budgets de guerre ne s'enfleraient pas démesurément ?

Qu'il est vain de défendre seulement le bien-être quand on se sent menacé dans sa vie ?

Qu'il est ridicule de réclamer des aumônes (même hiérarchisées, à égalité) quand on sait quelles sommes folles tombent tous les jours dans le budget de la guerre ?

Comment, en son âme et conscience, un syndiqué peut-il manifester dans les conditions actuelles ?

Comment tout son être ne se révolte-t-il pas quand il sait : que la guerre d'Algérie se poursuit — et dans quelles conditions —, que son silence, sa résignation, rend complice d'une pareille barbarie et que, dans le même temps, il accepte des mots d'ordre de grève pour des raisons qui devraient lui sembler dérisoires, ainsi :

— 400.000 jeunes Français sont en Afrique du Nord. Tous les jours il en tombe pour défendre les privilèges des

gros possédants... les grévistes réclament l'abatement des zones de salaires.

— La répression, les tortures, les exactions de toutes sortes créent une haine qui empoisonnera longtemps les âmes et les coeurs... les grévistes trouvent que l'indice 100 est mal calculé.

— des sommes fantastiques sont englouties dans une lutte insensée, toute l'économie française en est complètement bouleversée, nous sommes au bord d'une catastrophe dont nul ne peut mesurer les conséquences... les grévistes demandent l'attribution d'une indemnité différentielle, etc.

N'est-ce pas de la démenace pure ?

Que les syndiqués (à la base et les responsables à tous les échelons) le veillent ou non, il n'est pourtant qu'une issue : la Paix. La Paix qui est d'abord la fin de la guerre et qui sera ensuite le désarmement.

Les événements le prouvent chaque jour davantage.

Pourquoi vouloir rester sourds et aveugles ?

## CHACUN POUR SOI...

(Suite de la page 1)

dans la poche. Je les condamne, même vis-à-vis de leur petit égoïsme, car on tire toujours davantage de la lutte collective. S'il existe un terrain sur lequel l'affirmation du philosophe : « L'homme fort est celui qui est seul », n'a aucune valeur, c'est bien le terrain syndical revendicatif. Mais il faut reconnaître aussi que, pour les égoïstes, les « je me débrouille » et la masse du « marais » toujours inorganisée, le prétexte était et est encore trop bon pour s'évader de la sujétion de la carte syndicale (avarice, peur de se montrer, d'être repéré par le patron, etc...).

Je voudrais bien savoir, sur les 14 millions, nombre cité pour la classe ouvrière active, combien de travailleurs ont aujourd'hui en poche, à quelque centrale qu'ils appartiennent, même y compris la C.F.T.C., une carte syndicale.

Si nous connaissions ce faible nombre, nous ne pourrions que constater : la classe ouvrière roule vers l'abîme.

Alors, que faire ?

Trois solutions se présentent à l'esprit.

1) UNITE D'ACTION.

Solution épisodique, factice, d'une durée non garantie, et dans tous les cas, illusoire. Ces « mariages » provisoires, conjonctions à la merci d'un incident, d'une rivalité entre « chefs » dont la fameuse haine n'est jamais exempte, ou accouplements insolites sinon scandaleux comme celui de la C.G.T. avec la C.F.T.C. finissent toujours et vite par une rupture.

Bonne à l'occasion d'une revendication immédiate, l'unité d'action est incapable par ses seules possibilités de mener aux réalisations définitives pourtant plus que jamais nécessaires.

2) L'UNITE ORGANIQUE.

Attirer à regrouper dans une centrale unique, avec les meilleurs éléments de toujours la masse énorme des inorganisés par l'attraction même de la puissance revendicative ? Agglomérer en une union-force tous ces éléments divers attirés par l'espoir de la conquête du pain, des libertés et du reste, union-force du nombre à laquelle nul patronat, nul Etat ne pourrait résister ? Cela n'est pas actuellement possible. La haine fratricide qui presse sauvagement les uns contre les autres frères ennemis empêche la réalisation de cette unité salvatrice.

Y parviendrait-on, sous l'effet d'une menace immédiate et grave comme en 1934 par exemple, qu'elle serait vite corrompue, dissoute, par le réel des « partis » en présence : la conquête politique de la masse.

Faut-il donc désespérer ?

3) LA SEULE SOLUTION POSSIBLE.

Non, il ne faut pas désespérer : l'humanité ne recule pas.

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires. Notre but, par la conquête des métiers sur laquelle je reviendrai, est la prise en charge, par la dépossession totale du capitalisme exploiteur, des moyens de production et d'échange. Ce sera l'œuvre de la classe ouvrière toute entière débarrassée dans ses actes et dans sa pensée même, de toute idée politique.

Les militants syndicalistes révolutionnaires, la C.N.T. auront-ils les éléments nécessaires pour éduquer cette masse, la convaincre en la débarrassant de tout complexe politique ?

Poser la question n'est pas la résoudre. Certes, le résultat n'est pas pour demain. Raison de plus pour se mettre immédiatement à la tâche, car il faudra, à ceux qui s'y voueront, beaucoup de temps, et leur consentement à de nombreux sacrifices.

Pourtant, loin de « chacun pour soi », du petit égoïsme impuissant et ridicule, l'ordre nouveau, l'ordre véritable de demain est à ce prix.

Hors de là, point de salut !

Louis HOBEY.

## CHEZ LES FONCTIONNAIRES

# Une grève inadmissible : celle du 19 novembre

DANS un grand élan de fraternité et d'union, C.G.T., C.F.T.C. et F. O., qui se couvrent habituellement de sarcasmes, quand ce n'est pas d'injures, ont fait grève en commun le 19 novembre.

Moment mal choisi : pourquoi donc, alors que les caisses publiques pourraient, en suspendant les paiements de fin de mois, ou, à la rigueur, telle la Caisse des Dépôts et Consignations, certaines échéances, enlever la décision presque à coup sûr, toujours s'y prendre au moment où ça gêne le moins pour faire grève ?

Déjà, en juillet 1948, les services du Trésor avaient réalisé le tour de force, en près de trois semaines de grève, d'arrêter le mouvement avant la fin du mois. Résultat : néant.

Mais les revendications posées, ce

19 novembre, étaient des plus curieuses.

Si quelques-unes :

— L'intégration de l'indemnité de résiliation dans le traitement, ce qui aurait pour effet d'augmenter les émoluments tout mis à retenir pour pensions civiles, partant, ces pensions elles-mêmes;

— Suppression des iniques zones de salaires;

— Titularisation des auxiliaires dont certains, engagés depuis plusieurs années, sont toujours susceptibles d'être « remerciés » du jour au lendemain ; étaient justifiées, une seule d'entre elles mettrait tout par terre :

La hiérarchisation des augmentations de traitements demandées.

Nombre d'agents bénéficieraient ainsi, si l'on peut dire, de 2.826 francs de plus par mois (et il ne s'agit même pas

des aides-temporaires), alors que certains « hors échelles » atteindraient, au 1<sup>er</sup> janvier 1958, par rapport aux traitements du 1<sup>er</sup> octobre 1957, la fabuleuse augmentation de 110.695 francs par mois.

Nos honorables parlementaires, dont le traitement, nous le savons, est aligné sur ceux des hauts fonctionnaires, sont, bien entendu, sociétaires à part entière dans cette affaire.

Comment dans ces conditions, certains fonctionnaires des petites catégories peuvent-ils, malgré la pression exercée sur eux par des responsables d'organisations qui affirment de manière éhontée pouvoir rassembler les petits et les grands fonctionnaires dont les intérêts sont diamétralement opposés, constituer la masse de manœuvre de tels mouvements ?

Ont-ils oublié qu'en novembre 1949, F. O. avait déclenché la grève pour une augmentation uniforme à tous les échelons ?

Comment concilient-ils, dans leur esprit, des positions aussi contradictoires ?

En réalité, ils n'y comprennent rien. Non parce qu'ils sont stupides, ce qui, à bien considérer, serait une excuse, mais parce qu'ils ne veulent pas se casser la tête.

Car s'informer des origines, de l'histoire et de l'actualité du mouvement syndical, afin de pouvoir adhérer en connaissance de cause à une centrale, serait se casser la tête.

Car rechercher les tenants et les aboutissants, prendre des responsabilités... et quelques risques, serait se casser la tête.

Car faire jouer la loi du nombre en formant des syndicats excluant les cadres ou en enlevant à ceux-ci les responsabilités qu'ils assument pour les confier à d'autres, à des gens de la base, serait se casser la tête.

Et puis ça serait dangereux. Cette lutte ouverte : au fond, on a peur, et l'on respecte l'iniquité quand elle est puissante.

Journal imprimé sur les presses de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) Ateliers : 61, rue des Amidonniers — Téléphone : CAPITOLE 89-73 — P. O. U. L. O. U. S. E.

Le Gérant responsable : J. SORIANO

Si je consomme, je dois produire ; Si je reçois, je dois donner ; Si je profite à la société, je dois la servir. MME GYP

L'alcool fait vivre ceux qui le vendent, mais tue ceux qui le boivent. ANATOLE FRANCE

LE PEUPLE : C'est un vrai musée de toutes les conneries des âges ; il avale tout, il admire tout ; il conserve, il défend tout, il ne comprend rien.

CELINE (« L'ÉOLE DES CADAVRES »)

Il n'y a pas que les producteurs qui doivent manger. Les chômeurs, les malades, les vieux ont droit aussi à un pouvoir d'achat décent.

## Les travailleurs catalans

(Suite de la page 1)

lution de la crise sans apporter d'élément positif pour la sauvegarde et l'amélioration de la condition ouvrière.

Et : « Elle rejette catégoriquement les consignes données par d'autres centrales syndicales pour le 25 octobre, car il appartiendra sans délai au gouvernement de sa constitution de se saisir des revendications ouvrières et des causes du malaise social. »

Il est hors de doute que leur absence dans la journée revendicative du 25 octobre, n'a été motivée que par le fait qu'un gouvernement à majorité socialiste devait se présenter au scrutin d'investiture devant l'Assemblée nationale. Les camarades de F.O. ne pourront plus dire qu'ils n'associent jamais leur mouvement de grève à des buts politiques. Nous sommes sûrs que si Robert Schuman ou Maurice Thorez avaient formulé le gouvernement, la C. G. T. ou la C. F. T. C. auraient également dit non à la grève, alors que Force Ouvrière se serait jointe au mouvement pour cette journée de lutte, sans tenir compte de la crise ministérielle. Ainsi donc c'est le gouvernement (socialiste ou autre) qui résou-

dra le problème des salaires et de la vie chère !

L'a-t-il jamais résolu sans que les ouvriers bougent ? Oui, avec des impôts par ci, des impôts par là, et comble de la farce, personne n'y avait songé, M. Guy Mollet y a pensé. Les pauvres vieux travailleurs crevaient de faim avec leur maigre retraite. L'impôt sur les voitures devait leur emmener l'opulence d'un beef-steak de plus par semaine. Hélas ! Tout a été sacrifié au dieu Mars, et les vieux, eux, continuent de se digérer leurs bouillies de pommes de terre et leur vin coupé d'eau.

Force Ouvrière ne fait que reprendre à son compte les affirmations que les socialistes imputaient aux capitalistes dans une de leur ancienne brochure dont voici un extrait de « Bases du Socialisme » :

« Pendant longtemps l'Etat n'a-t-il pas contesté aux travailleurs des administrations publiques le droit de se syndiquer ? La haute raison invoquée par les gouvernements pour les tenir éloignés des syndicats, c'est que le gouvernement élevé au-dessus de tous comme une providence, est censé de veiller à leurs intérêts, mieux qu'ils ne



3428

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

# LE COMBAT

## SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces

A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL  
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses moyens.  
A chacun selon ses besoins.

36<sup>e</sup> ANNEE — NOUVELLE SERIE N° 149

20 FRANCS

AVRIL-MAI 1958

# 1<sup>er</sup> MAI : SYMBOLE DE CONSCIENCE ET DE LIBERTE

## NOTRE SYNDICALISME face à celui des réformistes

LES syndicats réformistes affirment qu'il faut, dans l'intérêt des travailleurs, mandater des représentants au gouvernement. L'anarcho-syndicalisme rejette cette théorie, et pour cause : Peut-on obtenir d'un gouvernement, quel qu'il soit, ayant à charge de gérer les affaires d'un régime basé sur l'autorité et la spéculation, de veiller à la protection des classes laborieuses ?

« L'Etat, a dit S. Faure, qu'il soit démocratique ou aristocratique, républicain ou monarchique, c'est l'installation au pouvoir d'une poignée d'individus constitués en caste, selon les temps et selon les lieux, guerriers, nobles ou plutocrates qui, après s'être emparés du gouvernement, le font servir aux intérêts et privilèges de leur classe ou de leur caste, et se passionnent à la prospérité de leurs propres affaires au détriment de la population asservie par eux. »

Quel rôle joue dans tout cela la classe ouvrière ? Aspirant tout de même à un minimum de bien-être, elle réclame une partie de ce qui en réalité est le fruit intégral de son travail. Mais la lutte sera nécessaire pour obtenir satisfaction.

Les palabres avec l'exploiteur ne donnant jamais qu'un résultat fictif, il faut déclencher la grève qui ralentira la production, mais la prospérité du pays et surtout celle des financiers et des patrons est en jeu. Le rôle du gouvernement, ce défenseur des privilèges institués, sera alors d'empêcher la violence pour briser le mouvement ; ou bien il joue

l'astuce pour parer à de prochaines élections, il satisfait partiellement la revendication ouvrière et s'empresse d'augmenter le coût de la vie... Résultat : diminution d'un pouvoir d'achat déjà très faible pour les familles qui sont assujetties au maigre salaire de base. Que font alors les représentants du peuple, les élus des partis dits ouvriers ?

Ils oublient tout simplement les promesses qu'ils font pendant la campagne électorale au sujet des lois laïques ou de l'arrêt de la guerre en Algérie. Ou, ce qui est pire, ils souillent du sang des ouvriers de Berlin-Est, Poznan ou Budapest, les pages de l'histoire des peuples.

Voilà pourquoi l'anarcho-syndicalisme a toujours été et restera apolitique.

Pour nous, le terme « politique » ne doit jamais dépasser le rôle d'un adjectif déterminant le sens de l'économie.

L'économie politique constitue une des bases fondamentales de notre pensée révolutionnaire. Elle justifie notre but progressiste et permet d'orienter notre action sur un plan constructif (ce qui n'exclut pas la nécessité de détruire la vieille mesure de l'autorité et de l'exploitation actuelle avant qu'elle ne nous tombe sur le dos).

Aussi, l'anarcho-syndicaliste a deux tâches à mener parallèlement : 1) Assurer inlassablement la défense des travailleurs (réduction des heures de travail, augmentation du pouvoir d'achat, etc.), jusqu'au grand jour de l'anéantissement total

du système de spéculation qui sévit de nos jours.

2) Eduquer les masses laborieuses, les débarrasser de leur esprit servile, leur inculquer des sentiments moins égoïstes, les enseigner à gérer eux-mêmes les moyens de production, à répartir équitablement le fruit de leur labeur ; en un mot leur définir de façon explicite le sens de notre devise : « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins. »

ETIENNE

## RENOUVEAU EN ESPAGNE ?

Le peuple espagnol bouge ; il secoue les chaînes que, depuis dix-neuf ans, Franco le sanguinaire lui a imposées. Le prolétariat ibérique donne, aux travailleurs du monde entier, une leçon de solidarité et de courage.

La grève dans la Péninsule est illégale ; les grévistes sont passibles de peines de prison ou de déportation immédiates.

Et pourtant, malgré cette épée de Damoclès suspendue au-dessus de leurs têtes, la solidarité a joué sans réticences.

Démarrée le 4 mars aux Asturies, la grève contre « les augmentations

du coût de la vie » s'étend rapidement dans les autres régions : Aragon, Madrid, Valence, Barcelone, Pays Basque. Cinquante mille ouvriers arrêtent le travail à Barcelone (Catalogne) ; à Madrid, Séville et Barcelone, les étudiants se joignent au mouvement de protestation et bouclent les cours.

A Valence, trois mille ouvriers des chantiers navals de Valence font une grève éclair, au cours de laquelle ils huent un ministre franquiste et refusent de participer au lancement d'un pétrolier.

L'industrie du papier, au Pays Basque, n'échappe pas à la vague de solidarité qui déferle sur le pays.

Plus de sept cents arrestations par vagues successives, ont eu lieu. Cinq cents jeunes mineurs des Asturies ont été rappelés sous les drapeaux prématurément dans le but d'affaiblir le mouvement. Mais le peuple espagnol prend conscience de sa force et se débarrasse peu à peu de cette crainte que, par milliers d'assassinats, Franco et sa clique cléricalo-franquiste lui avaient imposée.

Nos camarades de la Section espagnole de l'A.I.T. et de la Confédération Nationale du Travail, en clandestinité, luttent pour éveiller en Espagne un renouveau anarcho-syndicaliste. D'après une information parue dans « Le Monde » les anarcho-syndicalistes ont une très grande influence sur les ouvriers et étudiants de Catalogne.

Renouveau en Espagne ? Oui ! pouvons-nous répondre sans hésitation, car connaissant le passé de lutte et d'abnégation pour la cause de la liberté du peuple espagnol, imprégné de l'idéal libertaire, nous avons le droit d'espérer qu'il sortira vainqueur du combat épique qu'il livre à l'oppressur.

LE PEUPLE :

C'est un vrai musée de toutes les conneries des âges ; il avale tout, il admire tout ; il conserve, il défend tout, il ne comprend rien.

CELINE

(« L'Ecole des Cadavres »)

## La dictature du... (prolétariat ?) une honte de notre siècle

Au moment de mettre sous presse, on nous transmet le document suivant que nous nous faisons un devoir de publier aussitôt, en hommage à ce grand pionnier de l'Anarcho-Syndicalisme et infatigable défenseur de la liberté.

LA REDACTION.

A l'A.I.T., à toutes ses sections, aux fédérations et groupes anarchistes dans le monde, aux publications syndicalistes et anarchistes, aux militants anarchistes et anarcho-syndicalistes.

Chers camarades,

Nous venons de recevoir de l'intérieur la terrible nouvelle de la mort de Manol VASSEV à la prison de Sliven. En vous la transmettant nous voudrions attirer votre attention sur l'aggravation de la situation de nos camarades en Bulgarie et faire appel à votre solidarité urgente et agissante.

Les répressions prolongées ont déjà presque brisé toute résistance ouverte à la dictature rouge. Tous les dirigeants des partis d'opposition ont reconnu leurs « fautes » et ont adhéré publiquement au régime. Certains d'entre eux, après avoir connu les horreurs des tortures ont même déjà été élus députés lors des dernières élections, la plupart tout en restant dans leur for intérieur hostiles au régime actuel.

Beaucoup de nos camarades, sans avoir fait de déclarations humiliantes comme les politiciens, ont cessé toute activité et toute manifestation d'opposition. Le repli devant l'oppression écrasante devient presque général. Il reste, cependant, un nombre restreint de militants qui ne veulent et ne PEUVENT pas se reconnaître vaincus. L'un de ceux-ci était notamment notre vaillant et très regretté Manol Vassev. Cette résistance ouverte d'une poignée de militants populaires est d'une importance inappréciable pour nous et pour le peuple bulgare et elle rend extrêmement nerveux les bourreaux. Il n'y a aucun doute que la mort de Vassev soit, en réalité, un meurtre. Sa résistance physique et morale a dépassé toutes les limites. Et sa libération et son retour à Haskovo aurait signifié une victoire sur le régime ; une joie profonde non seulement pour nos amis, mais pour

tous les ouvriers qui l'aiment et admireraient n'aurait pas manqué de se manifester. C'est été un désastre pour le Parti communiste.

Nous sommes certains que le même sort est réservé aux autres camarades internés dans le camp de Beléné. Les monstres se préparent à liquider les

derniers restes de courage, de résistance ouverte et de noblesse d'esprit au sein de la classe ouvrière. Nous approchons du terrible écrasement correspondant à celui de l'U.R.S.S. en 1936-1937 où les derniers camarades bien connus furent anéantis.

(Suite en page 4)

## Pour qui sonne le glas ?

MALAISES sociaux en France, Espagne, Italie, Allemagne ; guerillas en Algérie, Cuba, Indonésie, Israël ; tension au Moyen-Orient. Chômage aux U.S.A., au Canada, etc... Le tableau est aussi réjouissant que les perspectives d'avenir sont gaies.

Voilà où nous en sommes, après 13 ans d'après-guerre et de pratique de système capitaliste semi-Etatique ou à l'Etat pur.

La production à outrance de l'après-guerre, la collaboration des Syndicats au relèvement de la nation ont abouti au résultat inévitable : l'engorgement du marché international, la sévère, le chômage.

Le cycle vicieux a parfait sa rotation. Production à outrance, mévente à courte ou longue échéance, chômage, misère des peuples, et la solution habituelle, honteuse et cruelle « conflagration internationale » en 70, 14-18, 39-45, ou petites guerres localisées : Corée, Indochine, etc... le choix est hélas à l'aise.

L'excédent de main-d'œuvre ira fondre au creuset du néant, et les surplus de production, fruit de tant de fatigues, se volatiliseront en atomes.

L'exploité, ce bipède, à courte mémoire, nanti d'un mécanisme d'horlogerie, aux rouages soigneusement huilés par l'ardeur patriotique, répètera inlassablement les faits et gestes de son père, de son aïeul.

Pour qui sonne le glas ? Pour tous ceux qui occupent le bas de l'échelle sociale ; les déshérités, ceux qui font vivre le monde ?

Non ! ceux-là n'ont pas à mourir, ils ont mieux à faire, ils rétabliront la justice et transformeront la société.

La vie serait si bonne à vivre si nous omissions tous nous donner la peine de trouver une solution humaine, une solution anarchiste aux problèmes angoissants du présent !

La répartition équitable de la production, et des biens de ce monde entre ceux qui l'habitent ; la disparition des

oisifs et exploités qui vivent grassement aux dépens des producteurs.

La technique et la science au service du travail, pour une production accrue, obtenue par un minimum d'effort, et subordonnée aux besoins des consommateurs.

Suppression des frontières, source de mésestime entre humains et extinction des guerres qui n'ont d'autre raison réelle, que la domination économique du marché mondial par une quelconque puissance.

Pour qui sonne le glas ?

Il serait temps que l'éternelle victime commence par comprendre que le jeu a assez duré ; ce jour-là les cloches sonneront non pas pour annoncer un triste événement, mais pour célébrer la libération des exploités ; le triomphe du bien sur le mal, l'existence d'un paradis sur terre, l'aurore d'une société meilleure : la Société Communiste-Libertaire.

JORDI.

Si je consomme, je dois produire ; Si je reçois, je dois donner ; Si je profite à la société, je dois la servir.

Mme GYP

## OU EN SOMMES-NOUS ?

AVOIR une opinion ferme et inébranlable dans la société actuelle ne crée qu'ennuis de toute sorte.

Cependant, ne nous parle-t-on pas dès l'école de dignité, honneur et autres mots ronflants ? (Autrement dit, personnalité.) Il est vrai que l'on nous y apprend aussi quels sont nos pires ennemis... C'est tantôt l'Anglais, tantôt l'Espagnol, et dernièrement c'était l'Allemand.

Plus maintenant ! Et encore mieux,

ces derniers font partie de nos amis. Nous avons même Hans Speidel à la tête des forces militaires d'Europe. Voyez un peu cette vague de fraternité qui nous étirent. Pourvu qu'elle ne nous étouffe pas.

Le mal est que certains enfants prennent un peu trop à cœur l'enseignement de l'école et pour peu qu'il y ait eu dans leur famille quelque victime du nazisme, les voilà qu'ils se mettent à bouder et refusent de servir aux ordres d'un bourreau

hitlérien. Pauvres inconscients ! Celui-là en vaut un de démocrate. Ils sont tous les mêmes ; qu'ils soient bourreaux en Algérie, à Budapest ou en Espagne leur rôle reste identique. Ils ont tous un contrat avec les parques blêmes.

Mais vraiment, la faute de ces jeunes n'est pas si grave pour qu'on les mette en prison. D'autant plus, que ce ne sont pas de vrais objecteurs de conscience.

Aussi, puisqu'il faut justifier la

construction des prisons et les appointements des garde-chiourmes, qu'on y enferme le vrai gibier de géole, c'est-à-dire ceux qui incitent les jeunes esprits pour des fins politiques.

Les gars de la C.N.T., eux, restent fixés sur l'ennemi héréditaire à combattre. Ils connaissent par cœur la devise de l'âne de La Fontaine : « Notre ennemi c'est notre maître. »

Charles MOLINA

JORDI

## RIEN MEMBIER !

Du nord au sud, de l'est à l'ouest, le prolétariat est en effervescence et ce 1<sup>er</sup> Mai 1936, la cohorte des exploités prend conscience de sa force et revendique ses droits, les « trois-huit » : 8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de repos.

Pour arracher les trois-huit, le prolétariat américain a voulu que ce 1<sup>er</sup> Mai soit une journée mémorable, inoubliable et, dans ce but, il s'élança à corps perdu dans la lutte qui l'opposait à son exploitateur.

Cinq mille grèves éclatèrent dans tout le pays ; plus d'un demi-million de travailleurs désertèrent leurs lieux de travail.

Devant l'ampleur du mouvement, et en certains endroits, le capital céda. A Baltimore, Pittsburg et Washington, les trois-huit sont arrachés sans violence.

En d'autres lieux, le résultat, hélas ! n'est pas le même. A Milwaukee, neuf cadavres jonchent le sol, bilan d'une échauffourée entre grévistes et forces de l'ordre.

A Chicago, la grève est totale. Le prolétariat montre sa volonté d'arracher ses droits ; une telle effervescence ne peut durer subitement, aussi la grève dure plusieurs jours sur sa lancée première.

Devant cet état de choses, la direction des usines « Cyries Mac Cormik » pratique le lock-out, et débâche 1.200 ouvriers qu'elle remplace partiellement par des « jaunes ».

Réaction immédiate des grévistes, manifestation aux portes de l'usine, échauffourées entre grévistes et « jaunes ». Intervention des tueurs assermentés de Pinkerton, qui font usage

de leurs armes. Bilan : six morts et cinquante blessés.

L'indignation et la colère grondent dans la ville à l'appel des organisations syndicales et des groupes anarchistes très influents à Chicago. Un grand meeting de protestation a lieu à Haymarket, le 3 mai 1936.

Intervention des forces de l'ordre, boucoulades. Soudain, une bombe, jaillie de la foule, explose dans les rangs des représentants de l'ordre. La riposte policière est implacable, sans pitié, les armes crépitent à bout portant sur la foule compacte et sans défense ; plus de cinquante morts, d'innombrables blessés s'écroulent.

Chicago est en état de siège, des arrestations sont opérées en masse, les militants syndicalistes et anarchistes les plus en vue sont appréhendés.

Spiel, Fielden, Neebe, Fischer, Chau, Lingg, Engel et plus tard Albert Parson, sont arrêtés et condamnés à mort, sans que le tribunal ait pu prouver leur participation directe à l'attentat.

« Qu'importe, dira plus tard un membre du jury. Ces gens-là sont trop dévoués, trop intelligents, trop dangereux pour nos privilèges, ils mourront... »

« Monter sur l'échafaud si c'est nécessaire pour les droits du travail, la cause de la liberté et l'amélioration du sort des opprimés. » (Parson.)

« Si la mort est la peine qui doit frapper la proclamation de la Liberté, alors je serai fier d'en payer le prix. » (Spiel.)

« Du fait de la grande et noble

cause pour laquelle je m'apprete à mourir, ma route vers l'échafaud sera facile. » (Fischer.)

« Si ma vie doit servir à la défense des intérêts des principes du Socialisme et de l'Anarchie, tels que je les ai compris, et dont je crois honnêtement qu'ils sont, dans l'intérêt de l'humanité, je vous déclare que je suis heureux de la donner, et c'est un très bas prix, pour un si grand résultat. » (Fielden.)

Ces principes, camarades, ces principes dont parle Fielden sont ceux de la C.N.T., sont ceux de l'Anarcho-syndicalisme.

Ce sont ces mêmes principes pour lesquels moururent, ces héros sans médailles, que la C.N.T. brandit haut et ferme son étendard.

Seuls, nous avons combattu pour les 40 heures, quand les autres centrales syndicales politisées, prostitaient les principes même du syndicalisme ; pour le sacrifice de ceux qui donneront leur vie pour la réduction des heures d'esclavage.

Nous avons été les seuls et les sommes encore, à combattre l'inégalité sociale, la hiérarchie des salaires, source de division de la classe laborieuse.

Nous sommes encore les seuls à demander la suppression de l'exploitation de l'individu, la suppression totale du capital privé et d'Etat.

Une fois encore, nous sommes les seuls à considérer le syndicalisme, non seulement comme une organisation pour la défense des seuls intérêts immédiats des travailleurs, mais une organisation qui permettra à la classe laborieuse de secouer à jamais, le joug que lui impose le capital et de prendre en main la gestion de la société.

L'ensemble des exploités ne veut pas nous comprendre ; tels les moutons de Panurge, ils suivent les sentiers tortueux des politiciens, plutôt que d'emprunter le sentier des affranchis qui les mènerait vers un monde meilleur.

Mais tôt ou tard, viendra le moment où le prolétariat réalisera que seul l'Anarcho-syndicalisme est le levier qui permettra à la cohorte des exploités de renverser l'édifice capitaliste et toutes ses institutions, pour enfin créer un monde libre, où les producteurs n'auront plus besoin du 1<sup>er</sup> Mai pour jouir du fruit de leur travail.

Vive le 1<sup>er</sup> Mai révolutionnaire !

## Appel à l'action pour nos aînés

### Jeunes d'aujourd'hui, pensez à votre vieillesse

Il n'est pas dans mes habitudes de faire vibrer la corde sensible en décrivant la misère de nos vieillards; il me suffira de vous dire qu'ils ont, pour vivre 175 ou 280 francs par jour, votre imagination fera mieux qu'un long discours, le point. Je ne vous appelle pas à la pitié, ce sentiment préfabriqué, en substitution du naturel élan de solidarité, mais à l'action sous toutes ses formes pour obliger les vrais tenants du régime à leur rendre ce qui leur a été volé.

#### IL FAUT CEPENDANT QUE VOUS SACHIEZ :

1) La Sécurité Sociale n'est pas comme le croient la majorité des ouvriers un organisme chargé de veiller sur les accidents de leur existence, mais une entreprise commerciale non dépourvue d'un certain mercantilisme; que l'on veuille bien se rappeler qu'elle fut créée en 1930, et que le premier diktat pour en bénéficier (à 40 %) était le versement obligatoire de cotisations d'une durée d'un an (maladie).

A la vérité l'Assurance sociale (premier nom) n'a été créée que pour permettre au régime d'employer sur le dos des travailleurs une certaine de mille d'individus à une période où le chômage prenait une caractéristique endémique en même temps qu'elle procurait un bénéfice supplémentaire au patronat.

2) Le financement de la Sécurité Sociale :

Le financement est exclusivement à la charge des cotisants !

Il faut savoir que le patronat retient sur le salaire 10 % de son côté, les frais sociaux occasionnés par les salariés s'élèvent à 45 % des salaires versés, cadres compris pour la S. S.

Voilà le principe, la réalité est tout autre; d'abord, très souvent le patronat ne verse ni les cotisations retenues à ses ouvriers ni ses frais sociaux, et le recours de l'organisme est pratiquement inexistant contre les grandes entreprises; ensuite ces « frais sociaux » entrent dans le prix de revient donc dans les bénéfices et ce n'est pas tout, ces « frais » sensément payés, viennent en déductions des impôts, sur les bénéfices.

J'espère que personne n'aura la naïveté de croire que les entreprises font des bénéfices.

#### 3) Où passe l'argent des cotisants :

- A payer les employés de la Sécurité Sociale et leur assurer leurs retraites;
- à faire construire des hôpitaux;
- aux dépenses d'enseignement dans les hôpitaux (médecins);
- aux frais de fonctionnement de l'Administration de tutelle, etc.

(C. D. confirmation lettre M. Gazier du 3-2-58.)

#### CONCLUSION GENERALE :

Ainsi, alors que l'ouvrier pour bénéficier d'avantages prévus par la loi, doit être déficient, invalide du travail ou âgé, c'est-à-dire à des périodes peu propices à la joie, son exploitateur sans la moindre formalité et avec certitude encaisse sans contrôle le bénéfice de la Sécurité Sociale sans oublier le fructueux placement des sommes qu'il perçoit et qu'il aurait dû verser avec sa part. Réfléchis, camarade, qu'avec l'argent que tu verses tu n'es pas certain d'en toucher la moindre parcelle, pour ce faire il te suffit de mourir, tandis que tu fais vivre les employés de la S. S. en leur assurant leur retraite car, tu es considéré comme leur patron et

tu verses pour eux les 45 % patronaux, pour les seuls employés de base, quant aux Directeurs il te faut y ajouter 10 % après le plafond S. S. (600.000 fr.) qui procurera à ces grands messieurs une retraite de 100 % alors que toi, il te faudra te contenter de 40 % de ton salaire moyen des dix dernières années de ton activité. Ne vas pas imaginer que le salaire que tu perçois à 30 ou 40 ans, sera le même qu'à 50 ou 65 ans, car contrairement aux fonctionnaires, avec la perte de certaines de tes facultés ton salaire s'amenuise et ta retraite sera moins élevée, et même tu peux être chômeur et alors tu risques de tomber au plus bas échelon des retraités: TOTAL, tu travailles pour ton exploitateur, pour les employés de la S. S., à qui tu assures une bonne retraite et toi, tu créveras de faim.

Ne sois pas comme tes aînés, qui ont cru au bas de laine, sans se douter jamais, que les rongeurs hideux de la finance et de la politique auraient le cynisme de crever le bas en s'emparant du contenu sans le moindre scrupule et en manière de coup de grâce les réduiraient à la mendicité en les écartant de la production.

Ne restes pas indifférent à la souffrance de ces VIEUX, car ce que la grande presse pourrie ne te dit pas, c'est que leur misère te coûte cher; un rapport récent de l'Assistance Publique accuse que 50 % des lits d'hôpitaux sont occupés par des vieillards, si tu comptes qu'une journée d'hôpital coûte plus de 5.000 fr. et une journée d'hospice 1.400 fr. tu saisis mieux ce que tu dois déboursier, et ce n'est pas tout, si tu es un vieux parent, n'ayant versé à la S. S. et même s'il t'avait abandonné dans ton jeune âge, s'il doit être hospitalisé comme cardiaque, les 80 % de remboursement sécurité sociale sont supprimés ce qui veut dire que c'est toi qui paieras les frais d'hospitalisation

à 100 %; là c'est le ressort du juge de paix et le plafond de ressources est arbitraire en sorte que si tu ne l'exécutes pas on retiendra sur ton salaire, et j'en passe.

Le sort des vieillards est intimement lié à celui des travailleurs encore dans la production, il faut donc profiter de cette arme pour imposer aux mannequins (qui sont aussi laids que leur conscience) du pouvoir accorder à nos vieillards une retraite qui leur permette de vivre décemment, c'est d'autant plus utile pour ceux qui travaillent que la loi prévoit que la pension sécurité sociale ne pourra jamais être inférieure à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, nous devons donc inscrire dans nos revendications :

- Le versement de la cotisation sans plafond;
- La prise en charge par l'Etat des employés de la S. S.;
- La suppression des constructions d'hôpitaux aux frais de la S. S.;
- La suppression des dépenses d'enseignements dans les hôpitaux;
- La suppression des frais de fonctionnement de l'Administration de tutelle et de toutes les dépenses inutiles plus ou moins avouées;
- L'obligation patronale de verser les cotisations retenues et sa part à la S. S. sous peine de saisie des biens mobiliers et immobiliers, des responsables des Conseils d'administrations;
- L'interdiction de faire rentrer dans les bénéfices patronaux les frais sociaux, en exigeant une échelle de prise en charge par le patronat, de ces frais à raison de 50 % au-dessus de dix ouvriers;
- La suppression des allocations aux « salariés » de plus d'un million.

Les politiciens qui pour la plupart font partie d'un Conseil d'administration et sont salariés, en plus de leurs indemnités, se sont copieusement servis, il faut que l'ouvrier comprenne la nécessité d'engager le combat sur un terrain plus social et surtout plus fraternel et qu'il fasse entrer dans ses revendications le bien-être des vieillards et le sien à venir; les Cadres n'oublient jamais ces deux impératifs, seuls les ouvriers ne s'en préoccupent pas.

ON A LES MAITRES QUE L'ON SE DONNE, la misère de nos aînés doit nous servir d'avertissement; que chacun se dise, en agissant pour eux : j'agis pour moi !

Camille ANDRES

## LIBRAIRIE C.N.T.

#### HISTOIRE ET DOCUMENTS

- N. Makno. — La Révolution Russe en URSS, 200 fr.; franco 230.
- S. Faure. — L'Imposture Religieuse, 300 fr.; franco 330; La Véritable Révolution Sociale, 120; Franco 150.
- F. Planche. — La Vie ardente et intrépide de Louise Michel, 260 fr.; franco 290.
- J. Rennes. — Syndicalisme Français, 300 francs; franco 330.
- E. Dolleaux. — Féminisme et Mouvement Ouvrier (George Sand), 420 fr.; franco 450.
- M. Collinet. — Essai sur la condition ouvrière, 1900-1950, 510 fr.; fco 540.
- J. Maitron. — Le Syndicalisme révolutionnaire Paul Delesalle, 550 francs; franco 580.
- J. Danos et M. Gibelin. — Juin 36, 550 francs; franco 595.
- P. Besnard. — Le Monde Nouveau, 150; franco 180; L'Ethique du Syndicalisme, 100 fr.; franco 130.
- G. Leval. — L'Indispensable Révolution, 250; franco 280.
- P. Louis. — Histoire du Socialisme en France, 600 fr.; franco 645.
- L. Lefranc. — L'Internationale Chrétienne, 370 fr.; franco 400.
- J. Humbert. — Eugène Humbert, 350 francs; franco 395.
- E. Malatesta. — Au Café, 150; fco 180.
- R. Lambert. — Mouvements ouvriers et socialistes, 615 fr.; franco 645.
- Un Proscrit. — L'Inévitable révolution, 250 fr.; franco 295.
- Bakounine. — Dieu et l'Etat, 100 fr.; franco 115.
- Emile Hureau. — Les Jésuites, la classe ouvrière et la révolution, 100 francs; franco 130.
- Louis Guilloux. — La Maison du Peuple, 390 fr.; franco 420.
- E. Armand. — La révolution sexuelle et la camaraderie amoureuse, 350 fr.; franco 395.
- Max Stirner. — L'Unique et sa propriété, 600 fr.; franco 645.
- Laurent Tailhade. — Les plus belles pages, 300 fr.; franco 345.
- Aurèle Paterni. — La débâcle de l'élite, 150 fr.; franco 180.
- Han Ryner. — Les paroles cyniques, 150 fr.; franco 180; Les Surhommes, 150 fr.; franco 180; L'aventure d'amour, 150; franco 180.
- Docteur Maréchal. — La liberté de la conception, 450 fr.; franco 480.
- Ch. A. Bontemps. — L'homme et la liberté, 500 fr.; franco 530.
- André Bidet. — Les rapports sexuels et leurs déficiences chez la femme, 240 fr.; franco 270; L'amour et l'émotion chez la femme, 240 fr.; franco 270.

- Jules Lermina. — L'A.B.C. du libérateur.
- Rillon. — Qu'est-ce que la propriété.
- Sébastien Faure. — Réponse aux paroles d'une croyante; L'orateur populaire; La liberté; Les crimes de Dieu; Propos d'Éducateur; Propos subversifs; La véritable rédemption; Les familles nombreuses; Les métiers haïssables; Le chambardement; Leur Patrie; L'enfant; La femme; Les forces de la Révolution; La dictature et la Bourgeoisie.
- Pierre Kropotkine. — La morale anarchiste; Les prisons; La prochaine Révolution (Les droits politiques); La guerre; Les minorités révolutionnaires; L'ordre.
- Elisée Reclus. — L'Anarchie et l'Eglise; Révolution et Evolution.
- Pierre Besnard. — La responsabilité.
- Georges Yvetot. — A.B.C. syndicaliste.
- V. Grieffriehles. — Le Syndicalisme Révolutionnaire.

#### ROMANS

- Henry Poulaille. — Maintenant, 420 francs; franco : 40 francs.
- Florence Litre. — L'adolescente émerveillée, 350, 380 frs.
- Jules Vernes. — La jangada, 200, 230 frs 1ère et 2e partie.
- Ron Hubbard. — Le bras droit de la mort, 150, 180 fr.
- Roger Verdel. — Le capitaine Conan, 150, 180 fr.
- Margaret Kennedy. — La nymphe au cœur fidèle, 150, 180 fr.
- N. Somerset Maugham. — Le fil du soir, 200, 320 fr.
- Aldous Huxley. — Contrepoint, 200 fr.; franco, 230.
- Parké Cunningham. — Quelle Engence, 350, 380 fr.
- Comela Otis Skinner. — Mes folles histoires, 400, 430 fr.
- William Ledera. — Tout le monde à la mer, 400, 430 fr.
- Giovani Guareschi. — Le petit monde de Don Camillo, 450 fr.; franco 480.
- Virgil Gheorghiu. — La vingt-cinquième heure, 690 fr.; franco 735.
- Ferreira de Castro. — Emigrants, 390 francs; franco 420.
- Louis Ténars. — Le Curé de Bourgogne, 200 fr.; franco 230; Le Sauveteur, 100 fr.; franco 130.
- De Jouvenel. — La vie de Zola, 250 francs; franco 295.
- Jacques Prévert. — Paroles, 590 francs; franco 635.
- Jean Celse. — Eugène, 180 fr.; fco 210.
- Maurice Hallé. — La Grand'route et les chemins creux, 200 fr.; fco 230.
- Victor Méric. — Coulistes et trétaux, 250 fr.; franco 280.

- Alfred Toombs. — Lune de miel à sept, 400, 430 fr.
- Eugène Dabit. — Hôtel du Nord, 150, 180 fr.
- Marcel Pierre. — Enquête à Médrano, 200, 230 fr.
- Pierre Daninos. — Le tour du monde du rire, 500, 530 fr.
- Sydney Horler. — A nous la vie, 400, 430 fr.
- Georges Mikes. — Drôles de pays, 375, 405 fr.
- Alfred Toombs. — Ces diables d'enfants, 375, 405 fr.
- A. Binet. — Les rapports sexuels et leurs déficiences chez la femme, 240, 270 francs.
- Emile Pouget. — L'organisation du surmenage, 80, 110 fr.
- Ch. et J. Duchéné. — Le Socialisme révolutionnaire, 100, 130 fr.
- Plon. — L'année ferroviaire 1953, 690, 735 fr.
- Fernando Planche. — La virgen roja de Luisa Michel, 260, 290 fr.
- Guy Chamuel. — Histoire des chemins et de leurs syndicats, 280, 310 fr.
- B. Malon. — Précis historiques, théoriques et pratiques du socialisme, 240, 285 fr.
- Adhémarr Schwartzguebel. — Quelques écrits, 200, 230 fr.
- Juan Ferrer. — Caribus poétique (espagnol), 150, 180 fr.
- José Peirats. — La C.N.T. en la Révolution Española, 700, 745 fr.
- William English Walling. — Le mouvement ouvrier et la démocratie aux Etats-Unis, 300, 345 fr.
- Jean Duchêne. — Le Socialisme révolutionnaire, 100, 130 fr.
- H. Poulaille. — Les Damnés de la terre, 390 fr.; franco 435; L'Enfantement de la Paix, 250 fr.; franco 280; Ils étaient quatre, 200 fr.; franco 230; Le Pain quotidien, 350 fr.; fco 380; Pain de Soldat, 450 fr.; franco 495.
- J. Prugnot. — Béton armé, 330 francs, franco 360.
- F. Planche. — Durole, 150 fr.; fco 180.
- H. E. Kaminski. — Bakounine : la Vie d'un Révolutionnaire, 350; fco 395.
- L. Lecoin. — De prison en prison, 160 francs; franco 190.
- Han Hass. — Hommes et requins 750 francs; franco 795.
- Arthur Koestler. — Le zéro et l'infini, 150 fr.; franco 180.
- Jules Vallès. — L'enfant, 150 francs; franco 180; L'Insurgé, 150; fco 180; Le Bachelier, 150 fr.; franco 180.
- Commander à Joseph SORIANO,  
Recette Principale  
Fontenay-sous-Bois (Seine)  
C.C.P. Paris 14.103-62

## XIX<sup>e</sup> U. R. Syndicalistes et Syndiqués

Nos anciens nous ont souvent décrit les mœurs politiques et, cependant, il semblerait que parmi nous, il y aurait encore des copains qui les ignoraient. C'est pourquoi, l'on peut voir aujourd'hui, ces mêmes camarades s'étiquant « anarchistes » aller cotiser dans les centrales politisées. Ils ne vont pas encore, du moins je l'espère, adhérer à la C.F.T.C. Pudeur ou sentimentalisme ? Mais le fait d'appartenir à des centrales comme la C.G.T. ou F.O. aboutit au même résultat : incohérence et esprit grégaire.

Nous n'ignorons plus (dans nos milieux, bien sûr), l'immixtion de la politique dans le syndicalisme — héritage de K. Marx avec la prise du pouvoir politique et de la dictature du prolétariat. Mais certains camarades prétendent que... le syndicalisme étant... périmé, il est par conséquent indifférent aujourd'hui d'appartenir à telle ou telle centrale. Tout ceci est faux et ne sert à justifier que la paresse et la crainte d'exprimer à haute voix son opinion pour conserver SA PLACE; ou alors, ces camarades ont de l'ambition, bien candide d'ailleurs. Il n'y a rien à gratter à la C.N.T. sinon des coups à récolter en attendant la révolution sociale.

Aujourd'hui, trois grandes centrales syndicales se partagent la clientèle électorale pour le compte du parti politique par lequel elles sont couvées et influencées : la C.G.T. pour le P.C.; F.O. pour la S.F.I.O. et C.F.T.C. pour tous les partis de la curaille et du fascisme camouflé. Nos camarades, en cause, le savent bien et cependant ils persistent à demeurer dans ces centrales réformistes et conservatrices à la fois. Ils ignorent ou feignent ignorer que toutes les grèves dictées par les responsables de ces centrales sont truquées aujourd'hui; qu'elles ne sont déclenchées que suivant les rémues-ménages du parlement; que même déclenchées par la base, les responsables finiront par tourner à leurs avantages respectifs. La décision de la lutte entreprise. Ces responsables n'ont pas l'habitude de s'embarasser de scrupules et ils sont prêts à s'allier à l'ennemi commun et reconnu, pour conserver leurs sinécures offertes par le troupeau aveugle et confiant. Cette triste situation durera tant que les politiciens, pantins que la haute finance agit sur l'étréme républicaine, considéreront les Bourses du Travail comme des annexes du parlement; comme des auxiliaires du mi-

nistère des finances; et tant que les travailleurs ne sentiront pas toute la signification de la célèbre devise des vrais militants : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »... ou ne sera pas.

Il est illusoire de songer un seul instant que la voix libertaire puisse se faire entendre dans des milieux organisés où ni la structure de leurs organisations, ni l'esprit animant leurs participants ne reflètent la conception que les anarcho-syndicalistes ont de la société humaine. Tout au plus ces pauvres camarades, risquent, s'ils ne sont déjà, de se corrompre au contact de hideux individus qui prétendent défendre la cause prolétaire en créant des hiérarchies, des divisions, du dégoût dans le milieu des travailleurs.

Adhérer à des centrales politisées c'est se rendre complice de tous les échecs essayés par le monde du travail dans les luttes qu'il entreprend pour son émancipation, contre le capitalisme privé dont les systèmes respectifs illustrent tristement l'exploitation de l'homme par l'homme.

Cependant, une lueur d'espoir éclaire ces ténèbres. La C.N.T. gardienne des principes anarcho-syndicalistes, reste fidèle à la première et véritable internationale, celle de Bakounine et de bien d'autres théoriciens anarchistes. Il ne tient qu'aux hommes de bonne volonté, épris de liberté et d'équité pour que cette faible lueur aujourd'hui, devienne le phare éclairant la route des déshérités vers le bonheur universel : le Communisme Libertaire.

L'UNION LOCALE DE MARSEILLE.

### Sans commentaire !

Le Ve congrès de l'internationale des syndicats « libres » (C.I.S.L.) tenu à Tunis en juillet dernier a réclamé entr'autres droits (libre détermination des peuples dans tous les pays), contre la suppression du droit syndical en Algérie, contre la guerre et la misère économique et sociale... a réclamé pour l'Algérie le rétablissement de toutes les libertés et la libération des emprisonnés... C.G.T.-F.O. qui appartient à la C.I.S.L. s'est abstenue dans le vote qui a été acquis par 98 % des voix.

(« Défense de l'Homme », n° 119, p. 10-11.)

## DU NOUVEAU EN MATIERE DELAI-CONGE

A compter du 19 février, après un minimum de six mois de présence, la durée du préavis est fixée à un mois lorsque le contrat de travail est rompu par l'employeur. En cas de démission du salarié, seules les obligations nées des conventions collectives ou des usages sont applicables.

La nouvelle loi ne met pas en cause les dispositions plus favorables qui peuvent résulter de conventions collectives ou, à défaut, des usages.

Vous trouverez ci-dessous en raison de son importance le texte intégral de cette loi.

#### LOI N° 58.158 DU 19 FEVRIER 1958 EXISTENCE DU PREAVIS

L'existence et la durée du délai-congé résultent des usages pratiqués dans la localité et la profession, ou, à défaut de ces usages, des conventions collectives, et, en agriculture, des règlements de travail pris en application des articles 983 à 991 du code rural. Il peut être dérogé par convention collective ou par règlement de travail au délai résultant des usages.

#### DUREE DU PREAVIS EN CAS DE LICENCIEMENT DU SALARIE ET CONDITIONS D'ANCIENNETE

Toutefois, par dérogation aux dispositions précédentes qui demeurent applicables dans le cas où le salarié prend l'initiative de rompre son contrat de travail, les salariés justifiant chez leurs employeurs d'une ancienneté de service d'au moins six mois continus, qui, sauf pour faute grave, sont licenciés, ont droit à un délai-congé d'un mois, à moins que les règlements de travail, les conventions collectives de travail ou, à défaut, les usages, ne prévoient, soit un délai-congé d'une durée supérieure, soit, pour prétendre à ce préavis, une condition d'ancienneté inférieure à six mois.

Toute clause d'un contrat individuel ou d'un règlement intérieur fixant un délai-congé inférieur à celui qui résulte de l'application de l'alinéa précédent, ou une condition d'ancienneté supérieure à celle prévue au même alinéa, est nulle de plein droit.

#### DATE DE DEPART DU PREAVIS

Lorsque l'employeur prend l'initiative du congé, il doit le signifier par lettre recommandée avec accusé de réception. La date de présentation de la lettre

recommandée fixe le point de départ du délai-congé d'un mois.

#### CHAMP D'APPLICATION

La présente loi est applicable au territoire métropolitain ainsi qu'aux départements d'Outre-Mer et à l'Algérie.

## COMMUNIQUES

#### CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9<sup>e</sup>)

TELEPHONE : TRUDAINE 78-64

PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche de 14 h. 30 à 18 h. 30

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats doivent être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Treasorier confédéral : Charles MOLINA  
16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3<sup>e</sup>) C.C.P. 12793-89 Paris  
Administrateur du « Combat Syndicaliste » : André RAUX  
37, rue du Regard, à Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.)  
C.C.P. 233-92 Paris

#### DEUXIEME UNION REGIONALE

Adresser la correspondance au siège confédéral

#### UNION LOCALE DE PUTEAUX

ASSEMBLEE GENERALE, le premier vendredi de chaque mois, à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

UNION LOCALE DE VERSAILLES  
La périodicité et l'heure de la permanence sont changées.

Celle-ci aura lieu désormais le quatrième dimanche de chaque mois, de 11 heures à midi, au café « Chez Hélène », 23, rue Montbaouron, Versailles.

La correspondance sera adressée au camarade Besnier, Imp. Nungesser et Coli, n° 2, Versailles.

#### CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

#### BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S. U. B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, PARIS (18<sup>e</sup>). C.C.P. 6261-16 Paris.

#### SIXIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE NARBONNE

Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

#### DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE UNION LOCALE DE MARSEILLE

Permanencé tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1<sup>er</sup> arrondissement).

CHRONIQUE S. U. B.

Nécessité d'une formation syndicale

On ne s'improvise pas compagnon de but en blanc c'est un fait; on ne fait pas une grève sans la préparer, sans en prévoir les résultats; en un mot sans une expérience syndicale.

L'expérience syndicale révolutionnaire est une bonne école ou l'on apprend à lutter coude à coude avec des camarades qui savent qu'une grève n'est pas une partie de plaisir mais un combat souvent d'usure ou la solidarité, la persévérance et le sacrifice sont les atouts qui permettent de remporter la victoire.

Un fait récent survenu à un de nos camarades du S.U.B. est un exemple flagrant de manque de formation syndicale de la part de nombreux travailleurs.

Le camarade embauché en janvier comme ouvrier électricien chez Rosenfeld, chantier du Val d'Or, constata comme partout ailleurs, un vif mécontentement du personnel, concernant les salaires.

La demande personnelle, l'entrevue avec le patron, le baratin individuel, procédé très en vogue ne donne aucun résultat; toutes les tactiques de l'action individuelle et égoïste étant épuisées sans résultat, l'action collective sans préparation aucune était à prévoir.

En effet, le 6 mars après-midi, la grève éclata spontanément à 14 heures, les vingt électriciens et les quelques plombiers travaillant au chantier, débrayèrent, présentèrent leurs revendications: 40 francs d'augmentation égale pour tous, une heure de déplacement de St-Lazare au Val d'Or.

Les ouvriers présentent leur demande aux deux chefs d'équipe du chantier qui la transmettent au garde-chiourme principal, ce dernier cède de n'avoit pas été prévenu à l'avance, menace, tempête mais il est obligé de téléphoner au patron.

L'après-midi s'écoule et la réponse patronale tarde à venir, à l'heure de débauche, le patron n'ayant pas donné signe de vie, les gars se séparent avec l'accord général de continuer l'action jusqu'au bout; tous se congratulent de leur esprit décisif et de leur bonne entente. Rendez-vous est pris pour le lendemain matin.

Le 7 mars au matin, notre camarade stupéfié constate que les belles résolutions de lutte prises la veille se sont envolées comme feuilles en automne, la plupart des ex-grévistes sont à pied d'œuvre, prêts à reprendre le travail. Explications, excuses: «ma femme est malade», dit l'un; «je suis fauché», dit l'autre; «on travaillera jusqu'à dix heures et puis on stoppera»: tristes excuses!

Le chef de chantier invite notre camarade à reprendre le travail, celui-ci refuse croyant que les autres ouvriers qui n'étaient pas sur le chantier continuaient peut-être l'action. Hélas! quelques minutes plus tard les retardataires arrivent et sans hésiter se collent au «boulot».

Quelque vingt-quatre heures ont suffi pour créer un mouvement de grève et le faire avorter par manque de militants conscients, manque d'idée de sacrifice et d'expérience syndicale.

Il n'y a pas de grève perdue sans représailles patronales, celles-ci ne se font pas attendre; les renvois sont signifiés à quelques camarades et en particulier à notre camarade du S.U.B. qui par son comportement de militant conscient a attiré l'attention de l'exploiteur et de ses représentants.

Devant ces renvois, pas de réaction de la part de ceux qui restent, trop contents de ne pas être frappés par le glaive du maître.

Triste dénouement d'une action si courageusement amorcée, n'est-ce pas?

Quant donc les travailleurs prendront-ils conscience de leur force? Laquelle bien dosée par le canal syndical révolutionnaire peut changer la face du monde.

Quant comprendront-ils que la solidarité est la pierre d'angle de l'édifice syndical, et que la solidarité envers les autres assure leur propre sauvegarde? S.U.B.

Chronique juridique
Accident du travail ou accident du trajet

NOUS avons publié antérieurement sous ce même titre, plusieurs arrêts ou jugements dont l'objet était de déterminer la nature d'un accident survenu à un salarié. Un arrêt de la Cour de Cassation du 9 avril 1957 examinant le cas d'un ouvrier qui s'était cassé le bras dans la cour de l'usine, après son travail, alors qu'il remettait en marche à la manivelle sa voiture particulière, avait conclu qu'il s'agissait d'un accident du trajet.

Rappelons que cette distinction entre accidents du travail et du trajet n'a pas d'influence sur les réparations dues à la victime. Par contre, l'employeur a intérêt à voir classer un accident parmi les accidents du trajet plutôt que parmi les accidents du travail, car le taux de cotisation des entreprises d'une certaine importance est lié au coût du risque dans ces entreprises, accidents du trajet exclus.

Nous citons aujourd'hui deux nouveaux jugements qui confirment cette jurisprudence, à cette nuance près qu'il s'agit cette fois d'accidents qui se sont produits dans l'enceinte des entreprises avant la reprise du travail.

Un ouvrier est renversé par un véhicule et blessé, alors qu'il se rend à son travail, 10 minutes avant l'heure de la reprise, dans un chemin ouvert à la circulation et appartenant à l'usine: Accident du trajet.

Le 9 décembre 1952, vers 22 h. 50, M. L..., employé aux Etablissements C..., se rendait à son travail qu'il devait reprendre à 23 heures, lorsqu'il fut renversé par un véhicule et blessé sur le terrain même des usines C...

L'accident fut pris en charge par la Sécurité sociale au titre «accident du travail» et, comme tel, incorporé dans la masse des sinistres pris en considération pour la détermination du taux des cotisations.

L'employeur contestant cette décision, saisit la Commission de première instance de la Sécurité sociale, aux fins de vouloir qualifier l'accident «accident du trajet».

La Commission, estimant que l'employeur avait un intérêt né et actuel à contester la décision de la Caisse, a déclaré son action recevable. Quant au fond, elle a estimé qu'il s'agissait bien d'un accident du trajet.

«Attendu, dit la Commission, qu'il n'est pas contesté que L... a été blessé vers 22 h. 50, alors qu'il devait reprendre son service à l'atelier à 23 heures;

«Qu'il n'est pas davantage discuté qu'il s'est produit sur l'itinéraire normal que la victime devait suivre;

«Qu'en conséquence, s'il a eu lieu sur un terrain appartenant à l'usine, il ne s'est produit ni AU LIEU, ni A L'HEURE DU TRAVAIL, mais bien sur LE TRAJET entre le domicile du blessé et son lieu d'emploi, sur un chemin ouvert à la circulation publique, commun en tout cas à tout le personnel de l'usine, et à l'heure normale du trajet.»

(Commission de Sécurité sociale, Laon, 31-1-57.)

Une employée transportée par un camion «de ramassage», tombe dans la cour de l'usine en descendant du camion avant l'arrêt complet, un quart d'heure avant le début du travail. Accident du trajet, car l'employée, bien qu'elle fut dans l'enceinte de l'usine, n'était pas encore parvenue au lieu qui lui était assigné pour l'exécution de son contrat de travail.

En voulant descendre avant l'arrêt complet du camion qui la transportait, Mlle B..., ouvrière aux usines D..., fit une chute si malencontreuse qu'elle roula sous le véhicule et fut blessée à la cuisse et au genou droits.

L'accident était survenu dans la cour de l'usine, et la Caisse de Sécurité sociale de Bourgogne-Franche-Comté avait refusé de faire rentrer l'accident dans la catégorie des accidents du trajet prévue à l'alinéa 2, article 2, de la loi du 30 octobre 1946.

L'entreprise, qui contestait cette qualification, se pourvut devant la Commission de première instance.

Elle faisait valoir que si, dans le cas d'un accident du travail «comme dans celui d'un accident du trajet», la victime bénéficie des prestations prévues

par la législation du travail et que, si la distinction ne présente aucun intérêt pour elle, il n'en est pas de même pour l'employeur puisqu'en cas d'accident du travail proprement dit l'accident figure «au nombre des sinistres pris en considération pour la fixation des taux d'accidents du travail propres à chaque entreprise, alors que le risque accident du trajet est couvert par un versement calculé d'après un pourcentage tenant compte de l'ensemble des entreprises du territoire national.»

La Commission a admis le bien-fondé de ces conclusions.

«Attendu, dit-elle, qu'il résulte des documents figurant au dossier, que, lors de l'accident, le parcours du camion transportant les ouvriers n'était pas encore terminé puisque roulait encore lorsque la victime committ l'imprudence d'en descendre; que le camion avait déjà franchi l'enceinte de l'usine et roulait dans la cour de cette usine; qu'au moment de l'accident la reprise du travail n'avait pas encore eu lieu, l'horaire normal prévu le fixant un quart d'heure plus tard;

«Attendu que la Caisse régionale soutient que l'accident litigieux ne saurait être rattaché à la définition d'accident de trajet parce qu'il s'est produit dans la cour de l'usine, que le trajet prend fin au moment précis où le travailleur franchit l'enceinte de son lieu de travail et que les cours et dépendances des locaux proprement dits de travail contribuent à réaliser ce lieu de travail sans qu'il soit nécessaire d'exiger que le travailleur soit parvenu à son poste de travail;

«Attendu que si cette notion large de lieu de travail a été retenue dans le cas où, précisément, l'ouvrier n'est pas sur le parcours direct de sa résidence à son poste de travail, il n'en reste pas moins que le lieu de travail doit être entendu comme celui qui est assigné à l'employé pour l'exécution du contrat qui le lie à son employeur;

«Qu'au moment de l'accident, la demoiselle B... n'était pas encore parvenue au lieu qui lui était assigné pour l'exécution de son contrat;

«Que s'il est vrai que l'horaire de travail et le fait qu'au moment de l'accident la reprise du travail n'ait pas encore eu lieu ne sauraient être déterminants pour la classification envisagée, il n'en demeure pas moins que cet accident survenu sur l'itinéraire parcouru entre la résidence de Mlle B... et son lieu de travail, pendant la durée du transport et en dehors des heures de travail et dont le mode de transport utilisé fut la condition «sine qua non», doit être rattaché à la catégorie des accidents du trajet telle qu'elle est déterminée par l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 octobre 1946.»

(Commission de première instance de la Saône-et-Loire, 5 juillet 1957.)

QU'EST-CE QU'UN PREJUGE ?

«Quiconque a détruit un préjugé, un seul préjugé, est un bienfaiteur du genre humain.»

Du livre Pensées et maximes, p. 69, par Chamfort. Ex. B. Populaire, Villeneuve-sur-Loire.

RES sont les personnes qui désirent être trompées, et plus rares encore, celles qui tirent vanité de leur ignorance. Nous voudrions tous être bien renseignés, savoir les choses et les faits qui se passent autour de nous, comprendre le pourquoi des souffrances matérielles et morales que, très souvent, nous sommes obligés de supporter.

Mais nous sommes souvent imbus de préjugés. Connaître les préjugés n'est pas une chose facile, comme on peut le croire. Savoir la ligne qui sépare la vérité de la croyance religieuse ou du mensonge, est une question d'étude; encore faut-il savoir choisir les instruments capables de nous guider, chose qui n'est pas toujours à la portée de tous.

Avant d'entrer dans le détail, consultons le dictionnaire. Préjugé: «Opinion généralement fautive, adoptée sans examen». D'accord. Maintenant il nous faut chercher pourquoi les hommes adoptent cette opinion généralement fautive et sans examen?

Sachons, avant tout, que l'homme ne s'est pas fait tout d'un coup, comme prétendent certaines légendes. Il est le produit de centaines de milliers d'années et, pendant cette longue période il a traîné derrière lui une multitude de fétiches, mythes, religions et superstitions de toute espèce qui l'ont empêché de voir clair. Se débarrasser de certaines routines et traditions, est un travail assez difficile, non seulement pour le pauvre bourge sorti de l'enseignement primaire et dont très souvent les facultés et les ressources sont limitées, mais aussi pour cet autre qui a fréquenté les collèges ou les lycées.

Abandonner un outil ou une méthode pour en prendre un autre qui nous donne plus de goût ou meilleur rendement, se fait facilement et peut-être avec plaisir; quant aux traditions léguées par nos parents ou acquises dans nos milieux, c'est autre chose; les changer nous coûte de gros efforts; soit dit en passant, nous ne sommes pas tous capables de le faire.

Certes, nous ne croyons pas que l'homme d'aujourd'hui pense et travaille comme celui d'il y a 150 ans; au contraire, nous admettons qu'il y a quelque chose de changé, mais nous constatons la grande différence qui existe entre le progrès matériel acquis avec la machine et le retard de l'évolution morale et sociale. Pourtant avec un peu d'effort dans ce domaine, tous les hommes, inlus les routiniers et rétrogrades, étaient susceptibles de s'élever.

LE PEUPLE :

C'est un vrai musée de toutes les conneries des âges; il avale tout, il admire tout; il conserve, il défend tout, il ne comprend rien.

CELINE

(«L'Ecole des Cadavres»)

POURQUOI ME DETRUIRE ? UN AUTRE PEUT ME LIRE

LA RAISON FAIT L'HOMME

Une des preuves de la supériorité de l'homme sur les animaux, c'est qu'il possède la faculté de raisonner. La raison, comme la vérité, n'est pas venue toute seule, elle est le résultat des grands efforts et sacrifices faits par l'ensemble des générations passées et présentes, pour mieux satisfaire des besoins purement humains.

Vouloir employer toujours les mêmes méthodes dans le matériel comme dans le spirituel ou le social, est pure routine. Que dirions-nous d'un agriculteur, artisan ou industriel qui, sous prétexte d'habitudes ancestrales, voudrait travailler à la manière ancienne? Le premier refusant le tracteur, le second le moteur électrique, et ainsi de suite?

Vouloir penser comme au temps où il n'y avait pas de routes, chemins de

L'alcool fait vivre ceux qui le vendent, mais tue ceux qui le boivent.

Anatole FRANCE

fer, camions, écoles, etc., etc... est hors de raison. A outillage nouveau, il faut des idées nouvelles.

Il est possible que tout soit préjugé avant d'être jugement, mais si nous y mettons un peu de raisonnement, le jugement se fera mieux.

Voltaire l'a dit: «Les préjugés sont les raisons des sots». Tâchons de nous élever par le moyen de l'étude, de l'organisation et la raison sera mieux comprise, plus étendue et il y aura moins de préjugés.

Que de préjugés dont l'esprit humain devrait s'affranchir!

Que d'idées fausses se répandent dans le public et, très souvent, sous prétexte d'enseigner le bien et d'éviter le mal!

Finissons ce petit récit

En citant la pensée de Chamfort.

«Sachons que la raison est la vie

Et le préjugé nous donne la mort.»

VICENS.

Les Martyrs de Chicago Se sont-ils sacrifiés en vain ?

Le procès des «Martyrs de Chicago», dont nous honorons, une fois de plus comme chaque Premier de Mai la mémoire, a marqué l'histoire d'une empreinte indélébile puisque près de trois-quarts de siècle se sont écoulés depuis et que son souvenir est toujours aussi vivace, malgré les apparences, dans l'esprit des masses.

De cette tragédie poignante ont été tirés des enseignements multiples.

Elle a permis d'abord de démasquer nos ennemis de classe, les bourgeois, et de nous révéler leur véritable visage ainsi que les ignominies qu'ils sont susceptibles de commettre pour aboutir à leurs fins.

Elle a aussi fait la démonstration de l'esprit de sacrifice, du sens de solidarité des inculpés qui, peut-être innocents du geste qui leur était reproché mais en connaissant presque à coup sûr les auteurs, consentirent à donner leur vie plutôt que de trahir la noble cause pour laquelle ils luttèrent.

Cette magnifique démonstration de courage collectif, cette extériorisation de personnalité transcendente ouvrit des horizons nouveaux au prolétariat, plus conscient de ses possibilités, qui sans pourtant parvenir à ses fins, fit trembler ses ennemis de classe durant de longues années.

Il a fallu la première guerre mondiale et les trahisons répétées des responsables syndicaux pour que le prolétariat accorde crédit aux politiciens et leur laisse le soin de gérer ses propres affaires.

Continuellement il est trompé mais, comme le chien des Ecritures, il n'en retourne pas moins à sa vomissure.

Un second conflit à l'échelon planétaire, plus meurtrier et douloureux que le précédent aurait dû lui ouvrir les yeux et lui permettre de déceler ses véritables ennemis.

Il n'en fut rien puisque actuellement sur tous les points du globe, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, il n'est question dans un but défensif, bien entendu, que d'installations d'aéroplanes permettant le décollage d'avions armés de bombes A ou H, de rampes de lancement pour fusées intercontinentales, à tête atomique.

L'ambition propre à créer la peur irraisonnée qui permet aux masses de laisser se perpétrer les pires monstruosités, existe. Chacun est menacé, on se considère tel. L'imagination aidant, l'homme de la rue, en Amérique, n'a

qu'un pas à faire, qu'il a vite franchi pour accuser le nouvel «ennemi héréditaire», subsistant de l'autre côté du rideau de fer, de vouloir attenter à son potentiel de vie d'homme réputé «LIBRE», tandis que le citoyen soviétique ne voit dans son antagoniste qu'un individu dont le but essentiel est de faire disparaître le régime «socialiste». Les roquets à la solde des uns et des autres, la presse gagée, la radio, la télévision, etc., ne contribuent, certes pas, à faire baisser la température surchauffée.

Qu'y a-t-il de vrai dans ces accusations réciproques? Tout! si l'on examine le problème au «sommet» — le terme est très prisé actuellement — Rien! si on le situe à son véritable niveau, celui du peuple, du prolétariat.

Il n'est pas utile de s'attarder longuement sur le problème au «sommet». Il est évident que les deux «grands», qui seuls comptent, possèdent des dirigeants animés de la plus parfaite mauvaise foi. Mais leur situation, sur le terrain économique, est loin d'être semblable. Si le bloc oriental, en raison de celle-ci actuellement favorable, qui résulte plus d'un retard d'équipement que d'une autre cause, peut, bien qu'armant à outrance comme les autres, jouer le beau rôle et momentanément prétendre valable la coexistence pacifique, la position de son adversaire occidental est loin d'être aussi brillante.

Alors qu'en U.R.S.S. on travaille partout à plein régime, aux U.S.A. il y a, sans compter ceux qui sont déguisés, plus de cinq millions de chômeurs réels. Ce chiffre, l'automatisme et l'amenuisement des débouchés extérieurs aidant, ne manquera pas de s'amplifier malgré les mesures envisagées par le gouvernement, qui ne solutionneront rien, ayant déjà été expérimentées partout sans succès.

Pour parler clair, la RECESSION — autre terme au goût du jour — est là!

Qu'est-ce que la récession? Une chose qui ressemble comme deux gouttes d'eau à la crise économique. Le premier terme, moins connu, ne possède qu'un avantage sur le second, il fait moins peur; mais il signifie exactement la même chose.

Ainsi, malgré des apparences trompeuses de prospérité, nous sommes au seuil de cette crise économique que depuis plus de trois années déjà nous prévoyons; la crise avec son cortège

de calamités (faillites, chômage, misère, etc...).

Les capitalistes occidentaux qui ne subsistent qu'à force de subventions, crédits, et autres expédients sont aux abois. Comment s'en tireront-ils?

Si au «sommet» les situations sont totalement différentes, à la base, au sein du prolétariat il n'en va pas de même.

Sans faire intervenir ici les exploités des pays sous-équipés, qui n'en retiennent pas moins toute notre attention, il est permis de dire que, l'un dans l'autre, les conditions de vie des prolétaires russes et américains, compte tenu des exclus du marché du travail, ne diffèrent guère. Tout est à faire pour que les véritables producteurs, la classe ouvrière, bénéficient de conditions de vie vraiment rationnelles.

Rien ne devrait séparer le travailleur russe de l'américain, l'allemand du français.

Frères de misère, esclaves des mêmes patrons exploités, sous quelque forme qu'ils se présentent, ne disposant même pas, souvent, d'un toit pour s'abriter, éternelles victimes de toutes les guerres, ils subissent en commun toutes les iniquités d'un régime qui les confine dans la gêne et permet aux capitalistes d'édifier des fortunes colossales.

Alors que tout milite pour l'unité d'action émancipatrice du prolétariat une propagande ignoble exploite son inconscience et dresse les uns contre les autres ses membres qui n'attendent qu'un signal pour s'entre-tuer.

Sur tous les plans, national ou international, on cultive la haine, les assassinats sont honorés, le culte de la «Patrie» est développé au paroxysme bien que ce mythe soit sans signification puisque, placé d'un côté ou de l'autre de la barricade, le prolétaire ne possède rien.

La raison a déserté les cerveaux. Les comportements les plus ahurissants sont enregistrés. Tel individu qui, ordinairement ne ferait pas de mal à une mouche voit «rouge» à la pensée que puisse être portée atteinte au patrimoine national qui lui est totalement étranger, devient enragé s'il enregistre de la part de son prochain la moindre contradiction et si celui-ci sur le terrain politique, syndical ou confessionnel vante les mérites d'un autre «Messie» que le sien. Pourtant, le moins mauvais de ceux-ci ne vaut pas la corde qui servirait pour le pendre.

Signe des temps? Non! Simplement,

résultat d'une éducation néfaste. Devons-nous en déduire que le magnifique sacrifice, consenti en 1886 par les anarcho-syndicalistes de l'A.I.T. et par tous ceux qui dans un même but ont eu le même comportement en d'autres circonstances, l'aura été en vain?

Pas nécessairement!

Pour la bourgeoisie capitaliste, et c'est vers quoi elle tend, il n'existe pas d'autre solution pour résorber la crise qui vient que de déclencher la guerre. Elle solutionnerait, pour une dizaine d'années, les plus importants problèmes posés.

Le prolétariat n'est guère armé pour éviter le conflit. Pourtant, bien que croyant prêcher dans le désert, il nous arrive souvent de faire des constatations réconfortantes; nombre d'inconnus pensent comme nous et sans doute par le monde en existe-t-il beaucoup qui, au moment opportun, se retrouveraient à nos côtés.

Ceci nous incite à espérer. N'importe comment, actuellement, en raison de nos forces limitées, le problème majeur est pour nous, selon la parole de Sébastien Faure, «de débarrasser les masses, de les arracher à leur engourdissement et de les entraîner sur le chemin de la révolution intégrale.

C'est à nous, A NOUS SEULS, anarcho-syndicalistes, anarchistes, libertaires authentiques, qu'il appartient, en dehors de tous ceux qui osent se réclamer des mouvements d'avant-garde et n'ont rien à y faire: voleurs patentés, exploités du prolétariat, fonctionnaires nantis de traitements de députés; en dehors surtout de tous les responsables syndicaux complices de nos ennemis de classe de ramener dans la voie qu'il n'aurait jamais dû quitter ce peuple que admire tout, défend tout et ne comprend que quand l'irréparable est accompli.

Et si nous parvenons à nos fins, si après avoir échappé au suicide collectif, vers lequel il semble s'acheminer avec insouciance, le prolétariat, enfin débarrassé de ses œillères, prend conscience de la tâche qui lui incombe pour aboutir à son affranchissement physique et moral, avouons que continuellement présent dans nos mémoires, l'exemple de ceux dont le nom est inscrit sur le long martyrologe des luttes sociales, où les héros de Chicago figurent en bonne place, aura contribué pour une part immense, tel un phare étincelant, à nous tracer la voie de la liberté.

Raymond FAUCHOIS.

# LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION :  
39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9<sup>e</sup>

Abonnements 12 numéros : 220 fr. ;  
24 numéros, 430 fr. ; 48 numéros, 850 fr.  
Changement d'adresse : 20 francs.

**TRAVAILLEURS**  
Ne vous laissez plus bernier par les politiciens, œuvrez à votre libération en rejoignant le syndicalisme révolutionnaire.  
Ralliez la C. N. T. !

**CAMARADE,  
AMI LECTEUR,**  
Si tu veux qu'il soit plus vivant, deviens sans tarder le correspondant régulier du « C. S. ».  
LA REDACTION

## La dictature du... (prolétariat ?) une honte de notre siècle

(Suite de la page 1)

Donc, il nous incombe à tous dans le monde entier d'essayer un dernier effort pour sauver ces camarades du grave danger qui les menace. Nous ne vous demandons plus une aide matérielle, qui s'avère déjà insuffisante. Nous vous demandons une campagne de protestations capable de faire réfléchir les bourgeois, d'autant plus que l'approche d'une conférence des Grands leur dictera probablement un certain relâchement passager. Nous laissons à votre volonté et à votre choix les moyens de protestation et attendons en même temps vos suggestions et vos conseils dans ce sens. A notre avis, cette campagne doit s'exprimer par :

1) Lettres de protestation adressées directement à Anton YUGOV, Président du Conseil des Ministres de la République Populaire de Bulgarie, Sofia, a) stigmatisant le crime commis contre un antifasciste et grand militant ouvrier très dévoué à la classe ouvrière et exigeant une enquête pour établir les responsabilités pour ce crime; b) exigeant la libération immédiate des camps de concentration et des prisons de tous les anarchistes, syndicalistes et antifascistes dont Christo Kolev, Stefan Kotakov, Delcho Vassilev, Dobri Ivanov, Kosta Karakostov, Yordan Kovatchev, etc.; c) la suppression de tous les camps de concentration et l'arrêt des persécutions et des répressions contre les hommes progressistes et antifascistes; d) autorisation, aux camarades sus-indiqués et à tous les autres considérés comme gênants pour le régime, de quitter le pays.

2) Lettres de sympathie à la famille de Manol Vashev, Haskovo (Bulgarie).

3) Meetings de démonstration.

4) Articles dans notre presse et dans certains quotidiens utilisant les renseignements de la note biographique ci-jointe et d'autres renseignements déjà publiés, etc. (Nous sommes à votre disposition pour vous procurer d'autres renseignements complémentaires).

Nous envisageons une large campagne engageant aussi d'autres milieux que les nôtres auxquels nous nous adressons à part, et nous pensons pouvoir recueillir toute une documentation importante se référant à cette campagne afin de publier un numéro spécial de notre revue mensuelle « Notre Route » ou un livre.

Nous vous prions de ne sous-estimer aucun moyen de protestation jugé au préalable comme inutile ou inefficace (telle la lettre à Youtov) car nous vous

assurons que les dirigeants de Bulgarie craignent beaucoup ces protestations, plus leur nombre est important, plus l'espoir d'aboutir augmente. La campagne doit engager aussi bien des organisations que des individus. Tâchez de toucher et d'intéresser tous les milieux et d'augmenter le nombre et l'ampleur des protestations dans le but énoncé plus haut. Nous vous prions de nous signaler vos démarches et nous envoyant une copie de vos lettres, des coupures de presse, journaux donnant écho à cette campagne, photos de dé-

monstrations devant les ambassades bulgares, des meetings, etc.

Tout ce qui concerne le cas Vashev et cette campagne doit être adressé uniquement à : « Notre Route », revue mensuelle bulgare.

Boîte Postale 89-05, Paris (sans aucune autre indication).

Recevez, chers camarades, avec nos remerciements anticipés, nos salutations les plus fraternelles.

A bas les bourgeois ! Agissez, agissez !

LE SECRETARIAT.

## Le calvaire de Manol Vashev (Yordan Sotirov)

La première guerre mondiale s'est terminée de façon catastrophique pour la Bulgarie. Les soldats, paysans dans leur majorité, affamés et pieds nus, étant restés trois ans dans les tranchées pour une guerre dont ils ne voyaient ni le sens, ni l'issue, se sont révoltés, quittant le front et se dirigeant vers Sofia.

Le roi Ferdinand, d'origine allemande, étant demeuré étranger au pays qu'il gouvernait, s'enfuit, laissant le trône à son fils Boris. Mais la situation allait devenir véritablement révolutionnaire. Une grève des cheminots ne tardait pas à se déclencher, se transformant rapidement en grève générale.

Dans le feu de ces événements venait de se fonder, en juillet 1919, la Fédération Anarchiste-Communiste de Bulgarie; en même temps des syndicats d'une orientation libertaire naissaient dans les localités les plus importantes, commençant par Rousse et le Danube. Des grèves présidaient ou accompagnaient la naissance de ces syndicats, grèves se terminant le plus souvent par la victoire.

Les militants libertaires et syndicalistes furent dans leur majorité d'une même génération — celle qui ayant participé à la guerre subissait toutes ses conséquences désastreuses.

YORDAN SOTIROV fut l'un des militants les plus actifs de cette génération, se spécialisant particulièrement dans l'activité syndicale. Tribun ardent, doué d'une éloquence simple et pénétrante, il était appelé partout et ne restait libre ni fêtes, ni dimanches, ni soirées. Ouvrier dans la manufacture de tabac dans sa ville natale de Kustendil, il ne quittait pas, néanmoins,

son usine où il se mettait à la tête de tout mouvement revendicatif. Son nom fut à cette époque parmi les noms les plus connus au sein de la classe ouvrière.

Lors d'une grève, en 1922, des incidents se produisirent dans les rues de Kustendil où Yordan Sotirov prit la parole au meeting convoqué à cette occasion sur la place publique. Poursuivi et condamné à 15 ans de prison, il dut passer en clandestinité, empruntant le faux nom de MANOL VASHEV, nom véridique d'un réfugié de Thrace, décédé. Il s'installa à Haskovo, au sud du pays et se fit embaucher toujours comme ouvrier du tabac. Il y passa 22 ans, travaillant et militant, oubliant tout risque d'être identifié et arrêté.

Quelle vie dure de travail misérablement payé et de combat acharné. Des grèves éclataient souvent et se terminaient parfois par des bagarres. Manol Vashev n'y manquait jamais. Lors d'un incident il était arrêté et condamné. Sans être identifié, il passa un certain temps en prison. Fait plus curieux encore : il dut faire une seconde fois son service militaire après avoir même participé à la guerre sous son véritable nom.

L'industrie du tabac étant l'une des plus importantes en Bulgarie, l'exploitation capitaliste y fut la plus impitoyable. D'ailleurs, ce fut une industrie surtout des capitaux étrangers. Pour augmenter leurs profits, les capitalistes essayèrent d'introduire un mode de manipulation rationalisée, appelé *Tonga*, aboutissant à l'accélération, à la baisse du prix de revient et au chômage. Manol Vashev fut le premier qui dénonça le caractère antiouvrier et anti-

# LE PREMIER MAI

CETTE date fait revivre dans le cœur des jeunes d'hier, de ceux qui frisent la cinquantaine, des émotions impérissables. Jamais je n'oublierai ce 1er mai où mon père me dit : « Tu es déjà un homme et si tu commences à te sentir révolutionnaire, tu peux venir avec moi. » Je le suivis à la manifestation. Je n'avais pas dix ans, mais puisque mes mains présentaient des callosités dues au manche de la hache, j'avais le droit de me manifester et d'augmenter d'une unité la section des charbonniers. Ils faisaient trembler les rues de leur enthousiasme et de leurs vivats à la liberté; il ne manquait que l'étincelle. Ce jour-là, les Gavroches étaient nombreux; plus tard, ils donnèrent leur vie sur les barricades, dans les champs de bataille, ou face au piquet d'exécution pour la défense de la liberté en Espagne.

Ce souvenir ne s'effacera jamais de l'esprit des hommes qui ont vécu ce romantisme révolutionnaire parce que ces générations ont tout donné, sans condition, sans intérêt et affermi ainsi l'humanisme de l'homme; c'est la torche qui éclaire pour franchir l'obscurité de certains pas que fait l'espèce humaine.

Voilà pourquoi nous ne devons pas nous faire. Nous devons nous ma-

nifester parce que nous faisons partie de cette protestation universelle et que nous devons transmettre le vrai sentiment de ce jour de revendications aux nouvelles générations à qui, par des manœuvres de grand style, on a fait croire à une fête de plus parmi celles que l'Eglise et l'Etat sanctifient.

Le devoir de tout homme libre est de manifester, par la plume, la parole, près de ses amis, dans sa famille, partout où il se trouve.

Il faut réagir sans défaillance. Il est toujours temps de prendre l'offensive. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons nous lancer dans la rue et dénoncer aux quatre vents la fausseté des syndicats réformistes au service des partis politiques qui soutiennent l'état actuel de déséquilibre.

Les sections de l'A.I.T., pour ce jour, vont mettre en action tous leurs moyens : organiser des meetings, diffuser des tracts; mais directement sur les chantiers, les militants devraient coller aux murs de grandes affiches démontrant par l'image et les mots, comment les pontifes du syndicalisme politicien sautgardent les institutions patronales et soutiennent l'Etat et l'Eglise. Dénonçons, en passant, la position de la papauté envers saint Joseph; enfin, diffusons nos journaux aux travailleurs.

On peut dire qu'on demande beaucoup trop, mais, naguère, chaque militant en faisait encore davantage. Si nous regardons en arrière, nous pouvons comparer et constater que nous comptons suffisamment de force pour donner l'offensive aux exploiters des peuples. Une poignée

Il n'y a pas que les producteurs qui doivent manger.

Les chômeurs, les malades, les vieux ont droit aussi à un pouvoir d'achat décent.

de militants allumèrent le désir de liberté de millions de travailleurs à une époque où l'espèce humaine étant profondément religieuse, parler du socialisme ou de l'anarchie, c'était faire allusion au démon. Le mouvement révolutionnaire a beaucoup de prestige dans la conscience du peuple. Vivre dans une société libre ne fait plus peur à personne. L'homme est convaincu qu'il n'y a pas d'autre solution. Il ne discute que du moyen d'y parvenir; bien que les préjugés et les temporisations le fassent dévier du vrai chemin et donnent continuité à tout ce qui est verrouillé. Cependant, le déclinement de la Première Internationale touche à sa fin; l'échec du marxisme est par trop évident, il a produit le totalitarisme policier le plus féroce que l'espèce humaine ait enregistré.

La désorientation des peuples prouve que le moment de semer est venu. L'effort de chaque militant sera moins grand si tout exploité comprend que l'heure a sonné de fusionner les critères pour une action commune sous la torche de l'A.I.T., dont les principes, empruntés à la Première Internationale ouvrière, sont tous basés sur le respect de la liberté individuelle et de l'équité collective. Ceci pour permettre à tous les enfants de la terre de fraterniser dans une œuvre commune et de vivre enfin en parfaite harmonie dans le meilleur des mondes.

A. ROTLAND

"A. I. T."

LE JOURNAL DE NOTRE INTERNATIONALE, PARAIT TOUS LES MOIS.

Abonnez-vous !

## TRAVAILLEURS !...

Vous supportez tout le poids de l'impôt et des charges dites sociales.

Le patronat, encaissant des bénéfices scandaleux, élabore de son luxe votre misère.

Des conditions de travail draconiennes, des cadences infernales vous sont imposées.

Tous les avantages, acquis au

prix des plus durs sacrifices disparaissent l'un après l'autre.

Cela, sous le regard indifférent et complice, sans aucune réaction des Bonzes des confédérations réformistes (C. G. T., C. F. T. C., C. G. T.-F. O.) lancés à fond dans la politique au profit des deux blocs impérialistes qui se disputent la suprématie mondiale.

Avez-vous oublié 1936 ?

Avez-vous oublié cette magnifique épopée du mouvement ouvrier où le patronat de combat fut mis à genoux ?

Vous n'hésitez pas à cette époque, pour faire aboutir vos revendications, à mettre en branle tous les chantiers, les usines, à débrayer pour marquer votre solidarité à des camarades en grève.

Comparez votre action d'hier à celle d'aujourd'hui et aussi vos conditions de vie aux mêmes époques.

Ainsi comprendrez-vous, peut-être, que l'abstention, le renoncement ne paient pas.

La Confédération Nationale du Travail, fidèle aux principes du syndicalisme révolutionnaire qui tendent à l'abolition du patronat, du salariat et de « l'exploitation honteuse des uns par les autres », vous invite à réagir à ses côtés :

Pour faire obstacle à la guerre qui se prépare et tous les fléaux qu'elle engendre : ruines, famine, massacres.

Pour la réalisation d'un véritable plan de progrès social, entre autres la satisfaction immédiate des revendications suivantes :

Augmentation massive du salaire des travailleurs de base : 50.000 francs par mois — dégressive ensuite —, rien au sommet de l'échelle hiérarchique.

Retour immédiat aux 40 heures pour tous qui doit précéder la journée de six heures.

Suppression des zones de salaires. Echelle mobile unilatérale.

Retraite à 50 ans, pour tous, égale au salaire minimum garanti, etc.

TRAVAILLEURS, SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES, AIDEZ-NOUS !

Rejoignez la C.N.T. pour faire front contre tous les bellicistes, tous les exploiters, pour une véritable paix, pour l'instauration de « l'égalité économique et sociale ».

LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

## SUR LE CLERGÉ

Clergé, n. m. (du latin clericatus). Tout ce qui compose la corporation sacerdotale; les archevêques, les évêques, les chanoines, les vicaires. Les aumôniers, appartiennent au clergé séculier, c'est-à-dire qui prend contact avec la population; le clergé régulier est en grande partie composé de moines menant une vie monastique. Le clergé est également divisé en classes et on distingue le haut clergé et le bas clergé. Le premier, groupe les hauts dignitaires et les princes de l'Eglise, alors que le second ne groupe que les prêtres de rang inférieur et qui accomplissent les besognes courantes de la paroisse.

Avant la grande révolution française, le clergé était un des ordres les plus importants de l'Etat et bénéficiait de très gros privilèges. Ce fut un des bienfaits de la République de détruire sa suprématie et d'amoindrir sa force. Malheureusement, si le clergé a perdu de sa puissance, il exerce encore une assez grande influence publique qui n'est pas à négliger; il est soutenu par toutes les forces de réaction auxquelles il ne refuse jamais lui-même son concours. Cela se comprend. « Le prêtre ne peut être utile qu'en qualité d'officier de morale », dit l'abbé Saint-Pierre. Mais si nous fouillons aussi profondément que possible dans l'histoire, nous voyons que jamais le clergé n'a accompli le rôle qui

lui était assigné par la doctrine, et Helvétius nous apprend que déjà chez les Egyptiens « les prêtres formaient un corps à part, qui était entretenu aux dépens du public. De là naissaient plusieurs inconvénients : toutes les richesses de l'Etat se trouvaient englouties dans une société de gens qui, recevant toujours et ne rendant jamais, attirèrent insensiblement tout à eux. » Il en fut ainsi de tous les temps et, de nos jours encore, le clergé est toujours à l'affût des richesses. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il n'y a aucune espérance d'améliorer cet ordre qui n'a d'autre utilité sociale que de perpétuer une erreur pour maintenir le pauvre dans l'ignorance et défendre les intérêts des riches. Les crimes du clergé, quelle que soit la religion dont il se réclame, sont innombrables et seront traités d'autre

part (voir Eglise, Inquisition, Papauté, Religion, etc.). Il a régné pendant des siècles par la terreur et, dans les pays où il détient encore le pouvoir politique, il n'hésite pas à se servir de moyens monstrueux pour conserver sa force et son autorité. Ayant acquis sa puissance dans le meurtre et dans le sang le clergé s'est à jamais discrédité aux yeux de l'homme civilisé et il faut espérer qu'il disparaîtra un jour prochain, méprisé de tous et ne laissant de regrets qu'au cœur des inconscients et des barbares. Sa disparition sera un grand pas de franchi vers la libération des humains, car elle marquera la mort de certains préjugés de croyance en une puissance immatérielle, et permettra à l'homme d'évoluer plus librement vers son entière émancipation morale, matérielle et intellectuelle.

### BULLETIN D'ABONNEMENT au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,  
NOM .....  
Prenoms .....  
demeurant .....  
déclare souscrire un abonnement de (1) .....  
au « Combat Syndicaliste ».  
Le .....  
SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. Paris 233-92  
André RAUX, 37, r. du Regard, Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.)

(1) 12 numéros : 220 fr. — 24 num. : 430 fr. — 48 num. : 850 fr.

Journal imprimé sur les presses de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) Ateliers : 61, rue des Amidonniers Téléphone : CAPITOLE 89-73 TOULOUSE

Le Gérant responsable  
J. SORIANO

L'émancipation  
des travailleurs  
sera l'œuvre  
des travailleurs  
eux-mêmes.

# LE COMBAT

## SYNDICALISTE

De chacun  
selon ses forces

A chacun  
selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL  
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun  
selon ses moyens.  
A chacun  
selon ses besoins.

30<sup>e</sup> ANNEE — NOUVELLE SERIE N° 150

20 FRANCS

OCTOBRE 1958

# LES PEUPLES DETERMINENT LEURS DESTINEES par leur caractère et non par leurs gouvernements

## TENIR QUAND MÊME

**P**OURQUOI ce titre qui semble désespéré, et de quoi s'agit-il ? Oh ! Tout simplement du plébiscite assez malhabilement camouflé sous le titre de « référendum ».

La politique des partis, ni le vote du 28 septembre, ne peuvent nous intéresser en ce qui concerne à cette date le dépôt d'un bulletin dans une urne. La question du « oui » est depuis longtemps résolue sans qu'il soit besoin de quelques « non » supplémentaires parfaitement négligeables.

De Gaulle est loin d'être un génie, mais, malin, il a largement profité de la carence des parlementaires apeurés et serviles pour imposer par le coup du 13 mai sa dictature. Les articles de « sa » Constitution, maintenus malgré avis, observations et critiques, sont faits à sa taille de « président de sa République Dictatoriale », le fait est acquis.

Le 4 septembre, il ose de la place de cette « République », dont on n'a pas osé voiler le visage, lancer à la masse veule, amorphe et consentante, malgré sans doute quelques cris et protestations vite réprimés, l'appel en faveur de sa victorieuse toute-puissance déjà consentie.

Renouvelant avant « son » plébiscite le tour de France de Louis-Napoléon Bonaparte, avant le coup d'Etat du 2 décembre 1851, mais plus rusé encore, de Gaulle a décidé de noyer les « non » possibles de la métropole dans les prétendus « oui » de Madagascar et de l'Afrique Noire. Il va ajouter à cela la visite à cinq villes de France, où d'ores et déjà toutes dispositions de police massive sont prises pour qu'aucune obstruction ou simple contradiction puisse se faire jour.

D'ailleurs, jusqu'au 28 septembre, il fera comprendre aux notables ou chefs politiques récalcitrants, par achat ou menaces, qu'ils doivent faire voter « oui » les masses qu'ils dirigent !

En Algérie, c'est l'armée qui s'en chargera. Et quand on connaît les moyens « psychologiques » de l'armée...

En bref, l'affaire est « dans le sac ». Même en métropole, les experts es-opinion donnent un pourcentage de « oui » de 65 à 70 %...

... Ils ont sans doute raison. Jamais un plébiscite basé sur un homme n'a donné une majorité de « non ».

Le plébiscite du 28 septembre n'est d'ailleurs que la reconnaissance légale de la dictature née le 31 mai par suite de l'abandon, entre les mains d'un maître tout-puissant, par une majorité de parlementaires éhontés, des pouvoirs que le peuple leur avait confiés.

Cette dictature s'est déjà manifestée :

- par le blocage des salaires de la classe ouvrière active et des allocations, pensions et retraites des vieux travailleurs dont certains meurent avec 170 francs par jour ;
- par la liberté des prix ;
- par la saisie fréquente des journaux d'opinion ;
- par la défense aux ministres de prendre contact avec les commissions des assemblées.

Ceci, dictature larvée, n'est qu'un commencement. Nous subirons par degrés, après le 28 septembre, la dictature dans toute sa rigueur.

De Gaulle, monarchiste (le mariage d'un enfant du comte de Paris est déclaré par lui dans une lettre d' « événement national »), dédaigne profondément la classe ouvrière. Les salaires ? On les bloque. La Sécurité sociale ? On la réforme. La grève ? On la supprime. D'ailleurs ne vaut-il pas mieux, n'est-ce pas, réaliser cette entente idéale entre le capital et le travail qui sent d'une lieue — en exacerber — le « paternalisme » de Pétain ?

De Gaulle, cléricale forcené, laissera sans un geste, saper la laïcité de l'Etat et à plus forte raison de l'Ecole.

De Gaulle, dictateur et régisseur de toutes choses, mettra petit à petit sous le boisseau, avec la lumière de la claire Raison, toutes les libertés, de la liberté individuelle à la liberté de pensée et d'oppression.

Enfin, de Gaulle, général, ne peut être contre aucune guerre, ou d'Algérie ou atomique. Ses déclarations en apportent la preuve.

Je pousse le tableau au noir, dirait-on. Je pense, au contraire, qu'il s'agit d'une esquisse à peine brossée ; le noir viendra lorsque notre « président-dictateur », fatigué, trop vieux ou dégoûté (il se dégoûte facilement), passera la main à la dictature militaire des colonels-général, sur laquelle il n'est pas besoin d'insister.

Toutes ces menaces sont donc, dès maintenant, suspendues sur vos têtes. Pourquoi sur nos têtes ? Parce que, syndicalistes révolutionnaires, nous devons être, nous sommes à chaque instant à la pointe du combat pour la défense du pain et des libertés menacées : qu'en conséquence, il est normal, il est logique, que nous soyons les premiers à subir !

Tenir quand même... Voilà où le titre de l'article se justifie. Nous en avons vu d'autres, certes, mais à part la dictature ridicule de Pétain (dont nous saluons et honorons les victimes) nous n'avons eu ni Salazar, ni Franco, ni Horthy, ni Mussolini, ni Hitler.

Jamais depuis cent ans la France n'a enduré ce qu'elle va connaître sous de Gaulle, de « piano » à « fortissimo » et sous ses successeurs.

A nous donc de bander nos muscles, notre cœur et notre cerveau de syndicalistes révolutionnaires pour les premiers, organiser contre cette dictature neuve la Nouvelle Résistance.

Tenir quand même ! Nous tiendrons !

Louis HOBEY

## Les événements en Nouvelle-Calédonie

**L** s'en est fallu d'un rien pour que la Nouvelle-Calédonie ne devienne une nouvelle Indochine ou Algérie, avec le cortège d'abominations d'une guerre civile sans raison d'être. Un groupe infime d'ambitieux, n'ayant rien compris au mouvement général d'émancipation des peuples colonisés, a failli arriver à ce résultat.

Ce sont ceux qui n'ont jamais admis pour définition les avantages accordés aux indigènes depuis la dernière guerre mondiale ; ceux qui caressent encore l'espoir insensé du retour à la main-d'œuvre négrière que l'on payait d'une ration de riz et de quelques francs et, parfois, de coups de pieds au derrière ; ceux, enfin, où les représentants de ceux qui, dans ce petit pays, possèdent encore aujourd'hui 50.000, 60.000, 70.000 hectares de terre et en ont, en outre, plus de 100.000 hectares en location, alors que l'on ne peut donner à chaque Français les 25 hectares dont il a droit, conformément à la loi, sous le prétexte qu'il n'y a plus de terres. Or, que font les possesseurs de ces immenses étendues ? Rien. Ils laissent paître du bétail qui vit à l'état sauvage, se nourrissant de mimosas et de piquants. Nulle graminiée n'a jamais été plantée par ces accapareurs. Aussi, tous les ans, lorsque vient la période de sécheresse, le bétail squelettique meurt dans les brousses par centaines de têtes. Les propriétaires demandent alors des indemnités au Territoire pour compenser leurs pertes. Nulle industrie laitière ou fromagère ! Des propriétaires de milliers de têtes de bétail boivent du lait en poudre ou en boîtes. Les fromages sont importés de France. Tels sont les « révolutionnaires » et leurs valets qui, devant la réussite du 13 Mai à Alger, tentèrent le même coup, cinq jours plus tard, en se réclamant du Gaullisme. A ceux-là, cela va sans dire, s'étaient joints les accapareurs du sous-sol, dans la même proportion citée plus haut pour les terres. Ce sous-sol qui était faiblement riche en minerais de toutes sortes il y a 70 ans, l'est encore suffisamment pour assurer la prospérité du Territoire s'il

était équipé d'une façon moderne. Mais comme les capitalistes se sont contentés, au cours des ans, de faire des superbénéfices, l'on en est, aujourd'hui, à ne pas pouvoir concurrencer le Canada, par exemple, qui exploite du nickel titrant 1,5 % mais avec des moyens modernes, alors qu'ici l'on a du minerai titrant 3,80 % en moyenne.

Les événements du 18 juin n'ont pas été spontanés. Une longue préparation avait été faite au préalable. On avait commencé, avant les dernières élections par fonder le Parti Républicain Social qui comptait, naturellement, tout ce qu'il y a de plus réactionnaire parmi les ultras. Un Henry RIVES, était venu de France pour mettre cette organisation au point. On laissait entendre que l'on avait le général de Gaulle derrière soi. Un journal ronéotypé fut fondé, avec naturellement, la Croix de Lorraine en manchette. On fit de nombreuses réunions (pas contradictoires, bien entendu). On parcourut les localités de l'intérieur où l'on visitait les colons, grands ou petits individuellement, en leur démontrant à l'aide d'arguments appropriés que la loi-cadre était une hérésie. Qu'il fallait le double collige, que les libertés et avantages accordés aux indigènes après la Libération devaient être révisés car ils n'étaient pas encore aptes à un tel changement. Qu'il fallait procéder par pallier, etc., etc. Tout cela évidemment dans l'intérêt de l'individu contacté. On ne regardait pas à la dépense.

Malgré l'appui de quelques grands chefs ambitieux qui, s'ils voulaient bien se libérer des blancs n'avaient jamais accepté que l'indigène de la tribu se libère du Grand Chef et de ses notables (avant l'arrivée des blancs le Grand Chef était une espèce de Roi Divin ayant droit de vie ou de mort sur ses sujets). Avant la mise en place de la loi-cadre il avait encore des pouvoirs exorbitants. Aujourd'hui, il n'est plus qu'un simple citoyen comme ses anciens sujets. Toutefois, son prestige n'est pas effacé et, en maintes tribus il est obéi presque comme autrefois. Cependant, d'année en année, ce prestige s'estompe. Les indigènes prennent rapidement conscience qu'ils sont des hommes libres. L'école fait le reste et la génération qui monte sera dix fois plus instruite que les Grands Chefs ou Chefs.

Or donc, devant la réussite d'Alger, cinq jours plus tard, prétextant l'anniversaire de la déclaration lue à la radio de Londres par de Gaulle, le 18 juin 1940, l'on décida de déposer une gerbe au Monument aux Morts de la guerre. Appel fut fait à la population par un Comité de Présidents d'Associations dont les membres n'avaient pas été, bien sûr, consultés. Appel fut fait dans le quotidien, aux magasins, et patrons pour qu'ils donnent congé à leur personnel afin que la manifestation soit plus imposante. Un détachement de soldats et de marins, précédés de la clique, corsait la manifestation. Bref, il y avait du monde autour du Monu-

ment aux Morts où fut lu, dans le silence, l'appel de juin 40.

Sitôt cette lecture terminée des cris retentirent « A bas Lenormand », « Démission », « Au poteau », et autres cris divers. Puis les cris « Au gouvernement », « Tous au gouvernement ». L'on espérait ainsi que la foule emboîterait le pas. Mais les faiseurs de coup d'Etat se retrouvèrent tout au plus 300 au Palais du Gouverneur. Les photographies prises à ce moment ne laissent aucun doute à ce sujet.

Un avocat, porte-parole des ultras, fit un discours énonçant les griefs formulés contre le député Lenormand. Or, et c'est là que le burlesque commence d'apparaître, Lenormand a toujours été élu avec des majorités accrues parce qu'il a fait une politique résolument « avancée », prenant la cause des ouvriers et des indigènes en mains, marchant avec les syndicalistes, luttant contre les milliardaires de l'île, ce qui ne s'était jamais vu d'un élu. Aux dernières élections il a eu 62 % des voix. L'avocat, dont il est question plus haut, a été, lui, aux dernières élections balckboulé de conseiller général obtenant le chiffre piteux de 215 voix. Tel était le porte-parole, soi-disant de la population. Naturellement, il parlait aussi au nom du Gaullisme. Or, en 42, le représentant de De Gaulle, d'Argenlieu, l'avait fait arrêter. Voilà pour le gaulliste.

Quoiqu'il en soit, l'on désigna une délégation pour être reçue par le Gouverneur à qui elle demanderait la destitution du Ministre Lenormand. La délégation fut reçue et, coup de théâtre, qui démontre que l'affaire était montée d'avance, du moins tout le fait croire, le Gouverneur suspendait le ministre Lenormand, largement majoritaire à l'Assemblée. Pendant l'affaire, les magasins charitablement prévenus que leurs vitrines pourraient se casser, avaient tous congédié leur personnel et fermé leurs portes. Tout Nouméa était dans les rues sans savoir au juste ce qui se passait. Après la suspension de Ministère (qui n'a jamais cessé de fonctionner) autre côté burlesque, les « émeutiers » se rendent à la Mairie — le Maire, directeur de la plus importante Maison de la Place est pour eux — et constituent un Comité de Salut Public. Auparavant, courageusement, ils cassent la figure au seul élu syndicaliste venu au Gouvernement sur convocation. Voilà cette infime minorité, composée au surplus en majorité d'hommes venus de l'intérieur, maîtres de la rue devant l'inertie totale des forces de l'ordre qui semble être une complicité. On péroré à la Mairie sans trop savoir ce que l'on veut faire. Finalement, on décide de siéger en permanence et d'envoyer une délégation à Paris auprès du général de Gaulle. Quelques énergumènes attaquent des personnes isolées, notamment trois syndicalistes qui viennent de terminer leur travail de nuit au Nickel. Les attaquants ont des fusils.

(Suite en page 4.)

## LA CHARITE

**D** EPUIS des millénaires des hommes exploitent d'autres hommes. Je ne m'impose pas ici d'en écrire l'origine. Des écrivains, savants, sociologues, philosophes, l'ont fait, et leurs écrits sont signés de noms illustres ; ils sont passés à la postérité et y resteront sans aucun doute.

C'est de là que sont nées les inégalités sociales, partageant ainsi le genre humain en deux catégories bien distinctes : les riches d'une part, les pauvres de l'autre. C'est de là aussi qu'à ces époques reculées naquit la misère, implantant conjointement le paupérisme universel.

Les conditions effroyables dans lesquelles vécut la plèbe menacèrent parfois l'ordre établi. Malgré la résignation dans laquelle on la maintenait, un danger apparaissait pour les possédants ; il fallait y pallier de toute urgence.

Moins par remords de la jouissance injustifiée d'un luxe souvent scandaleux que pour assurer leur bien-être dans la sécurité, les plus habiles à ces époques primitives ouvrirent la pratique de la charité, aidés en cela par les idéologies religieuses naissantes, désireuses de s'assurer un pédestal.

Maintenus dans une ignorance séculaire, instruits seulement des rigoureux devoirs envers leurs seigneurs et maîtres, ils ne croyaient qu'au bonheur dans le ciel ou dans la charité, et restaient sur la terre les perpétuels esclaves et parias.

Bien des régimes ont passé, mais de nos jours, malgré le progrès sous toutes ses formes, la situation du peuple n'a guère changé.

Sous des influences diverses, techniques et culturelles surtout, il apparaît que l'abondance des produits, qui peut assurer la suffisance à chacun, a suscité bien des récriminations dans le monde ouvrier, à qui le Parlement refuse tout mieux-être. Le mécontentement et les revendications jaillissent de toutes parts, cependant que les refus se succèdent, particulièrement en ce qui concerne la vieillesse, dont le passé est digne de tout éloge.

On lui applique impitoyablement le « Vae Victis » en lui reprochant même sa longévité dans l'arrêt du travail. L'amertume est à son comble. A tout cela les pouvoirs publics proposent la charité, se déchargeant ainsi de leurs responsabilités sur les collectivités civiles.

Mais que vient faire la charité devant un tel problème ?

Elle est pratiquée, disais-je au début, depuis des millénaires en tous lieux et n'a jamais apporté la moindre solution au problème de la misère. Il s'avère que tout est mis en œuvre pour en faire une institution nationale. Les multiples collectes faites dans tout le pays, sous son patronage et son contrôle, le prouvent surabondamment. Les résultats sont dérisoires et sans effet, mais ils entretiennent l'idée que quelque chose de bien est fait pour la vieillesse.

Beaucoup trop, et les mieux intentionnés, y croient encore, s'écartant ainsi de la véritable solution qui est, non pas soulager une misère entre mille, mais de la supprimer puisque l'époque en est révolue pour ce faire.

L'ère de la suffisance des produits de toute nature est atteinte : les statistiques le prouvent.

Je reconnais très volontiers que des âmes bien nées, ulcérées au spectacle de tant de souffrance imméritée, accomplissent le geste humain d'un bienfait, très louable en soi, libérant ainsi leur conscience tourmentée. Mais ce geste ne peut en aucun cas devenir le point de départ d'une institution d'Etat qui, généralisée, devient l'obstacle n° 1 de l'imprescriptible Droit humain et de sa réalisation, primant tous les autres, sans jamais les annuler ni les exclure.

Ces collectes nationales à grand tapage sont avant tout spectaculaires, et n'ont d'autre effet que de créer dans l'opinion publique une psychose tendant à faire croire que tout est fait en faveur de la vieillesse, alors que le résultat en est des plus dérisoires. Voyez plutôt la dernière en date (1955) qui, en France, sous le très haut patronage de Mme René Coty a produit 120 millions, représentant 26 francs à chaque vieillard indigent du pays.

Du reste, cette somme a été répartie à des œuvres privées qui en ont fait des emplois divers et appropriés.

Or, moralement, la charité écrase la dignité de l'individu ; elle consacrerait la supériorité de celui qui donne sur celui qui reçoit. Elle affirme sur ce dernier un droit de jouissance sur l'indigence ; elle humilie au lieu de relever. Elle contribue à l'abaissement du niveau moral humain, le plus bel apavage de l'être en ce monde. Elle perpétue l'injustice au détriment de sa dignité, le maintient en vassalité par les largesses des autres.

La charité prend toujours figure de démarche inacceptable qui, soumise à l'humour individuelle, se substitue à la société, à qui revient le partage des provisions.

Et le gouvernement, s'écartant de plus en plus de son rôle essentiel, favorise et encourage ces stériles manifestations par leur nombre sans cesse croissant.

On en arrive ainsi à cette angoissante conclusion d'assister au paradoxe odieux de voir les riches, les puissants qui, outre les biens qu'ils possèdent et en usent souvent de façon scandaleuse, revendiquent la gratitude de ceux qu'ils ont réduits à la misère par l'exploitation.

Mal comprise, mal appliquée, la charité se retourne contre son but qu'elle relègue sans cesse. Son droit d'usage est formellement contesté ; elle ne peut l'acquiescer que dans le sacrifice au culte de la solidarité.

Mais hélas, nous en sommes encore loin !

(A suivre.)

Emile BABOUIOT

## X<sup>e</sup> CONGRES DE L'A.I.T.

Malgré la situation confuse qui règne depuis quelque temps en France, le X<sup>e</sup> congrès de notre Internationale anarcho-syndicaliste a tenu ses assises à Toulouse, pendant la dernière semaine d'août dernier.

Les délégations des dix pays représentés ont fait preuve, dans l'ensemble, de bonne volonté pour arriver à résoudre certains problèmes assez délicats, et cela malgré le manque apparent d'informations précises de la part de quelques délégués.

En attendant le compte rendu détaillé du Congrès qui sera adressé à tous les syndicats Unions locales et régionales, nous pouvons déjà nous

réjouir de la position ferme du Congrès, qui a ratifié les accords pris au IX<sup>e</sup> Congrès au sujet de nos principes, tactiques et buts poursuivis. Le malaise international actuel a fait l'objet d'une étude très approfondie, visant à regrouper et à redonner courage à tous ceux qui, de par le monde, refusent encore à croire qu'il n'est pas possible de construire une société sans exploités ni bourreaux ; une société basée sur la sagesse, la logique, la liberté et l'amour du Prochain.

Souhaitons que chaque délégué apporte à sa section l'écho de cette volonté et de cet idéal.

UN DELEGUE

# Réflexions après une visite insolite

En rentrant chez moi, quelle ne fut pas ma surprise de trouver mes affaires en désordre. Visiblement, un visiteur insolite s'était permis de violer mon domicile ; aussi, je ne puis réprimer un juron de colère : « Quel est l'imbécile qui a osé me prendre pour un capitaliste ? ». En remettant en place mes choses, je maugréais : « Ce salaud est capable, n'ayant rien trouvé, d'aller déposer une plainte pour abus de confiance », mais cette idée saugrenue me dérida et je pensais à la déception de cet étrange visiteur.

En reconstituant la scène, après avoir encouru le danger de se rompre les os pour rien et celui d'être surpris, je le voyais fébrilement chercher mon magot, pendant que de mon côté je travaillais pour gagner la vie de mon patron et mon modeste quignon de pain, et je comparais la similitude, hormis ses risques de contrevient, des dangers qui nous solidaient. Certes, si j'étais tué accidentellement dans l'exercice de ma profession, mon patron n'hésiterait pas à afficher pour mon oraison funèbre : « On demande un commis », tandis que pour lui la justice s'éteindrait.

J'étais absorbé à ces dissertations quand le pas mal assuré du père Jo me fit comprendre la douloureuse réalité.

Honnête, cet homme le fut toute sa vie, sa lamentable histoire est sublime d'héroïsme. En 1914, il partit tout joyeux, la fleur au fusil, confiant à la patrie en danger, ses économies et sa peau. Un beau certificat illustre la reconnaissance du pays, trois blessures, soulignées par un bout de ruban, attestent sa fermeté, seul l'« Etron » napoléonien lui manque... ceci pour les faits de guerre. Mais le père Jo fut aussi un modèle professionnel. Ses patrons ne lui reprochèrent qu'une chose : son âge ! En 1940, ce puits intarissable de loyauté patriotique, perdit son fils aîné quelque part en Belgique. A la défaite, avant l'appel de l'homme du 18 juin, confortablement à l'abri des nazis, le père Jo dit à son second fils : « Ton devoir est de combattre l'envahisseur. » C'est ce qu'il fit. Pris par les hitlériens, torturé, ce dernier soutien mourut en camp de concentration. Mais la douleur n'empêcha pas ce vieux bonhomme d'aller à la rencontre du grand « sauveur » qui n'avait jamais risqué la moindre égratignure.

D'auteurs trouveront sans doute que j'exagère ou m'accuseront de faiblesse envers l'individu qui avait l'intention de me dévaliser, pourtant je n'accepte pas ce jugement. D'abord il appartient à celui qui veut rester objectif de ne pas répondre sans une analyse complète.

Je demande donc à mes censeurs un peu de réflexion.

1° Comment qualifier certaine attitude vis-à-vis d'hommes comme le père Jo ?

2° Comment justifier certaines lois qui ne satisfont pas les buts pour lesquels elles ont été promulguées ?

3° Etablir la responsabilité absolue de chacun ou absoudre les actes, si elle ne peut être déterminée.

1° Le père Jo, travailleur assidu durant plus de cinquante ans, honnête, blessé de guerre, ayant perdu ses deux fils, et, à cause de son âge, congédié par son patron sans la moindre considération, ses économies envolées par les dévaluations et autres inflations et, pour récompense à cette vie de loyauté, l'Etat, qui l'a usé, a transformé son or en vil papier et l'a privé de l'appui de ses enfants, lui offre 285 francs par jour, alors que d'autres individus qui n'ont souvent offert que vingt ans d'activité, plus ou moins nécessaire ou utile, reçoivent des pensions variant de 500.000 francs à deux millions.

2° Les lois dites sociales n'offrent à ceux qui paient, aucune garantie de toucher au prorata de leurs ver-

sements obligatoires. C'est ainsi qu'un travailleur ne peut obtenir de l'U.R.S.S.A.F. l'assurance que son patron verse ses cotisations retenues par lui, mieux, au cas précis où l'employeur ne verse ni la part retenue à ses ouvriers ni la sienne au service des recouvrements, au moment de sa retraite l'ouvrier est frappé des cotisations non versées (cependant retenues par son entreprise) ; de même, il lui est impossible de savoir si son patron verse sa part, alors que celle-ci entre dans le prix de revient, dans les bénéfices et en déduction des impôts. Cela a un nom. Il est monstrueux que dans un régime qui se proclame démocratique, les lois sociales soient une source inconditionnelle de profits pour l'Etat et le patronat, tandis que pour le travailleur elles ne soient qu'une promesse de prévention conditionnée excluant impitoyablement son contrôle.

3° Avant de condamner un individu pour un acte, certes répréhensible, il faut mettre tout le système en accusation. Or, il ressort que l'ouvrier est considéré moins important que le cheptel ; on lui prend son argent sans lui demander avis ; on lui refuse tout droit de contrôle pour savoir ce que deviennent ses retenues, alors que lorsque, pour des raisons de santé, il a besoin de recourir à l'organisme imposé, on l'oblige à passer par les fourches caudines d'une administration soupçonneuse. Si, pour des raisons d'intérêt, son employeur le renvoie, il est réduit au chômage avec, pour consolation, une allocation. Si, jugé trop âgé, on lui donne une aumône, cette aumône est conditionnée selon l'application de lois existantes ou non pour le père qui a travaillé plus de cinquante ans, ainsi que tous ses contemporains. Le gouvernement, pour les « aider », n'a pas craint d'instituer la Journée nationale de la Vieillesse, poussant l'infamie à faire mendier sur la voie publique leur organisation, et, comble d'abjection, un groupement officiel est chargé de cette journée. Celui-ci prélève 20 % sur la quête, d'autorité,

dont 10 % pour les œuvres communales et 10 % pour l'organisme central, qui est aujourd'hui présidé par un ancien politicien, grassement payé avec l'argent récolté par des bénévoles, alors qu'autrefois cet organisme avait à sa tête un président honoraire et non rétribué.

On comprendra aisément qu'avant de condamner un individu, la société se doit de considérer devant le monument de douleur qu'ont été nos vieillards réduits à la plus ignominieuse des situations, que leur déchéance imposée par le régime ne saurait constituer une prime à l'honnêteté, mais au contraire un encouragement tacite à toutes les égrégences de notre jeunesse pour ce qui est de noble et d'humain.

Les avertissements n'ont pas manqué durant ce siècle. Si au lieu de créer des impôts nouveaux pour l'auto, la T.S.F., la télévision et toutes les inventions modernes, ceci dans le seul but de soi-disant renforcer l'autorité de l'Etat, prétentes mensonges pour camoufler l'augmentation du nombre des fonctionnaires, on avait au contraire diminué la peine de l'ouvrier, notre jeunesse n'aurait pas lésiné son effort et la moralité y aurait gagné. (Que l'Etat donne l'exemple, le citoyen suivra...)

Nul doute que dans ces conditions les apprentis sorciers n'auraient jamais songé à jouer les sauveurs, car comme toute ce qu'il s'agit de sauver c'est le capital, qui, impuissant à juguler le progrès, sent sa dernière heure arriver. Comme il est impossible d'espérer un choléra intelligent, souhaitons que nous puissions nous sauver à moindres frais de tous les sauveurs.

Quant à mon visiteur insolite, s'il est redevenu honnête travailleur par suite de l'échec involontaire que je lui ai fait subir, alors qu'il vient frapper à ma porte un soir, je l'inviterai à partager mon hareng saur. Qu'il m'excuse de ce menu frugal, mais en revanche je lui conterai l'histoire d'un honnête homme qui ne peut offrir qu'un hareng saur.

Camille ANDRES

# VIVE L'UTOPIE

On nous a souvent traités d'utopistes, d'illuminés, de demeurés, voire même de fossiles du mouvement syndical, ayant une conception syndicale rétrograde, digne de nos aïeux, et pourtant, camarades, si nous nous en donnons la peine, nous pouvons aisément constater que le temps nous donne raison, et que sans être des aigles, notre conception du syndicalisme, et des problèmes qui nous entourent, s'est avérée la seule réaliste, la seule valable.

Rappelez-vous, camarades, les années 45, 46, 47 et ensuite à l'époque où le mot d'ordre était de produire d'abord, revendiquer ensuite ; relever la Nation avant tout. L'union sacrée était faite autour d'un seul but : produire ; les travaux à la tâche, au rendement ; les heures supplémentaires sont depuis devenus chose courante chaperonnés par la majorité des Centrales syndicales.

Nous avions bonne mine, nous, les anarcho-syndicalistes avec nos 40 heures payées 48 ; nos mots d'ordre : « diminution des heures de travail sans

diminution des salaires », « contre le travail à la tâche, et les primes au rendement » ; « collaborer c'est trahir ».

Nous étions dans « l'euphorie patriotique » ; les emmerdeurs, les empêchements de tourner en rond, des névroses, quelle est la Centrale syndicale d'aujourd'hui qui ne se réclame pas, à cor et à cris, pour les 40 heures payées 48 ?

Rappelez-vous, camarades, quand nous avons lancé le mot d'ordre : « un mois de congé payé pour tous », la réaction des autres Centrales.

C'est impossible ; c'est trop demander ; c'est du domaine de l'utopie ; vous n'avez aucun sens des réalités ; l'économie française ne pourrait supporter une telle saignée, et pourtant ces messieurs de la S.F.I.O., pour des raisons politiques et des manœuvres électorales ont fait obtenir, sans aucune difficulté trois semaines de congé, et l'économie française ne s'est point écroulée, saignée à blanc.

L'échelle mobile unilatérale, et la revalorisation du pouvoir d'achat basé

sur l'indice général des prix de 1938 ; cette revendication n'a pas non plus échappé au terme qualificatif d'utopique.

On lui a préféré l'astuce du S.M.I.C., salaire minimum garanti et les cent et quelques articles. Il n'est nul besoin de parler de l'efficacité de ce système, où, une commission d'abusés établit les besoins de l'ouvrier, en se permettant de lui faire aimer ce qu'il aime pas, et ne pas aimer ce qu'il aime ; boire quand il n'a pas soif, et rester au lit quand il a envie de sortir... est-ce cela du réalisme ?

Le coût de la vie a augmenté de presque 50 % et certains produits de 200 %.

CHOMAGE

Le spectre du chômage commence à montrer le bout de son oreille ; les Etats-Unis, le Canada, l'Angleterre en partie sont en pleine récession ; le chômage y règne en maître, la production à outrance de l'après-guerre donne ses fruits : congestion du marché mondial, mévente, réduction du pouvoir d'achat, et du temps de travail, donc résultat logique : chômage, et il n'est pas hâlas ! nécessaire d'être un devin, ou un habitué à lire dans le marc de café pour savoir ce qui attend le monde... Une bonne petite guerre qui permettrait de purger les marchés mondiaux et nationaux du trop-plein des produits, et de l'excédent de main-d'œuvre...

Oui, camarades, le cycle capitaliste a parfait sa rotation. Production à outrance ; congestion du marché mondial ; mévente ; réduction des heures de travail ; donc compression du pouvoir d'achat du travailleur ; mévente intérieure = CHOMAGE, GUERRE.

Dans les années 46-47, où le mot d'ordre était de rebâtir la Nation, où tous en chœur, partis et syndicats, mettaient la main à la pâte, unis dans un seul élan patriotique, nous avons été les seuls à nous opposer, les seuls à proclamer que rebâtir la Nation était rebâtir le capital ; que la superproduction en société capitaliste n'aurait comme résultat que celui d'aboutir dans une plus brève échéance au chômage ; que la guerre était au bout de l'effort. Nos mots d'ordre n'ont pas été suivis.

Réduction immédiate du temps de travail ; pas de travail à la tâche ; pas de primes au rendement pour pallier à l'immédiat, et pour que le spectre du chômage ne soit plus qu'un mauvais souvenir, supprimons-en la cause : abattions le capital, et bâtissons à sa place une société basée sur la responsabilité du producteur ; la gestion économique aux syndicats ; la gestion sociale aux communes.

C'est de la folie, c'est irréalisable, s'écrieront nos confrères syndicalistes. Vous rêvez débout ; changer le régime capitaliste !... il faudrait se battre ; il y aurait des morts, et puis, ce système que vous préconisez ne marchera pas, etc., etc.,

Ces syndicalistes, réalistes à l'extrême (sic) ne se préoccupent pas de ces choses-là. Une augmentation de salaire ; une petite amélioration économique ; un coup de main à faire ou défaire tel Parti, c'est l'horizon de leur lendemain. Changer la société, ils n'y pensent pas. Que mettrions-nous à la place du capital ? Laissons ce casse-tête aux utopistes...

Si c'est de l'utopie que vouloir vivre dans un monde meilleur, nous sommes utopistes ;

Vouloir des lendemains sans crainte du chômage, nous sommes utopistes ;

Jour du fruit de ses efforts sans entraves, nous sommes utopistes ;

Vouloir mettre fin à toutes ces guerres, classiques ou nucléaires, nous sommes utopistes.

Et nous lutterons pour que cette utopie qui nous est chère, devienne une heureuse réalité.

JORDI

## Problèmes latents de l'Anarcho-Syndicalisme

### Affirmation de l'individualité et de la personnalité

Nous ne devons jamais affirmer de nos projets et de l'avenir ce que nous ne sommes pas résolument décidés à atteindre. C'est ainsi qu'on devrait inculquer aux enfants l'espérance dans le succès heureux de leur vie en leur disant qu'ils ont la possibilité d'obtenir les vrais bienfaits de ce monde, car personne n'obtient plus que ce qu'il en attend. Si nous désirons la prospérité, il faut nous placer dans une attitude mentale optimiste vis-à-vis de notre tâche au lieu de nous mésestimer et de limiter nos aspirations à des futilités et minuties.

Quiconque s'affirme pas son individualité et sa personnalité avec une fermeté inébranlable ne croit pas au pouvoir de sa propre énergie et ne sera pas capable de grandes entreprises parce qu'il ne sera pas muni du bagage nécessaire pour les réaliser.

Avant qu'il puisse espérer triompher d'une chose qu'il se propose de faire, il doit affirmer son individualité et sa personnalité avec la force de la conviction. Il doit polariser sa mentalité dans l'attitude positive qui engendre des résultats également positifs aussi bien moraux que matériels.

L'homme qui adopte cette attitude positive, puisse son courage dans sa propre confiance. Il construit son opinion sans l'aide de personne, ne craint pas de la soutenir, de la défendre, et n'hésite pas plus à discuter de celle des autres. Il n'est

pas une marionnette qui bouge la tête sur commande, mais il affirme ou nie par discernement propre sans bafoiller ni hésiter.

Cette qualité impérieuse du jugement d'indépendance des opinions non subordonnées aux influences de la pensée ni aux accommodements personnels est la caractéristique essentielle des hommes dont les actes et les idées ont influencé et influenceront efficacement la marche du monde. Ils entreprennent leur tâche avec une ferme conviction affirmant sans arrêt leur pouvoir pour les réaliser, et cette affirmation de leur individualité, les conduisit à la victoire parce qu'avant de parvenir à sa conclusion, ils s'étaient placés dans la victorieuse attitude mentale, sans laquelle la déroute aurait été inévitable.

La différence entre le sens positif et le négatif, entre l'homme qui affirme avec vigueur son individualité et sa personnalité et celui qui doute n'étant pas confiance en lui-même, équivaut au succès ou à l'échec.

L'homme positif règle sa vie dans l'accord parfait du « je veux, je dois et je le peux », tandis que l'homme négatif désordonne sa vie avec la dissonance du « je ne peux rien ».

L'homme positif sait vaincre les limitations des circonstances, la modicité des ressources et le manque d'occasions. Non seulement il croit, mais il se sait entouré d'une abondance inépuisable dont il peut tirer,

par son effort, tout ce dont il a besoin.

Par contre, l'homme négatif n'ose pas faire face aux circonstances, s'abandonne à l'influence de l'ambivalence et voit partout des limitations et des embûches, et le moindre obstacle lui paraît insurmontable.

S'il n'existait pas les qualités positives inhérentes à l'être humain, nous vivrions encore dans des cavernes et nous nous nourririons de viande crue. L'homme énergiquement positif va à l'encontre des obstacles, car pour lui ce sont comme des appareils de gymnastique qui stimulent son énergie et accroissent sa détermination de vaincre. Il sait que l'abondance qui l'entoure et toutes les forces de l'univers travaillent pour lui. Il sait que la victoire lui appartient par le droit de naissance et qu'il est venu au monde pour progresser, se perfectionner et être maître et seigneur de tout ce qui existe, dans un véritable ensemble d'amour, de paix et de solidarité morale humaine.

Nous aurons tous les pouvoirs et la volonté suffisants pour guider notre conduite à condition de réussir à actualiser notre énergie. Celui qui ne le fera pas verra celle-ci faiblir jusqu'à la perdre. Quiconque ne pense et ne travaille pour lui-même, quiconque n'affirme pas son individualité ne débrousse pas le chemin devant lui, par lui-même, sera emporté et enveloppé par les forces qui l'entourent sans cesse.

N'oublions pas que les forces extérieures nous poussent vers l'abîme (le négatif), tandis que les forces intérieures dirigent vers l'idéal (le positif). Tous, dans ce monde, nous sommes propulseurs ou propulsés. N'est maître de soi-même, que celui qui sait employer dans son mouvement ascendant les forces intérieures. Celui qui se laisse entraîner par les forces extérieures est un esclave.

Si nous n'espérons pas faire quelque chose d'utile pour marquer de notre empreinte notre passage dans le monde et justifier notre existence, dans l'attente qu'une force étrangère nous mette en mouvement, telle la locomotive pour le train, nous nous exposons à de terribles défailances sur le chemin de la vie. Tenons-nous pour dit que notre force est resserrée à l'intérieur de notre être et, comme le ressort dans l'horloge, attend que se déclenche le mécanisme de notre volonté. Mettons à profit cette force qui est à notre disposition, car aucune autre ne peut nous conduire aussi loin.

PEREZ GUZMAN

## ATTENTION !

Tout ce qui concerne « Le Combat Syndicaliste » (Rédaction et Administration), doit être envoyé à : J. SORIANO, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9°) C. C. P. n° 11.833.32 Paris

# HARO SUR L'INSTITUTEUR

ces lignes anonymes dans son bulletin : « Les parents ont décidé de ne plus envoyer leurs enfants en classe tant qu'ils n'auront pas obtenu le départ de l'instituteur. Ces habitants d'Argentières, tout de même, ils ont de l'audace. C'est qu'ils ne manquent pas d'originalité. Les hommes sont presque tous des chasseurs habiles. Il faut les voir le dimanche matin surtout, se mettre en route malgré la pluie, la grêle ou la neige pour tirer un faisceau venu des élevages voisins ou même un simple perdreau. Evidemment, ils ne font pas partie de la Ligue de protection des oiseaux et ils n'en ont pas reçu de félicitations d'un bonapartiste distingué, le prince Murat. Mais cela ne les empêche pas, tout en se regalant de bon gibier, de respecter les oiseaux utiles. »

« En outre, poursuit M. le curé, ces cidriers (que ne fait du cidre à Argentières ?), descendants de vignerons, ont tous la mauvaise habitude de ne pas boire d'eau, de ne pas même se contenter de cidre, de ne pas se refuser, dans leur pénible

journée de labeur un bon coup de rouge. Ah ! certes, ils ne font pas partie de la Ligue anticoolique. Et ils ne laissent rien perdre. De l'eau de vie de pomme, ça se laisse boire un jour de fête, etc... »

L'ami Ciron, point de mire de la gent politique et ecclésiastique de son village et du canton, est d'une autre taille que le ciron de la fable ! Grand par le cœur, il possède aussi un caractère bien trempé. Sa ferme position lui a valu le soutien du Syndicat des instituteurs, de son inspecteur d'Académie, « homme énergique qui n'a cédé devant aucune pression ». De toutes parts, lui arrivent des encouragements de collègues solidaires de sa lutte. Répliquant à l'abbé Barrault, « La Raison » écrit :

« N'a-t-il pas osé, cet homme, conseiller à ses élèves de ne pas pratiquer le culte de la dive bouteille ? Il n'a pas borné la ses crimes. Il a signalé l'insalubrité des eaux... peut-être, après tout, nocives, peu de gens en buvant. Il a osé s'élever contre les massacres de petits oi-

seaux qu'il considère comme des animaux utiles... Vous vous rendez compte, combattre l'alcoolisme dans un pays où il prospère si vigoureusement que le moindre buveur de lait est politiquement condamnable ! On a fait passer M. Ciron devant un médecin psychiatre... et cependant les psychiatres n'ont pas trouvé M. Ciron fou. Alors, on lui a suggéré de demander son changement. Mais il ne veut pas s'en aller. C'est un lutteur. Dans sa morale laïque, il trouve des motifs de tenir bon. Alors que tant de pauvres types cèdent à diverses pressions, lui entend résister. Car il ne s'agit que de six familles, trois liées par la parenté, trois autres liées par des intérêts ou des craintes matérielles. »

Et « La Raison » conclut : « Il faut briser ce complot sorde, ridiculement mesquin. Nous devons accorder à cet admirable laïque, à cet enseignant si hautement, si pleinement conscient de sa mission, tout notre appui moral et actif. »

Dans sa lettre du 3 septembre,

Ciron me dit : « Rien n'a été fait pour faire réintégrer la classe. Je vais me retrouver au 1<sup>er</sup> octobre dans la même situation. D'autres cas de grèves scolaires vont éclater en Seine-et-Marne. Des collègues m'écrivent se trouver dans la même situation que moi. »

F.-V. Berthier dit dans « Défense de l'Homme » : « Sans doute ne serait-il pas mauvais de ranimer certains débats, sur la loi Barangé ou sur la richesse des congrégations. J'ai peur que l'affaire d'Argentières ne fasse un peu trop querelle de clocher et je crois qu'il serait bon qu'elle se dissipât avec le minimum d'agitation. L'auteur de « Chéri-Eonhomme » me permettra, pour une fois, de ne point partager son apparente quiétude. Quelque peu « nourri dans le séral », je crains au contraire, pour sporadiques que soient les attaques dirigées contre les instituteurs militants reconnus, qu'elles ne s'inscrivent pas moins dans un plan, mûrement réfléchi et patiemment exécuté pour saper l'Ecole laïque ; nous en avons déjà

ici relaté quelques cas. J'en connais pour mon compte un autre, inédit encore, mais j'aurai peut-être l'occasion d'en parler plus en détail. En 1956, un instituteur rural militant syndicaliste et pacifiste fit signer dans son village une pétition contre la guerre d'Algérie. Le 11 novembre suivant, en protestation contre une déclaration publique du maire, favorable à la « pacification » algérienne, il ne conduisit pas ses élèves au monument aux Morts. Le maire, homme de la réaction locale qui l'emploie, en termes les meilleurs avec un militaire de haut grade, fit jouer ses relations et obtint du ministère de l'Education nationale une menace de déplacement pour l'instituteur. Celui-ci, bien décidé à n'être chassé de son école que par la force, refusa de solliciter sa mutation. Quelques mois plus tard venait la victoire chaudement acquise ; le Comité consultatif départemental unanime (représentants de l'Administration et du Personnel réunis) s'opposait au déplacement par le Ministère. Nous avons donc d'excellentes raisons d'encourager notre ami Ciron à rester ferme sur ses positions et nous demandons instamment à tous les amis de la laïcité de le soutenir dans sa lutte.

Gabriel DUVAL

DEPUIS trente ans dans l'Enseignement, René Ciron est instituteur en Seine-et-Marne, à Argentières, village de cent vingt-huit habitants, sans eau potable ni aucun commerce. Sa classe groupait jusqu'au 29 mars dernier onze élèves qui, depuis — à l'exception d'une —, font la grève. Quels griefs fait-on à l'instituteur ?

Voici ce que Ciron lui-même écrit à F.-V. Berthier qui le reproduit dans « Défense de l'Homme » :

« On me reproche de faire de l'antialcoolisme militant. C'est vrai. De protéger les oiseaux. Encore exact. Je suis le fou qui élève des mésanges, des rossignols, des pinsons. Mes hôtes ailés jouissent d'une totale liberté. Je ne leur offre que le gîte et le couvert. J'ai multiplié dans le climat l'avifaune. J'ai fait cesser les hécatombes d'oiselets que l'on culsait au beurre noir. J'ai de superbes bouvreuils améthystes que j'ai acclimatés. Avec Marc Blanpain, nous avons obtenu en 1956 la suprême récompense de la Ligue de protection des oiseaux ; je suis fier de mes hôtes ailés. Je ne partais jamais d'Argentières, j'en ai fait ma thébaïde. »

De son côté, l'abbé Barrault, curé de Verneuil-l'Étang, venant à la rescousse de ses paroissiens, imprime

19° U. R. MARSEILLE

Notre action syndicale

On a beaucoup bluffé sur la lutte syndicale menée à Marseille. Depuis les dernières augmentations dérisoires octroyées aux travailleurs du bâtiment et de la métallurgie, les prix des denrées alimentaires ont fait un bond astronomique grâce à la complicité des autorités gouvernementales...

Cette politique de bas-salaire, les caïds des centrales syndicales réformistes n'osent l'aborder dans leurs discussions avec leurs syndiqués, trop préoccupés à ménager les intérêts des souteneurs de la hiérarchie des salaires...

Certes il ne faut pas ignorer que les plus nombreux de ces malheureux ne s'occupent guère de leurs intérêts, hélas, ils ne sont même pas syndiqués, et lorsqu'ils le sont ce n'est que pour suivre aveuglément les ordres de leurs chefs syndicaux qui se gardent, eux, de les éduquer pour des luttes plus efficaces...

C'est à nous cégétistes, d'éclairer cette masse de travailleurs en leur montrant les principes de l'anarcho-syndicalisme, car nous seuls, pouvons organiser le combat qu'il faut dans une lutte sans merci, contre les exploitateurs et contre l'Etat seuls responsables de cette injustice sociale.

Sans les tribulations qui ont sapé la C. N. T. en prétextant l'unité et la formation de cartels des minorités des autres centrales autonomes ou autoritaires dans le but de contacter le plus grand nombre de la masse ouvrière ces tribulations ont réussi à affaiblir un organisme dont les principes sont les reflets fidèles de ceux énoncés par la première Internationale, la vraie, il y a...

rait longtemps que le système capitaliste aurait disparu.

Il est illusoire de croire que les centrales réformistes, ou plutôt leurs responsables respectifs souhaitent l'unité des travailleurs. A moins d'y voir la mauvaise foi de certains éléments soit disant anarchistes ayant un intérêt politique pour saper les bases du syndicalisme révolutionnaire et démolir son représentant organisé : La C.N.T. la seule connaissant et pouvant prendre les mesures nécessaires et efficaces pour rayer de l'histoire l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est pourquoi nous faisons appel aujourd'hui à tous les militants anarchistes, de toute autre organisation pour venir rejoindre notre C.N.T. et mener le combat pour la véritable émancipation de l'homme, pour la Liberté, sur les ruines et le cadavre du patronat et de l'Etat.

L'Union locale de Marseille.

HISTOIRE ENFANTINE

- Rue de Belleville : — Dis papa, mon chéri, qui sont ces messieurs devant nous ? — Je ne les connais pas, mon chéri ! — Qu'est-ce qu'ils ont sous le bras ? — Des mitraillettes ! — Pourquoi t'en as pas, de mitraillettes ? — ...?? j'suis pas gangster, moi !

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9°) TELEPHONE : TRUDAINE 78-64 PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche de 14 h. 30 à 18 h. 30

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats devront être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

DEUXIEME UNION REGIONALE

Adresser la correspondance au siège confédéral

SIXIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE NARBONNE Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE MARSEILLE Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1er arrondissement).

CANADA, terre promise

Il devient de plus en plus difficile, dans les pays de la vieille Europe de faire son chemin, de réussir.

La concurrence que provoque une forte densité de population, l'instruction chaque jour plus poussée qui nécessite pour chacun la possession d'une somme de connaissances plus importante, les économies nationales détériorées, par de multiples facteurs, et la pénurie de matières premières, ou leur difficulté d'exploitation quand elles existent, font que les jeunes gens, souvent animés par le goût de l'aventure tournent des yeux avides vers les pays neufs, où tout semble sourire à l'immigrant.

La pénurie de main-d'œuvre, le pouvoir d'achat élevé des salariés, une économie florissante, en apparence tout au moins — souvent favorisée par l'existence de matières premières des plus variées, en quantité presque inépuisable — utilisés adroitement par une publicité faite pour la satisfaction de certains besoins, sont des perspectives alléchantes qui incitent à s'expatrier pour obtenir une situation lucrative.

Le Canada est, parmi les pays neufs celui qui, à distance fait le mieux figure de « terre promise » ce qui explique l'afflux d'immigrants qu'il accueille. Il y a plusieurs années le panorama généralement brossé de ce pays était plus conforme à la réalité que maintenant, la situation a fortement évolué.

Depuis longtemps déjà, les organismes d'assistance aux immigrants et les dirigeants des centrales multipliaient les avertissements aux autorités fédérales quand celles-ci annonçaient, en juillet 1957, des mesures de restriction de l'immigration. Jusque-là on n'avait tenu aucun compte de ces avertissements et en cette année qui allait voir la plus sérieuse « récession » économique de l'après-guerre on appliqua même encore un plan prévoyant l'admission d'un nombre record d'immigrants (environ 250.000).

Les restrictions décidées ont notablement ralenti le mouvement. Il n'empêche que, comme les années précédentes et plus encore, des milliers d'immigrants vont connaître les difficultés les plus grandes et le chômage. Le rythme de l'expansion économique canadienne s'est nettement ralenti et ne correspond plus à l'abondance d'une main-d'œuvre qui, elle, ne cesse d'augmenter.

Cela est difficile à expliquer aux immigrants qui sont venus sur la foi de clichés véhiculés bien souvent par les organismes officiels canadiens, sur la foi aussi d'assurances et de renseignements prodigués par des représentants des services fédéraux d'immigration.

Il est pour le moins curieux de constater l'ignorance de beaucoup de Canadiens à propos de l'immigration. On considère l'immigrant comme un pauvre type qui, réduit à la misère dans son pays, a décidé de « tenter sa chance » au Canada.

Afin d'atteindre ses objectifs annuels, en matière d'immigration, le gouvernement fédéral a pratiqué une propagande intensive, essentiellement dans les pays d'Europe occidentale. A cela rien de blâmable mais ce qui est répréhensible c'est le ton de cette propagande et les procédés auxquels il a recouru.

On n'a pas le droit de jouer avec le destin des hommes, même avec la conviction que c'est dans leur intérêt. Il ne s'agit évidemment pas de parler ici de mensonge systématique mais, depuis les textes de toutes sortes publiés à l'intention des « futurs immigrants » par le ministère de l'immigration jusqu'à l'interprétation qu'en font les agents du ministère et plus encore ceux des entreprises canadiennes de transport, maritime ou ferroviaire, tout concourt à offrir à l'immigrant un visage du Canada qui ne « colle » pas à la réalité de tous les jours.

Voilà quelques phrases extraites d'une note d'information distribuée massivement, jusqu'à ces derniers temps, dans les pays européens par les services du ministère de l'immigration. Et ce n'est pas la plus alléchante : « Le Canada a besoin d'immigrants de toutes les catégories mais spécialement d'ouvriers qualifiés et semi-qualifiés, de travailleurs agricoles, de manoeuvres, etc... Nos services d'accueil et de placement seront à votre disposition dans chaque ville pour vous conseiller, vous guider et faciliter votre établissement ».

Il faut avoir vu, au sortir des bureaux de l'immigration canadienne, à Paris, à Bruxelles, des jeunes gens, des hommes bondir littéralement de joie en agitant leur passeport désormais muni du visa pour le Canada, du droit d'entrée dans la « terre promise ». Ce ne sont ni des chômeurs, ni des ratés. Ce sont généralement des garçons de vingt à quarante ans, qui ont dans leur pays une situation leur assurant, à défaut d'un salaire élevé, la stabilité.

Essays de comprendre leur état d'esprit. Depuis plusieurs années ils ont lu dans des journaux et revues européennes des articles et des enquêtes exaltant l'expansion économique phénoménale du Canada. Ils ont pu y voir aussi des insertions publicitaires demandant des travailleurs de diverses catégories pour le Canada ; ils ont même pu entendre, en Suisse notamment, des émissions radiophoniques, voir des films célébrant les perspectives illimitées du Canada. Ces hommes ont la conviction d'y trouver pour eux et leur famille (ils sont souvent mariés) des possibilités d'avancement improbables dans leur pays.

Allez leur parler à ce moment des 400 à 500.000 chômeurs annuels au Canada, de l'instabilité dans l'embauche, de l'inexistence ou presque de toute sécurité sociale, de la course épuisante qu'il faudra faire d'un bureau de placement à l'autre, de la situation qu'ils trouveront après deux, quatre semaines pourvu qu'ils ne se montrent « trop exigeants ». Ils vous regarderont, incrédules et stupéfaits.

Ce n'est pas ce que disent les fonctionnaires canadiens à l'étranger qui est contestable généralement ; c'est ce qu'ils ne disent pas qui fausse tout et ouvre la porte à tant d'illusions à tant d'échecs à tant de drames.

L'activité des représentants de l'immigration canadienne à l'étranger se poursuit sous le signe d'une équivoque soigneusement entretenue. A celui qui s'enquiert du salaire moyen pratiqué au Canada on répond qu'il est de 60 à 65 dollars par semaine mais on se garde bien de lui signaler qu'une caté-

gorie de gens ne touche pas ce salaire. IL S'EN FAUT, et que lui, immigrant sera selon toute vraisemblance dans cette dernière catégorie. « Etes-vous disposé à commencer au bas de l'échelle ? », lui demandera-t-on. Le futur immigrant répondra affirmativement.

Dans sa pensée, en effet commencer au bas de l'échelle veut dire accepter d'occuper, pour un temps, un modeste emploi mais dans le cadre de son métier, ou de sa profession et de ses compétences. Mais dans la pensée de son interlocuteur cela signifie qu'il consentira à faire « n'importe quoi », y compris le rôle de gardien de nuit, de plongeur et de balayeur. Et cette équivoque se retrouve dans tous les domaines, à tous les échelons.

Rien de sérieux n'est fait pour préparer véritablement le futur immigrant à aborder avec réalisme son nouveau pays en pleine connaissance de cause. Le climat politique, le comportement psychologique des Canadiens, les problèmes d'ordre social et religieux, la situation dans le domaine scolaire et jusqu'au coût de l'hospitalisation, et des médicaments éventuels (dans un pays où seuls les riches ont le droit d'être malades), rien de cela n'est expliqué par le détail.

Faut-il indiquer que pour accélérer le mouvement d'immigration on n'a pas hésité à instituer le système du « transport à crédit » ou « prêt-passage » avantage fugitif qui se traduit bientôt pour l'immigrant par la hantise, à laquelle d'autres succéderont, du remboursement à effectuer ?

Faut-il dénoncer aussi les astuces qui consistent à définir, par exemple, en langue anglaise, à un Suisse de langue française, la formule par laquelle le futur immigrant s'engage à servir comme ouvrier agricole pendant un an ? Nous ne le croyons pas ; il y aurait tellement à écrire là-dessus !

Une chose est certaine. Une propagande fallacieuse a été complaisamment diffusée pour les besoins d'une cause opposée à celle des intéressés et trop de renseignements, susceptibles de les éclairer, ont intentionnellement été escamotés.

Il y a donc escroquerie morale nettement caractérisée imputable aux services d'immigration. Nous n'avions d'autre but que d'effectuer cette preuve et de mettre en garde contre certains « mirages » ceux qui voient chez les autres tout mieux que chez eux.

Nous ne manquerons pas ultérieurement de dévoiler le vrai visage du Canada. Il n'existe pas de « terre promise », ni là, ni ailleurs, la nature même du régime s'y opposant formellement.

CHRONIQUE JURIDIQUE

Jurisprudence et prévention

Faute inexcusable ou non ?

NOUS reproduisons aujourd'hui l'essentiel d'un jugement rendu le 3 décembre 1956 par la Commission régionale d'appel de Sécurité Sociale de Nantes, et qui n'a pas fait l'objet d'un pourvoi en Cassation. Ce jugement nous a paru particulièrement intéressant, du point de vue de la prévention.

Un tank est fermé hermétiquement depuis deux ans. Un trou d'homme y est pratiqué, par lequel descendent deux ouvriers. L'un d'eux tombe évanoui; le second peut remonter et appeler au secours. Deux sauveteurs, dont l'un est muni d'un masque filtrant, tombent évanouis à leur tour. Une des trois victimes ne peut être rappelée à la vie. L'enquête d'experts conclut à l'asphyxie par l'air confiné, appauvri en oxygène par la rouille qui s'est formée sur les parois du tank. La commission régionale d'appel juge que l'employeur a commis une faute inexcusable, car il aurait dû prendre les mesures de sécurité prévues par le décret du 10 juillet 1913, ou tout au moins faire prescrire au travail ordonné par un substitué compétent et à même de prendre toute mesure utile.

LE TRAVAIL ACCOMPLI

Un ponton-flotteur se composant de six compartiments ou tanks de dimensions égales, profonds de 2,80 m., fermés hermétiquement depuis dix ans, doit être amené en cale sèche pour procéder à des opérations de carénage. La société fait découper au chalumeau un trou d'homme dans chacun des deux tanks centraux, les fait remplir d'eau, ce qui permet au ponton lesté de passer sous une plate-forme fixe pour être conduit à la cale sèche.

Quelques jours plus tard, le 7 août 1953, deux salariés : MM. L..., tarificateur, et G..., métreur, sont chargés d'effectuer le mètre de travaux de peinture à l'intérieur des compartiments. Ils descendent d'abord dans les deux tanks centraux qui ont été vidés et effectuent leur travail sans être incom-

modés, sinon par la chaleur. Cependant, un autre ouvrier découpe un trou d'homme dans un troisième tank.

Le tarificateur et le métreur passent à ce troisième tank, disposent une échelle de bois et descendent.

L'ACCIDENT

Aussitôt descendus, ils se sentent incommodes et décident de remonter à l'air libre. Seul M. C... y parvient et appelle au secours. M. L... s'effondre au fond du tank.

Un pompier, qui s'est muni d'un masque filtrant, descend à son tour mais s'évanouit également.

Enfin, un ingénieur et un ouvrier parviennent à remonter les corps des trois victimes. Seul M. L... ne put malheureusement être ramené à la vie et succomba à l'asphyxie, malgré les soins prodigués par deux docteurs à l'aide d'appareils de réanimation.

Huit à dix minutes s'étaient écoulées entre l'évanouissement de M. L... et sa remontée à l'air libre.

LE PROCES

La veuve de M. L... cite l'employeur devant la Commission de première instance de Sécurité sociale de Nantes pour faire « dire et juger » que la société ou ceux qu'elle s'est substitués ont commis une faute inexcusable, « l'absence des plus élémentaires mesures de sécurité » ayant entraîné le décès de son mari. Elle demande pour elle et pour ses enfants mineurs une majoration de rente à la charge de l'employeur.

La Direction de l'entreprise affirme qu'il s'agit d'un accident d'un caractère exceptionnel et que ni la direction ni ses substitués ne pouvaient à aucun moment avoir conscience du danger encouru par la victime.

La Caisse régional de Sécurité sociale, intervenant à la cause comme partie liée, s'en rapporte à la sagesse de la Commission pour dire si la faute inexcusable doit ou non être retenue.

LA PROCEDURE

Le 7 juillet 1955, la Commission de

première instance ordonne une expertise. L'expert est chargé d'établir les circonstances exactes de l'accident, de dire si cet accident est imputable à un fait de l'employeur et, dans l'affirmative, de « déterminer la gravité de ce fait par rapport aux usages de la profession, aux conditions particulières des travaux, à la réglementation en vigueur, à la prévisibilité de l'accident, et au souci normal d'assurer la sécurité de l'ouvrier. »

Le 5 juillet 1956, sur le vu du rapport d'expert, la Commission juge que l'accident est dû à la faute inexcusable de l'employeur et accorde une majoration de rente.

L'employeur en appelle devant la Commission régionale d'appel de Sécurité sociale qui confirme, le 3 décembre 1956, la décision de première instance.

Nous allons examiner le contenu de ce dernier jugement, que nous présentons sous la forme d'une sorte de dialogue qui se serait engagé entre l'employeur et les juges d'appel.

LA CONSCIENCE DU DANGER

L'EMPLOYEUR. — Je ne pouvais pas avoir conscience du danger qu'encaieraient les ouvriers. Il a fallu, en effet, de nombreuses enquêtes et des travaux de laboratoire pour que soit connue la cause de l'accident.

LES JUGES. — Il n'est pas discuté que l'accident est dû au fait que, les tanks étant hermétiquement clos depuis dix ans, l'air confiné à l'intérieur s'est appauvri en oxygène par suite de la formation de rouille sur les parois métalliques intérieures, au point de n'avoir plus qu'une teneur en oxygène de l'ordre de 5 %. Or, toute teneur inférieure à 12 % est dangereuse pour l'homme.

Les ingénieurs de la société ayant décidé de faire peindre les parois intérieures des tanks pouvant être détachées par la rouille, devaient savoir, par simple mise en application de leurs connaissances et sans faire intervenir une imagination scientifique inutile en la cause, que, dans des compartiments clos depuis dix ans, la formation de cette rouille qui se produit

par l'absorption de l'oxygène de l'air avait amené ou pouvait avoir amené l'appauvrissement de l'air en oxygène.

L'ACCIDENT ETAIT PREVISIBLE

Soutenir, comme le fait l'employeur, que cette connaissance est d'un type strictement scientifique et théorique, est l'aveu même que l'expert a raison de dire que l'atmosphère du tank devait être « considérée comme suspecte ». Si les ingénieurs ne pouvaient connaître la teneur en oxygène exacte de l'atmosphère intérieure des tanks, qui n'a été connue que par des travaux de laboratoire, ils devaient craindre que cette teneur soit insuffisante et prendre, en raison de la prévisibilité de l'accident, des précautions élémentaires, par exemple faire assister les ouvriers d'une personne chargée de surveiller leur comportement. D'autant plus qu'il est notoire que tout travail dans un compartiment fermé présente des dangers.

L'EMPLOYEUR. — Les deux ouvriers étaient descendus quelques instants plus tôt dans deux autres tanks du même ponton sans être incommodés.

LES JUGES. — Il est évident que, dans ces deux tanks, l'atmosphère avait été renouvelée par le remplissage et l'évacuation de l'eau ayant servi au lestage.

L'EMPLOYEUR. — Au moment du découpage du trou d'homme, il y a eu émission d'un souffle suffisamment fort pour éteindre le chalumeau, ce qui donne à penser qu'il existait un air comprimé, mais non raréfié.

LES JUGES. — Le fait a été rapporté après l'accident, mais aucun préposé responsable compétent n'était sur place pour le constater et en tirer telle conclusion utile pour la poursuite des travaux envisagés. Au surplus, mélange de gaz comprimés ne veut pas dire air respirable comprimé.

MELANGE DE GAZ DELETERES

L'EMPLOYEUR. — Je n'ai commis aucune faute en n'appliquant pas les dispositions du décret du 10 juillet

1913 et de la loi du 31 décembre 1912 qui imposent la ventilation ou l'emploi de ceintures de sécurité lorsqu'il y a lieu de travailler dans des appareils pouvant contenir des gaz délétères. En effet, l'absence d'oxygène dans l'air ne fait pas de cet air un « gaz délétère ».

LES JUGES. — L'air est un mélange de plusieurs gaz. Ce mélange est fait dans des proportions données. Si ces proportions sont modifiées, il ne remplit plus sa fonction indispensable à la vie et devient destructeur, c'est-à-dire délétère au sens étymologique du mot.

L'air contenu dans le tank était donc devenu un mélange de gaz délétères. Les dispositions du décret du 10 juillet 1913 et de la loi du 31 décembre 1912 ont été prises pour le cas où des travaux sont à faire dans des cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères.

PAS DE CONTRAVENTION

L'EMPLOYEUR. — Aucune contravention n'a été retenue contre moi pour inobservation des prescriptions légales ou réglementaires.

LES JUGES. — Le fait qu'une contravention ait ou non été retenue par un organisme quelconque, ne peut lier les Commissions contentieuses de Sécurité sociale dans l'appréciation des faits qui relèvent de leur compétence.

LA VICTIME N'EST PAS FAUTIVE

L'EMPLOYEUR. — Si une faute peut être retenue, il s'agit d'une faute de la victime et non une faute de l'employeur.

LES JUGES. — C'est inexact. En effet, la qualification de tarificateur de la victime ne l'empêchait pas de s'être vu un agent d'exécution qui, en l'occurrence, a obéi aux instructions données par un ingénieur, auquel il devait rendre compte de son travail, mais auquel il appartenait de prévoir si et comment celui-ci pouvait être exécuté.

CONCLUSIONS DES JUGES

Ainsi, l'omission par l'employeur ou par ceux qu'il s'est substitués,

de prendre les mesures édictées par le décret du 10 juillet 1913 et la loi du 31 décembre 1912, ou tout au moins de faire prescrire au travail ordonné par un substitué compétent et à même de prendre toute mesure utile, est la réalisation de la faute lourde constitutive de la faute inexcusable au sens de l'article 65 de la loi du 30 octobre 1946, puisque ni l'urgence ni la difficulté de prendre des mesures nécessaires ne peut justifier cette carence.

ATTENTION AUX NETTOYAGES A SEC A PROXIMITE D'UNE SOURCE DE MISE A FEU...

« Le laboratoire municipal a fréquemment à intervenir à la suite d'explosions provoquées par des personnes qui procèdent dans leur logement à des nettoyages à sec au moyen de solvants volatils inflammables (benzine, essence). Quand il est possible de les entendre, elles font toujours valoir qu'elles pensaient avoir pris toutes les précautions pour éviter que ces manipulations, apparemment simples, ne se transforment en accidents. Or, l'enquête révèle qu'il subsistait toujours une cause de feu insoupçonnée. C'est tantôt la formation imprévue d'étincelles électriques par la manipulation d'un timper commandant une lampe, par le fonctionnement imprévisible d'une sonnette électrique, par la mise en route impetive du moteur du compresseur d'une armoire frigorifique, sous l'influence de son thermostat, tantôt la présence oubliée ou mésestimée de flammes plus ou moins rapprochées, pouvant même se trouver dans une pièce voisine, comme celle des appareils de chauffage, et surtout celle dissimulée dans les veilles des appareils producteurs d'eau chaude. C'est enfin, pour se limiter aux causes les plus fréquentes, l'existence dans la pièce d'un briquet du type catalyseur dont le filament de platine rougit spontanément dès que la richesse de l'atmosphère en vapeur combustible atteint une valeur suffisante. De telles explosions sont toujours graves. D'autre part, les vapeurs de ces solvants ont des propriétés toxiques qui sont loin d'être négligeables. »

# LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs  
REDACTION - ADMINISTRATION : Abonnements 12 numéros : 220 fr.; 24 numéros, 430 fr.; 48 numéros, 850 fr. Changement d'adresse : 20 francs.  
39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9<sup>e</sup>

## Lettre ouverte à un journaliste

Paris, le 5 septembre 1958.  
(Posté le 7-9-48)  
Monsieur Robert BONY  
à « l'Aurore »  
100, rue de Richelieu  
PARIS (IIe)

Monsieur,  
Vous voilà heureux, vous l'avez vu Place de la République, votre Général en peluche, il est venu dâmer ses élucubrations devant votre peuple de Paris, à peine 1 % des parisiens, car les travailleurs avaient autre chose à faire que d'entendre un politicien sénile. Je sais qu'à travers vos arguties vous ne manquez aucune occasion de tirer la jaquette des passagers clandestins qui passent... à la tête de ce que l'on appelle pompeusement le Gouvernement; celui-là il vous plaît d'autant qu'il est selon vous un « vrai » patriote, un sauveur l'homme, le DEUS EX MACHINA, le « rédempteur » et pourquoi pas Jésus en personne ?

Patriote, sans doute, mais patriote de haute paie, plus d'un anarchiste serait patriote à ce prix. Comme tout le monde, j'ai fait la dernière guerre et j'ai pu constater la différence des patriotismes, le simple soldat patriote à la maigre solde (pour ma part j'ai perdu mon salaire) l'officier à double solde. Le plus patriote c'est l'officier; sans compter que le soldat fait prisonnier, subit toutes les humiliations, alors que le patriote officier connaît (chez Hitler) l'OFFLAG, baraquement à double paroi, permission de spectacle, lit bien rembourré et respect de l'ennemi, voire même des serviteurs mis gracieusement à sa disposition par le vainqueur et choisis parmi les prisonniers de deuxième classe Français; quant aux généraux, prisonniers sur parole et livres de circuler à leur guise dans la ville qui leur est assignée, et aussi LIBRES de faire la ribouldingue avec les généraux ennemis. Et transportés en voiture jusqu'à leur lieu de détention, le soldat va à pied.

Ce qui me répugne le plus dans la mascarade de l'homme du 18 juin, c'est que voilà un individu qui n'hésite pas à gaspiller 20 ou 25 millions pour son prestige personnel alors qu'au même instant des millions de vieillards — dont de temps à autre, vous, journalistes distingués, vous daignez dire un petit mot — juste de quoi vous rallier les simples, afin qu'ils restent vos lecteurs — qui, eux, ont travaillé durement, ont été de VRAIS PATRIOTES, car ils ont offert et mis généreusement, sans conditions et sans contraintes, leur VIE à la disposition de leur patrie, du moins ils le croyaient; pour cinq sous par jour alors que vos patriotes amis touchaient double solde; car pour les premiers la patrie en danger signifie sacrifice, tandis que pour vos amis, cela signifie BENEFICE. Ces millions de vieillards crévent de FAIM.

Votre vieil ermite sorti de son trou, appelé dites-vous pour sauver la France de la révolution, on la connaît cette révolution, elle poursuit son cours, depuis SAKIET, embarcadère, et PARIS encerclé par les... D'ailleurs le débauché de SAKIET n'a eu qu'une faible majorité, et la plupart des politiciens qui lui ont accordé, ne l'ont fait que parce qu'ils avaient le trouillomètre à zéro, les bois de Paris étaient encerclés, Moch l'a d'une façon particulière affirmé, pour sauver leur peau et leurs bonnes gamelles. Que n'auraient pas fait nos politiciens ?

Soyez assurés que vous pourrez continuer votre campagne pour le représentant du SABRE et du GOUPILLON et même, que je continuerai à lire vos arguties, mais que j'entends ne participer en rien au plébiscite mon seul espoir, c'est qu'un choléra intelligent vienne régler le compte de chacun.

Je vous autorise à publier (tu parles) mais pas à faire le mouchard !  
Soyez généreux, insultez-moi, avec l'assurance que je n'ai pas les moyens de vous répondre, vous êtes journaliste.  
Croyez, cher journaliste, à mes sentiments humains et pas COCO, comme vous pourriez m'en accuser, j'appartiens au peuple blasé de tous les sauteurs et autres sorciers.  
Camille ANDRES

# Le jour de gloire est arrivé

TRAVAILLEURS, mes frères, le jour de gloire est arrivé. Vous en doutez ? Vous avez tort, car pas plus tard que le 4 septembre, jour mémorable entre tous — jour qui fera carrière dans les dates historiques — les promoteurs de la V<sup>e</sup> République ont décoré quelques cent prolétaires.

Ils ne font pas les choses à moitié, nos édiles; il n'est pas question d'une quelconque médaille du mérite du Travail ou de celle que l'on attribue à titre posthume aux prolétaires tombés au champ d'honneur, mais, tenez-vous bien... de la Légion d'honneur, ni plus ni moins.

Allons, salariés, haut les cœurs, tous les espoirs sont permis; nous tous sommes susceptibles d'être décorés. Un meilleur rendement, un peu plus de nerf, une plus large conception sur les rapports capital-travail et, qui sait, peut-être qu'un 13 mai, 14 juillet ou 4 septembre nous verra défiler en rangs serrés, arborant fièrement au revers du veston un modeste ruban rouge, à la vue duquel plus d'un bourgeois pâillira de jalousie.

Arrière Satan! ne viens pas troubler l'euphorie collective avec tes remarques insidieuses; oui, c'est entendu, les Cosaques nous ont devancés, les stakanovistes sont couverts de distinctions honorifiques, de toute sorte, et, de plus, perçoivent des gratifications en espèces sonnantes et trébuchantes, mais qu'importe. « Roma non fu fata in una giornata » il ne faut pas être trop exigeants, que diable, tout viendra en son temps.

Tous les espoirs sont permis, la V<sup>e</sup> République sera la plus révolutionnaire des Républiques; elle ne se contente pas de pondre de nouvelles constitutions de choc, mais sur le plan psychologique, elle est imbattable.

Jugez et méditez, vous les révolutionnaires anarcho-syndicalistes et autres illuminés qui avez lutté et voulez tout chambarder, pour supprimer du vocabulaire le qualificatif de « salarié » et d'« exploité ».

De Gaulle a dit et bien dit, que grâce à l'association Capital-Travail nous ne serions plus des salariés mais des « associés ». Grâce à cette nouvelle formule, finis les complexes qui creusaient un fossé infranchissable entre employeurs et salariés. Quand on parlera du patron, on ne dira plus c'est le « singe » ou le « bourgeois », mais c'est Durand, ou Dupont, mon associé... C'est fou ce que cette innovation peut changer la façon de voir les choses. Prenez, par exemple, un gars parmi la légion des manœuvres-balais, un gars bouffi de complexes qui se prenait pour un raté, appliquez sur lui le traitement capital-travail,

et le voilà qui, regonflé à bloc, vous dira être l'associé à son patron; ne vous étonnez plus l'usine ou le chantier, mais mon usine ou mon chantier.

L'association capital-travail, voilà la formule de l'avenir! Tous, la main dans la main, nous bâtissons dans un même élan une France forte et un capital prospère!...

Il va de soi que dans une société d'« associés » tout l'arsenal de la lutte revendicative sera mis au rebut; les syndicats feront office de mutuelles et les bonzes syndicaux seront chargés de mettre sur pied les arbres de Noël ou les mâts de cocagne à l'occasion des grandes fêtes...

Trève de plaisanteries, il est grand temps que l'on cesse de nous prendre pour des enfants, que l'on nous amuse, avec des hochets colorés, soient-ils « croix de Lorraine » ou « faucilles et marteaux », et que l'on nous endorme avec des promesses.

Il est grand temps, prolétaires, que tu comprennes que tous les politiciens, soient-ils de droite, du centre ou de gauche, cherchent à l'exploiter et à faire durer ta misère. Que tout n'est qu'une vaste fumisterie, avec fond sonore militaro-patriotique. Que l'on cherche à te faire marcher au pas, sous toutes les latitudes et sous tous les azimuts.

A tous les problèmes, à toutes tes demandes on te répond par des promesses, jamais tenues.

On manque de crédits pour te loger.

On manque de crédits pour t'enseigner et t'instruire.

Pour ton bien-être, on manque de crédits.

On n'en manque pas pour s'entretenir entre humains, que ce soit en Algérie, à Budapest ou au Moyen-Orient.

On n'en manque pas pour entretenir une armée forte et puissante, une police bien équipée et bien rémunérée.

On n'en manque pas pour fabriquer des engins balistiques ou des bombes « H ».

Alors... prolétaire, à toi de conclure.

JORDI.

## Les événements en Nouvelle-Calédonie

(Suite de la page 1)

Dans l'intérieur les choses sont plus graves. Des barrages sont établis sur la route en plusieurs localités par des individus armés. Des personnalités notamment des conseillers territoriaux, sont frappés et mis en prison ou détenus arbitrairement en d'autres locaux un ou plusieurs jours et abreuvés d'insultes.

Les forces de l'ordre laissent faire quand elles ne participent pas à ces exactions.

Deux jours plus tard la situation s'aggrave. Des groupes importants d'indigènes descendent sur Nouméa. Les forces « d'ordre » soldats compris, tentent de les empêcher de passer quatre ou cinq kilomètres avant la ville, qu'ils

gagnent par les petits chemins ou les brousses. Le lendemain matin on assiste à ce spectacle étonnant de groupes de dix, vingt, trente indigènes, calmes, impassibles, devant les portes des grands magasins, du Trésor, de la Chambre de Commerce, etc... La bagarre est dans l'air. Une fusillade, des morts et la guerre civile va commencer qui ne s'arrêtera plus comme en Indochine ou en Algérie, car les tribus, dans les montagnes, sont prêtes à tout plutôt que de redevenir à la situation d'autrefois. Voilà ce qui se passe dans un pays tranquille, qui vivait heureux, sans formuler aucune revendication vis-à-vis de la France. Heureusement que la « frousse » commence à s'emparer des émeutiers d'opérette. Ils disparaissent de la Mairie où ils « siégeaient en permanence » devant l'indif-

férence de la population. Les « canaques » ont donné une magnifique leçon de dignité aux forces de l'ordre. Si le député avait été un combattif, c'était la tuerie. Mais soit par peur, soit habileté tactique, il ne fit rien, même pour se défendre contre les attaques dont il était l'objet. Il s'en remit à l'arbitrage du général de Gaulle.

Il offrit plus tard des portefeuilles dans son ministère à la minorité. Offre qui fut dédaigneusement repoussée. On voulait tout ou rien. Donc, on n'a rien.

Les sept ou huit membres de la délégation envoyée à Paris y restèrent quatre ou cinq semaines et ne furent pas reçus par le général, n'envoyèrent aucun télégramme triomphal que la presse locale attendait et aurait publié avec enthousiasme, car elle est, hors le journal du député et celui de la gauche (tous deux ronéotypés) du côté des ultras. La délégation (délégation de 300 tribulations) revint de Paris sans tambour ni trompette, en deux paquets, car là-bas, manque de pot, on s'était heurté à la politique du général et il n'était pas question d'abroger la loi-cadre, d'instituer les deux collèges et autres mesures « révolutionnaires » demandées. On s'était donc divisés en deux camps : ex-sénateur d'un côté, ex-conseiller général de l'autre, et engueulé ferme!

Le Président de l'Association des Volontaires, à son retour se voyait demander par un grand nombre de ceux-ci de quel droit il avait engagé l'Association apolitique dans une telle galère. Un conseiller républicain social démissionnaire du Parti. Le soi-disant Comité de Salut Public exigeait la démission de tous les conseillers minoritaires. Le Colonel commandant les troupes, aux dernières nouvelles, est rappelé ainsi que le Gouverneur. Les plaintes pour détention arbitraire, agressions, coups, etc... s'accroissent et sont instruites. Ainsi se termine dans une immense pantalonade qui dépasse de loin le burlesque, une aventure qui aurait pu mettre le pays à feu et à sang.

Espérons, au moins que nos voyageurs se seront amusés aux Folies Bergères ou au concert Mayol!

Fernand PLANCHÉ

## Eh bien! Dansez...

Le texte reproduit ci-dessous est largement dépassé puisqu'il a trait aux « réjouissances » du dernier 14 juillet mais il constitue un tel rappel à la DECENCE pour tous les bellicistes qui se battent avec la peau des autres, les huruberlus qui ont la tripe patriotique et ceux qui se confinent dans un égoïsme abjet que nous croyons opportun de le porter à la connaissance de nos lecteurs qui n'ont pas eu l'occasion de le lire dans la feuille « Le Monde » du 12-7-1958) ou il est paru en rubrique correspondance.

Nous avons reçu d'un jeune soldat la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,  
Ainsi l'on dansera le 14 juillet. J'ai appris par la presse que les bals étaient de nouveau officiellement autorisés, après deux ans d'interdiction. D'autres pourront s'étonner qu'au milieu d'une guerre des festivités de ce genre soient organisées. Certain journal n'a-t-il pas joué des « ? »

Je me demande ce que penseront de ces « trois joyeuses » ceux ou celles qui sont actuellement séparés, dans des conditions qui ne semblent pas friser l'allégresse, d'un des leurs, combattant pour la troisième année dans les Aurès. Mais sans doute seront-ils rassurés en lisant chaque jour dans les communiqués qui d'Alger annoncent que des centaines de rebelles sont mis hors de combat sans qu'aucun soldat français soit égratigné.

Je me demande aussi ce que penseront de ces « trois joyeuses » des appelés qui doivent espérer, comme tous les soldats, que ceux de l'arrière partagent en pensée les souffrances et l'amertume qu'ils ressentent. Je pense qu'il leur faudra beaucoup de courage pour imaginer que chez eux on danse à la lumière des lampions.

Beaucoup de monde dansera sans doute le soir du 14 juillet. Mais certains aussi resteront chez eux. Je ne sais si l'absence de ceux-ci sera remarquée ou si elle passera inaperçue dans l'allégresse particulière. Mais dans une guerre pour laquelle des soldats ne sont pas partis « la fleur au fusil » et qui n'en est pas encore au stade de la victoire, je suis sûr qu'il y en aura beaucoup que ne satisfera pas cette phrase qui témoigne d'une certaine mentalité : « Le peuple est triste, eh bien! qu'il danse ».

(A suivre.)

(1) Propriétaires fonciers (Note du traducteur).  
(2) Prison centrale de Moscou (Note du traducteur).

## Comment l'Etat se déshonore

Tant que l'Etat se contente des ressources que lui fournissent les pauvres, tant qu'il a assez des subsides que lui assurent, avec une régularité mécanique, ceux qui travaillent de leurs mains, il vit heureux, tranquille, honoré. Les économistes et les financiers se plaisent à reconnaître sa probité.

Mais dès que ce malheureux Etat, pressé par le besoin, fait mine de demander de l'argent à ceux qui en ont et de tirer des riches quelque faible contribution, on lui fait sentir qu'il commet un odieux attentat, viole tous les droits, manque de respect à la chose sacrée, détruit le commerce et l'industrie, et écrase les pauvres en touchant aux riches.

On ne lui cache pas qu'il se déshonore.

Anatole FRANCE.  
« L'Orme du mail ».

Journal Imprimé sur les presses de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) Ateliers : 61, rue des Amidonniers — Téléphone : Capitole 89-73 — T O U L O U S E

Le Gérant responsable : J. SORIANO

## Nos classiques

# La Révolution russe en Ukraine

La révolution de février 1917 a largement ouvert les portes des prisons politiques russes. Les ouvriers et les paysans, descendant en armes dans la rue, qui en blouse bleue, qui affublés d'une capote grise de soldat, ont certes contribué pour une part importante à ce résultat. Dès le début, ces travailleurs révolutionnaires eurent à tenir tête aux socialistes étatistes qui avaient déjà, de concert avec la bourgeoisie libérale, formé un gouvernement « révolutionnaire » provisoire, et tentaient de maintenir le mouvement révolutionnaire dans la voie qu'il lui avait tracé.

Les travailleurs exigèrent l'amnistie immédiate, cette première conquête des révolutions. Et le socialiste révolutionnaire A. Kerensky, ministre de la Justice, s'inclina devant leur volonté.

En quelques jours, tous les détenus politiques furent libérés et reprirent leur active propagande parmi les travailleurs des villes et des campagnes, propagande entreprise jadis clandestinement dans l'atmosphère intolérable du régime tsariste.

En même temps qu'aux autres détenus politiques — que le gouvernement du tsar et des « pometchniki » (1) avait emmurés dans les cachots humides, espérant priver ainsi la famille des travailleurs de son élément le plus avancé et tuer, par ce moyen, toute velléité de dénonciation de l'iniquité du régime —, la liberté me fut rendue, à moi aussi.

Condamné à la détention perpétuelle, enchaîné, souvent malade, huit ans et demi de réclusion n'avaient point ébranlé ma foi dans la cause anarchiste. Toujours convaincu de la victoire finale du travail libre sur l'esclavage créé par l'Etat et le capitalisme, je sortais des « Boutyrki » (2) le 2 mars 1917 et me remettais au travail deux jours plus tard, à Moscou même, au groupe anarchiste de Pefortovo. Je n'avais, d'ailleurs, pas oublié notre groupe anarchiste-communiste de Goulai-Polé, créé dix à douze ans auparavant, et qui, au dire de mes

camarades, continuait à être actif, malgré la perte de nombreux militants d'avant-garde.

J'étais vivement préoccupé par l'insuffisance de mon éducation théorique et par mon ignorance des données positives qui m'eussent permis de résoudre les problèmes sociaux et politiques, du point de vue anarchiste. Certes, je savais que tel était le cas, neuf fois sur dix, dans nos milieux anarchistes et que ce triste état de choses était dû au manque, chez nous, de toute organisation et aussi d'écoles anarchistes. Je n'en sentais pas moins profondément cette lacune et ne cessais d'en souffrir.

Seul l'espoir que cet état de choses ne durerait pas me consolait et me redonnait courage; j'étais, en effet, fermement persuadé que le travail au grand jour, au sein d'un mouvement révolutionnaire intense, démontrerait avec évidence aux anarchistes la nécessité de créer une organisation puissante, capable de mener au combat toutes les forces anarchistes et d'organiser un mouvement d'ensemble cohérent et conscient du but à atteindre. Tel était l'avenir que me faisaient entrevoir les progrès immenses de la Révolution russe.

Dans ma pensée, en effet, l'action anarchiste dans les périodes révolutionnaires était indissolublement liée à celle de la masse des travailleurs, ces masses étant le plus intimement intéressées au triomphe de la vérité et de la liberté, à la victoire d'un nouveau régime social, et à l'organisation nouvelle de la société humaine. J'entrevois le développement puissant du mouvement anarchiste et son influence sur le résultat final de la Révolution. Cette idée m'était particulièrement chère.

Fort de cette conviction, je me rendis, trois semaines à peine après ma libération, à Goulai-Polé, où j'étais né, où j'avais vécu, où j'avais laissé tant d'être chers, tant de choses aimées, et où, je le sentais bien, je pourrais agir utilement au milieu de la grande famille des pay-

sans, au sein de laquelle s'était formé notre groupe. Bien qu'ayant perdu les deux tiers de ses membres sur l'échafaud, dans les plaines glacées de la Sibérie ou par l'exil à l'étranger, ce groupe n'en restait pas moins vivant. Son noyau primitif avait presque complètement disparu, mais il avait fait pénétrer profondément ses idées parmi les paysans, bien au-delà des limites de Goulai-Polé.

Une grande force de volonté et une connaissance approfondie de ce que les anarchistes veulent atteindre sont nécessaires pour décider ce qu'il est possible d'obtenir d'une révolution même politique.

C'est d'ici, de Goulai-Polé que sortira, du sein des masses de travailleurs, cette force révolutionnaire formidable des travailleurs, sur laquelle, suivant Bakounine, Kropot-

kin et d'autres, doit s'appuyer l'anarchisme révolutionnaire et qui indiquera le moyen d'en finir avec le vieux régime de servage et d'en créer un nouveau où l'esclavage n'existera pas et où l'autorité n'aura pas de place. La liberté, l'égalité et la solidarité seront alors les principes qui guideront les hommes et les sociétés humaines dans leur vie et dans leur lutte pour plus de bonheur et de prospérité.

Cette idée ne m'a pas quitté pendant tout mon séjour au bagne et c'est avec cette même idée que je rentrai maintenant à Goulai-Polé.

(1) Propriétaires fonciers (Note du traducteur).  
(2) Prison centrale de Moscou (Note du traducteur).

# S. O. S.

A tous les hommes de conscience sociale,  
A tous les anarchistes collectifs ou individualistes,  
A tous les syndicalistes apolitiques et révolutionnaires, organisés ou non organisés,  
A vous tous, camarades,

Tout événement, présent ou futur, qui peut nous présenter la 5<sup>e</sup> République comme l'administration du peuple français, exige de nous tous la réorganisation et la concentration de toutes nos activités pour faire échec au régime futur de fascisme camouflé. Il exige de nous tous un regroupement effectif pour revenir aux véritables sources du syndicalisme révolutionnaire et apolitique.

Nous devons organiser par tous les moyens l'action syndicale pour la campagne et les villes.

Seul le syndicalisme, dans le présent et l'avenir, peut faire face aux néfastes manœuvres de tous les Etats totalitaires basés sur les privilèges de certains. Qu'importe votre pro-

fession, vous êtes tous des salariés et vous avez l'obligation et le devoir moral d'appartenir au syndicat.

Oui, camarades!  
Le syndicalisme est l'arme défensive du salarié contre le patronat. Par l'action syndicale nous avons toujours obtenu des avantages et des réformes sociales.

Lorsque le peuple est organisé, l'Etat et ses satellites s'inclinent; lorsque le peuple est désorganisé, il est conduit comme il le mérite.

Qui attendez-vous, camarades, pour vous libérer du fascisme? La C.G.T., C.G.T.F.O., C.F.T.C.?... Mais non, elles sont toutes dans la même sauce, imprégnées et dirigées par des politiciens qui ont tous voté l'état d'urgence et les pleins pouvoirs, sans conditions et au profit de nos exploitateurs.

Vive l'unité des travailleurs par l'action du syndicalisme révolutionnaire!  
Vive l'unité syndicale!

UNION LOCALE PERPIGNAN

## Un exemple à suivre

Une dépêche d'Allemagne nous apprend que les apiculteurs de Göttingen viennent d'obtenir une nouvelle race d'abeilles dépourvues d'aguilon.

L'expérience dépasse le simple cadre des recherches agricoles, et cela pour plusieurs raisons. D'abord cet exemple de désarmement pour ainsi dire congénital de toute une espèce nous vient d'Allemagne, et il faut s'en féliciter. Mais, surtout, il paraît que les abeilles désarmées sont bien meilleures productrices de miel que les abeilles ordinaires, et c'est là ce qui me paraît le plus important.

Existe-t-il militarisme plus imbécile que celui de la ruche? Cet aguilon a un coup qui, dit-on, ne sauve la race qu'en sacrifiant, à la fois et l'ennemi et le défenseur, est le symbole le plus honteux de notre ineptie atomique, Gloire donc à ceux qui l'ont supprimé! Et puisse-t-elle prospérer cette race d'abeilles désarmées qui préjère le miel au venin.

ROBERT ESCARPIT.  
(« Le Monde », Paris.)

POURQUOI ME DETRUIRE? UN AUTRE PEUT ME LIRE

"A. I. T." LE JOURNAL DE NOTRE INTERNATIONALE, PARAÎT TOUS LES MOIS. Abonnez-vous!

Il n'y a pas que les producteurs qui doivent manger. Les chômeurs, les malades, les vieux ont droit aussi à un pouvoir d'achat décent.

31428

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

# LE COMBAT SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces

A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses moyens. A chacun selon ses besoins.

30<sup>e</sup> ANNEE — NOUVELLE SERIE Numéro 151

20 FRANCS

DECEMBRE 1958

## LA MORT DU GRAND SORCIER Canada terre promise<sup>(1)</sup>

C'est au bout d'une corde, à Nuremberg, en 1945, qu'elle aurait dû se produire si le procès qui, il y a treize ans, eut cette ville pour théâtre, avait été autre chose qu'une tragi-comédie.

Complète de tous les dictateurs européens, Pie XII disposait pourtant d'une puissance « spirituelle » qui aurait pu lui permettre, en prescrivant la désobéissance civique aux centaines de millions de catholiques du monde entier, au moins de tenter d'arrêter la catastrophe de 1939.

On lui aurait alors peut-être pardonné, au nom de la tactique, ses bons rapports avec Mussolini, découlant des accords du Latran, conclus entre le dictateur et son prédécesseur Pie XI (6 permanence de la politique de l'Eglise).

Digne continuateur de la tendance belliqueuse de la papauté, qui incita le pape autrichien Benoît XV à pousser l'Autriche-Hongrie à attaquer la Serbie, cause et prétexte de la première guerre mondiale, Pie XI à faire célébrer par des « Te Deum » dans l'Italie entière, en 1936, l'entrée des hordes fascistes à Addis-Abeba et la victoire sur l'Éthiopie dont des centaines de milliers d'habitants, catholiques par surcroît, furent empoisonnés par les gaz asphyxiants, Pie XII ne bougea pas.

Le pape de la Paix, comme on l'a appelé par comble de cynisme, se borna à déplorer le conflit, en employant des formules prudentes et vagues, radicalement creuses, pouvant être diversement interprétées, et de ce fait, donner satisfaction à tout le monde. C'est qu'il fallait avant toute chose préserver les gros intérêts de la maison de commerce « Le Pape et Cie ». Ce n'était pas le moment de fermer boutique alors que la guerre, facteur de régression intellectuelle, allait favoriser l'emprise du clergé et faire marcher les convois funèbres.

Mais pourquoi aussi aurait-il engagé l'Église en cette occasion plus qu'elle ne l'avait été lors de l'agression, le vendredi saint de 1939, des chemises noires contre l'Albanie ?

Pourquoi, puisque l'évêque de Palma de Majorque, en 1936, avait bien accepté, au nom de la croisade, de bénir les mitraillesuses qui allaient mettre à raison les Rouges, parmi lesquels se trouvaient bon nombre de nos camarades de la C. N. T. ?

Seul un humble fidèle comme Bernanos pouvait se permettre de dénoncer cette infamie...

Aujourd'hui, c'est un assaut d'hypocrisie sans précédent.

Du monde entier, un concert de louanges monte vers la mémoire du sinistre vieillard. Coty... de Gaulle... pas étonnant. Mais Mendès, quel écurement ! Fallait-il donc que les prétendus hommes de gauche fussent les plus zélés pour le coup d'encensoir ? Bien sûr, on sait ce qu'est l'« Huma » ou même « Libération », mais leur quasi-silence nous fait atteindre les limites du dégoût.

Combes et Clémenceau, qui se seraient montrés irréductibles en pareille circonstance, nous paraissent soudain, ces vieux radicaux de 1900, des hommes d'une toute autre trempe, plus affranchis que toute la gauche politicienne d'aujourd'hui.

Honte suprême ! C'est la Mission ouvrière de Paris, autrement dit les pré-tres-ouvriers, qui a exprimé son malaise, le pontife défunt n'ayant jamais dénoncé ce qu'il y avait de plus criminel dans les régimes de force, les camps de la mort.

La radio française, qui n'a vraiment pas oublié les leçons de son éducatrice nazie, si libéralement produites de 1939 à 1945, s'en est tirée par un de ces mensonges énormes dont elle a

maintenant la quasi-exclusivité : le pape n'aurait pas condamné les camps de concentration parce qu'il en ignorait l'existence !...

Et nous, pauvres naïfs, qui nous imaginions que l'Église avait une diplomatie et un service de renseignements qui pouvaient passer pour les tout premiers du monde...

Cachez ce que je ne saurais voir... Ce camp de concentration des îles Lipari, par exemple, qui n'était pas à tellement de miles marins de Rome. O mânes de Tartufe ! je vous invoque...

Mais ce qui nous intéresse au premier chef, c'est l'action sociale, tant vantée, du défunt.

Pour bien situer le problème, il faut se souvenir dès d'abord, que l'Église a su si bien faire fructifier toutes ses richesses, dont les milliards de lires d'indemnité (tout se monnaie) versés par Benito, que ses participations financières dans les grandes entreprises de la planète, en font aujourd'hui l'un des plus grands, sinon le plus grand capitaliste du monde.

Pas étonnant, dans ces conditions, qu'elle ne prône nullement la disparition d'un régime économique dont elle est l'un des plus solides piliers et l'un des principaux bénéficiaires.

Mais pas étonnant non plus, que par le canal de ses syndicats de trahison, elle affaiblisse, en la divisant la classe ouvrière...

Qu'elle fasse disparaître de ces organismes tout contenu révolutionnaire : lutte des classes, internationalisme, antifascisme, anticapitalisme, antitotalitarisme, antimilitarisme, esprit laïque... si tant est qu'il y ait jamais existé.

Que le pape défunt ait fait, il y a quelques années à peine, l'apologie de la Banque, donc du Veau d'Or, en la jugeant absolument nécessaire à la circulation des richesses, aux transactions, comme le sang l'est au corps.

On a bien vu, depuis le 13 mai, quelle a été l'action de la C.F.T.C. Elle se tait, même sur le plan revendicatif, et se met à plat ventre, ayant enfin trouvé un régime à sa convenance.

Le peuple français, malgré sa maturité politique tant vantée par rapport

aux soviétiques, par exemple, ayant eu la stupidité crasse, la lâcheté ou l'inconscience d'approuver à 80 % une constitution dans laquelle le droit syndical n'était même pas inscrit « dans le cadre des lois qui le règlementent », comme en 1946, la C.F.T.C. se tait... Tout est bien ainsi, et la voie est ouverte pour l'instauration des corporations fascistes, avec la bénédiction posthume du Grand Sorcier.

Le passé et le présent pourraient nous fournir des exemples à l'infini. Et même des plus réjouissants. Ainsi, parmi les illustres et très rares décorés de l'Ordre du Christ, il y a Franco... et Gaston Tessier, un des pontes des syndicats chrétiens français. La main de Pie XII est passée par là.

Une ligne de conduite aussi foncièrement antiouvrière ne pouvait manquer de porter ses fruits.

Le Portugal, l'Espagne, l'Italie avec ses deux millions et demi de chômeurs, sous la houlette de leurs syndicats très spéciaux, s'abreuvant tous, sous des structures diverses, à la même source spirituelle, sont parmi les pays les plus misérables d'Europe.

Franco pouvait donc, en retour ordonner que pendant dix jours, fonctionnaires et officiers arborassent un brassard noir. Son vieux complice méritait bien cette manifestation quasi-hystérique.

En 1944, lors de la prise de Rome, des milliers de soldats alliés entrèrent au Vatican comme dans un moulin et virent le pape comme ils le voulaient. Pas un parmi eux ne fut assez conscient ou assez courageux pour abattre sur place ce criminel de guerre.

On reste rêveur en pensant aux obstacles que l'Homme dresse lui-même, par sa coupable ignorance et sa bêtise, sur la route de sa libération morale et sociale.

Mais parmi tous ces obstacles, il en est un, des plus monstrueux, contre lequel doit être menée une lutte acharnée et implacable : c'est l'Église, et se confondant avec elle, le répugnant vieillard du Vatican.

H. BESNIER.

## Un seul espoir : « Le blé en herbe »

Demander à l'être humain d'être raisonnable, d'agir en accord avec la logique des choses, peut sembler ironique pour certains.

L'instinct qui pousse la majorité des hommes à agir aveuglément, à l'image des moutons de Panurge, pourrait confirmer l'opinion pessimiste de ces gens-là. D'ailleurs, écoutez les propos de certain philosophe, partisan lui aussi de cette tendance : « Par le seul fait qu'il fait partie de la foule, l'homme descend plusieurs degrés sur l'échelle de la civilisation. Isolé, c'est peut-être un individu cultivé, en foule, c'est un instinctif, par conséquent un barbare. Il a la spontanéité, la violence, la férocité et aussi les enthousiasmes et les hérosismes des êtres primitifs. Il s'en rapproche encore par sa facilité à se laisser impressionner par les mots et les images, et conduire à des actes lézant ses intérêts les plus évidents ».

Il y a certainement dans cet exposé, une part de vérité ; mais, devons-nous en déduire que le simple fait de se constituer en foule, anéantit systématiquement, chez tout individu, toute faculté d'observation et de réflexion ?

Voici ce qu'en pense ce même philosophe : « Du moment qu'ils sont en foule, l'ignorant et le savant deviennent également incapables d'observation ».

Evidemment, si le savant en question n'est qu'un simple enregistreur de formules, sans aucune détermination propre, et sans conception bien définie de la sociologie, alors l'argument reste valable ; mais pour nous il ne se justifie pas, car ou bien l'individu sait déterminer la logique et affirmer sa personnalité et dans ce cas, il saura observer même s'il n'est jamais allé à l'école, ou alors il reste, malgré son bagage d'instruction, l'ignorant qui dans la foule est incapable d'observation. Ceci est dit en passant pour stigmatiser l'insuffisance de formation et d'éducation sociale dans les écoles, mais sans acrimonie. Il est vrai que certaines « œuvres », dont la seule évocation de leur nom vous donne la nausée, se

sont spécialisées dans le style « Bourgeois de crâne ». Les démonstrations spectaculaires de tout acabit des « Pin-ups », princesses ou mannequins, sont développées avec beaucoup de zèle, par une presse criminelle qui veut étouffer à tout prix la voix de la « raison » de la sagesse et de la conscience.

Heureusement, tous les hommes ne s'abreuvent pas à ces sources de per-

version ; mais le danger reste entier. Les lectures serviles, les oraisons de sauveurs suprêmes, les foires électorales, les tournois sportifs aussi, sont autant de virus qu'il faudra détruire si nous voulons dissiper la crainte, le doute d'un avenir dans un monde meilleur.

Déterminer les problèmes, souligner les obstacles, c'est bien mais insuffisamment (Suite en page 4.)

## Seules les dupes votent

Le 23 novembre ont participé au scrutin :

Ceux qui se sentent fiers d'être citoyens, alors qu'on fait d'eux, au Palais-Bourbon, à l'Élysée, à Genève, à Rabat et ailleurs, des dupes ;

Ceux qui ont besoin pour être heureux, de se sentir représentés, maquignonnés, bernés par des charlatans au nom du peuple souverain ;

Ceux qui sont impatients d'échanger un bulletin de vote contre un ticket de voyage gratuit dans la « France d'outre-mer » et un fusil tout neuf ;

Ceux qui pieusement sauront mourir pour l'Amérique, l'Angleterre, la Chine ou la Russie, lorsque viendra le jour où la Chambre qu'ils auront nommée votera la guerre.

Ceux qui croient encore en Faure, Mendès, de Gaulle ou Duclos, ces « hommes forts », ces « sauveurs suprêmes » au décrochez-moi ça ;

Et ceux qui sans croire au Père Noël (disent-ils) veulent tout de même, à coup de bulletins de vote, « barrer la route » à la réaction ou à la révolution bolchevique, au cléricalisme ou à l'étatisme, s'imaginant que l'urne électorale vaut quelque chose contre les bénitiers, les coffres-forts et les tanks ;

Ceux qui ont besoin d'un Crédo pour croire, et d'un parti pour penser ;

Ceux qui tremblent devant leur om-

bre jusque dans le secret de l'isolement, ont peur d'être eux-mêmes, de ne pas bien voter (c'est-à-dire de ne pas voter comme le désirent eux-mêmes matériellement ou intellectuellement ils dépendent) et qui n'osent même pas écrire sur un bout de papier le mot du général Cambronne ;

Ceux qu'épouvante l'idée de vivre sans être, du berceau à la tombe, matriculés et mobilisés, endoctrinés et encasernés, inculqués et inhumés par les soins d'un gouvernement paternel ; en bref les infantiles, les demeurés, les gens auxquels un gendarme sert de papa ;

Ceux qui ne peuvent aimer, qui ne peuvent s'unir, sans déclaration, autorisation, etc ;

Ceux-là ne comprennent pas que la société des hommes est fondée sur la réciprocité des paroles données entre adultes, et non pas sur l'obéissance à un million d'articles de lois, décrets et instructions ministérielles, que personne ne connaît ni ne comprend, pas plus ceux qui les rédigent que ceux qui les appliquent.

Ceux-là trouvent tout naturel, en votant, de donner par avance une procuration générale, non pas à un fondé de pouvoir choisi par eux, mais au député nommé par leurs pires adversaires, si ces adversaires sont en majorité.

L'ambiance, l'exemple de ceux qui, installés en « terre promise » depuis de nombreuses années, ont réussi et disposent de situations bien assises, contribuent pour une bonne part à créer ce climat.

Après avoir pris des engagements, il faut les tenir. Malheur à ceux qui, optimistes à l'excès, voient plus grand. La sécurité sociale est à peu près inconnue dans ce pays. L'assurance, maladies et accidents du travail, est inexistante. Il faut avoir recours à des compagnies privées qui, contre des primes mensuelles confortables, de l'ordre d'environ 8 dollars, distribuent avec beaucoup de parcimonie des indemnités notoirement insuffisantes. Comme nous l'indiquions précédemment, au Canada seuls les riches ont le droit d'être malades.

Il n'existe pas d'allocations familiales et qui s'expatrient là-bas, chargé de famille avec l'espoir d'y obtenir des avantages semblables à ceux consentis en France, par exemple, va au-devant des pires désillusions. Souvent un revers ne vient jamais seul. Le chômage est une plaie sociale. Dans toutes les usines il y a des renvois chaque année. Celle-ci (1957-1958) a été une des plus mauvaises qu'on ait connues. Environ 8 % des travailleurs se sont trouvés sans emploi ; pas loin d'un élément sur dix, chiffre respectable, on en conviendra. La continuité du travail est sans garantie. L'embauche se fait selon l'importance des commandes, et les licenciements interviennent dès que celles-ci diminuent. Le respect de l'ancienneté joue dans les licenciements. Certaines clauses incluses dans les « Conventions du travail » permettent même de substituer dans des « départements d'entreprise », des salariés, à d'autres nettement distincts. On voit à quels abus de telles méthodes peuvent mener.

On admet sans aucun embarras, tant la chose semble normale, que le chômage soit le plus souvent limité à quelques semaines, voire à quelques mois dans l'année. Certes, une prestation d'assurance chômage intervient, mais toujours, comme dans l'assurance maladie, afin d'attribuer à l'ayant-droit des ressources nettement insuffisantes pour vivre. Il reste au Canada beaucoup à faire pour qu'il puisse prétendre au titre de pays évolué. Le salaire des femmes, inférieur de cinquante pour cent à ce-

lui des hommes ; les congés payés qui ne s'élèvent à trois semaines qu'après douze années de présence dans l'entreprise, en sont de bonnes preuves.

Pour nous résumer, disons que si les salaires qui y sont consentis sont nettement supérieurs à ceux attribués en Europe, l'absence d'« avantages sociaux » amérise, sans toutefois l'absorber complètement, la différence énorme qui semble à première vue exister.

Si ultérieurement les circonstances nous le permettent nous ne manquerons pas d'informer nos lecteurs sur le plan purement syndical. Certaines pratiques, qui ne manquent pas de valeur y ont cours, à côté de beaucoup d'autres qui sont pour le moins « curieuses ».

La main-mise des trusts omnipotents sur toute l'économie du pays avec la complicité des parlementaires libéraux ou conservateurs tout juste bons à mettre dans le même sac et l'emprise de l'église catholique sur la province de Québec — la protestante qui fait autorité dans les autres provinces bien que plus libérale ne valant guère mieux — permettent l'existence de cette politique qualifiée depuis de nombreuses années « du moindre mal ».

Devons-nous critiquer le Canadien et ceux qui s'expatrient là-bas ? Pas tellement. Les plus grands responsables sont ceux qui s'ingénient à donner libre cours à tous les mauvais instincts de l'individu.

On lui a fixé un but, indiqué déjà plus haut : « Gagner de l'argent ». Il s'y emploie. Il cache sa triste mentalité sous une apparence d'homme « bien ». Le Canadien sait, c'est élémentaire, qu'il crèverait de faim sans la guerre et surtout la préparation de celle-ci, malgré l'afflux de ses matières premières dont il n'aurait qu'un placement restreint.

Sans arrière-pensée, il a fait son choix ; les enseignements de l'Église y sont sans doute pour quelque chose. Il a opté sans appréhension pour la perspective du déclenchement d'une guerre, espérant, ce qui est peut-être valable, que comme le passé elle ne l'atteindra pas.

La guerre est pour lui — dans son pays on assure tout — l'assurance la plus sûre de prospérité, le seul moyen vraiment valable de gagner de l'argent, son seul but dans la vie.

Il n'a, par ailleurs, que peu à craindre. La conscription n'étant pas obligatoire dans son pays, il peut, en effet, laisser aux pourfendeurs illuminés le soin de « jouer » les héros.

Fernand PLANCHÉ.

(1) Voir « Le Combat Syndicaliste » numéro 150.

## AVIS IMPORTANT

Depuis le 27 août 1958 l'A.I.T. a changé de responsables. Pour tout ce qui concerne l'organisation internationale s'adresser dorénavant au camarade Germain Eglésas, A.I.T. - C.N.T., 4, rue de Belport à Toulouse (H.-G.). Les règlements concernant le journal « A.I.T. » doivent être effectués au même responsable, C.C.P. 934.56 Toulouse.

# LES PROBLEMES LATENTS de l'ANARCHO-SYNDICALISME

« Chaque jour apporte son pain » disait La Fontaine. Oui ! mais aussi les problèmes de notre vie que nous ne pouvons résoudre qu'au prix d'un effort personnel de la part de chacun. La difficulté que nous avons parfois pour y parvenir provient en particulier de notre timidité et du manque d'assurance en soi. Nous doutons des résultats de nos efforts ; même pour les buts les plus désirés. Notre faiblesse et notre indulgence excessive pour nos défauts et nos vices, nous poussent à admettre sans réagir les influences des us et coutumes. Pour réussir dans une œuvre constructive, il faut être un sévère précepteur de soi-même. L'idéal doit rester constamment ancré en nous, ainsi que la volonté inébranlable de le concrétiser.

Si nous revigorons nos qualités positives, nous affaiblissons par ce même fait les instincts négatifs. C'est là une loi psychologique analogue à la loi physique d'imperméabilité des corps selon laquelle il n'est pas possible que deux corps occupent un même lieu au même moment.

L'affirmation est toujours plus puissante que la négation. Peu d'individus accordent suffisamment de crédit à la force morale qu'engendre la persistance dans l'affirmation des conditions de vie : ce que nous réalisons dans le monde des faits, à sans aucun doute pris naissance dans le monde de la pensée.

Ce que nous appelons auto-suggestion n'est que l'un des agents les plus efficaces de l'évolution constructive de l'esprit. Les affirmations successives de notre individualité, permettent de le fortifier comme le fait la culture physique pour les muscles. Le vocabulaire oral a plus de pouvoir que l'écrit. Le développement d'une pensée exprimée par un discours, est plus influent pour la mémoire et surtout pour la conscience que s'il n'est par un texte ; l'effet psychologique ressemble à un phénomène chimique qui ramènerait nos pensées les plus confuses à des conceptions concrètes.

Un des moyens les plus efficaces pour perfectionner le caractère, est le soliloque ou examen de conscience de façon à excréter nos vices et exhausser nos vertus comme si nous exhortions autrui.

Par exemple, l'être timide doit se nier toute lâcheté et affirmer son courage, jusqu'à la bravoure, sans retomber dans la témérité. Il doit assumer une attitude victorieuse et manifester avec véhémence un air entreprenant. Il doit

se refuser à toute faiblesse ou défaillance qui peut entraver son évolution sociale, et insister sur le développement de ses vertus. S'il agit dans ce sens, avec sincérité, il pourra constater bientôt une sensible augmentation de ses propres forces et de confiance en lui-même qui lui permettront de mener à bout ses décisions.

L'homme vacillant, irrésolu, celui qui n'arrive jamais à se décider et accepte toujours le conseil du dernier doit être résolu à ne plus hésiter pour accomplir son devoir, ni différer une détermination. Il est préférable d'agir au risque de se tromper plutôt que de rester inactif, en proie à l'incertitude.

L'habitude d'affirmer sa propre individualité est un gage de succès. Mais après avoir pris une résolution, il faut la réaliser sans tarder, car l'affirmation et la résolution sans un effort immédiat pour concrétiser le fait, ne sont plus que des arguties sans valeur.

L'homme décidé, résolu, celui qui entreprend une action dès qu'il la conçoit ne connaît pas les échecs et finit toujours par une victoire. Ceux dont les noms enrichissent l'histoire, eurent la ferme résolution de se rendre utiles pendant toute leur vie. Il n'y aurait pas tant de peine et tant d'amertume dans notre monde, et l'organisation sociale serait beaucoup meilleure si l'éducation des enfants et de la jeunesse

en général, était mieux orientée, et si on leur faisait comprendre la valeur et le pouvoir créateur de l'esprit optimiste et décisif.

Tout élément créateur et positif sera toujours notre ami intime. Par contre, ceux qui par leur égoïsme et leur méchanceté sont des destructeurs de la fraternité humaine doivent être combattus sur tous les terrains. Affirmons le bien, jamais le mal ; la lumière et non les ténèbres, la vérité et non le mensonge, l'harmonie et non la discorde.

N'oublions pas que tout ce qui nous inspire l'optimisme est un stimulant, une source de force. Le doute, la crainte, le découragement et la lassitude ne doivent jamais trouver la plus petite place dans un esprit optimiste.

La rectitude de la pensée a toujours un effet merveilleux sur les esprits pessimistes qui finissent par se convertir en optimistes sous l'influence d'une affirmation continue de l'esprit positif.

Certains timides par nature, et qui n'osaient même pas prononcer un mot en public, ont su se dégager de l'emprise de la timidité et, transformant leur faiblesse en une force nouvelle, par l'affirmation de leurs vraies capacités, ont accompli, à l'admiration de tous de vrais prodiges.

(à suivre)  
Perez Guzman.

## Lettre ouverte au général de Gaulle

Paris le 6 octobre 1958

Monsieur Charles de Gaulle  
Président du Conseil des Ministres  
Hôtel Matignon  
(Cabinet du Ministre)  
57, rue de Varenne, Paris (7<sup>e</sup>)

Monsieur le Président,

J'ai déjà eu, à un autre titre, l'occasion de vous signaler la détresse des personnes âgées ; hélas, comme tous vos prédécesseurs vous vous êtes empressé de ne pas répondre. Aujourd'hui je viens à titre personnel vous exposer l'amertume des vieillards après ce qu'il est permis d'appeler l'injure non-teuse que votre gouvernement leur a faite, en leur accordant 5 % sur le Fonds National de Solidarité ; en somme, et je suis navré de vous le dire, vous ne valez pas mieux que ceux qui vous ont précédés.

Aujourd'hui donc je vous présente sous forme de « propos subversif » la vraie pensée des personnes âgées, que j'ai entendue.

« 5 %, sur un avantage dérivé, voilà bien l'effort d'un Gouvernement, qui, promet de faire une politique sociale peu encourageante. Comment, après les déclarations solennelles dont ce chef nous a rabattu les oreilles à tous les échos, peut-on manquer à ce point de parole ; ainsi ce sauveur, tout comme n'importe quel politicien, n'est général qu'en promesses ?

Cependant, puisqu'il est général, qu'il est vieux, pourquoi... diable, a-t-il si peu de mémoire ? Cet officier que l'on nous présente sous toutes les coutures, devrait se souvenir que nous les vieux

de sa classe et les quelques précédentes, nous avons fait les tranchées, souffert les pires angoisses sous les bombardements, qu'avant de connaître ces horreurs nous sommes partis confiants et combien patriotes nous n'avons pas eu la moindre hésitation à l'appel de la patrie en danger, c'est pour la France, comme dans la chanson.

Plus d'un million cinq cent mille braves ont trouvé une mort « glorieuse » la majorité d'entre nous avons gardé de ces sombres jours des traces indélébiles qui nous repellent encore ce douloureux passé ; ceux qui ont été prisonniers, ont connu l'humiliation et toutes les brimades du vaincu.

Qu'on nous pardonne, mais, les officiers n'étaient pas traités comme nous au front, les pauvres pioupious, nous n'avions que notre maigre solde, tandis qu'ils étaient eux à la double solde, dans les tranchées, la soupe, une portion pour le 2<sup>e</sup> classe et autant de portions que le gradé avait de galons sur ses manches. Prisonnier, le soldat connaissait le pucier dans une baraque plaignant-vent, l'officier, lui certes n'était pas bordé, mais enfin, l'ennemi le traitait avec une grande déférence, lit, assietté, permissions de spectacles, jeu de polo et bibliothèque ; quant au Général qui tombait entre les mains ennemies il était traité comme un prince de sang royal, il était libre sur parole et habitait dans un immeuble confortable.

« Ainsi, ces différences de traitement entre deux catégories de Français. L'une civile, et l'autre militaire de carrière, devaient nécessairement donner deux catégories de patriotes, les pousse-

# Le Syndicalisme révolutionnaire

Pour appuyer sous diverses critiques faites sur la honteuse déviation du syndicalisme, nous reproduisons un extrait de la brochure « Le Syndicalisme Révolutionnaire » de V. Griffuelhes, ex-secrétaire de la C.G.T.

Que les camarades de la C.G.T. actuelle veuillent bien méditer les paroles de ce digne militant de la cause ouvrière et sociale.

## LA REDACTION

En ce temps, où le syndicalisme se galvaude dans tous les coins (1) poussé par des forces déprimantes et corrompues, il n'est pas sans intérêt de préciser à nouveau ce qu'est pour un révolutionnaire le syndicalisme.

Jamais le syndicalisme n'avait été rival, promené dans les salons, les boudoirs, les antichambres corruptrices, les officines gouvernementales comme il l'est aujourd'hui ; c'est dire par conséquent que l'ère des véritables difficultés a commencé.

En effet au fur et à mesure que le syndicalisme a conquis un droit de cité, qu'il tendait à devenir le pivot de la vie économique du pays, il a vu surgir autour de lui des caricatures d'action syndicale en vue de le diminuer et de l'affaiblir.

Puis au fur et mesure que son influence s'est exercée, il a vu s'accroître ses responsabilités et s'il est parvenu à surmonter des situations difficiles, c'est grâce à sa souplesse naturelle, à son autonomie vis-à-vis les partis politiques

et le Pouvoir lui permettant de tirer de lui-même les moyens d'agir et de résister.

Mais par la suite d'une insuffisante adaptation des militants aux exigences de la lutte les difficultés se sont accrues ; les uns séduits par l'espérance d'une réalisation prochaine du cataclysme final, puis effrayés des conséquences de leur attitude irréfléchie, ont été vite déçus, de là un retour en arrière, un reniement de toute leur pratique et de leur vie, les autres ne sachant pas mesurer toute la valeur de leurs actes, enclins, de ce fait à tout embellir, ont passé au milieu des événements les plus simples comme les plus compliqués sans rien apprendre sans rien retenir.

D'où pour le mouvement ouvrier une situation faite de contradictions et de sursauts : le milieu social, l'organisation précédant dans leur évolution la mentalité des hommes. Il en est ainsi parce que les militants n'observent pas, n'apprécient pas, de sorte que la vie les dépasse pour les emporter dans un ballottement sans fin.

## CE QU'EST LE SYNDICALISME

Le syndicalisme est le mouvement de la classe ouvrière qui veut parvenir à la pleine possession de ses droits sur l'usine et sur l'atelier ; il affirme cette conquête en vue de réaliser l'émancipation du travail sera le produit de l'effort personnel et direct exercé par le travailleur.

A la confiance dans le Dieu du prêtre, à la confiance dans le Pouvoir des politiciens inculqués au prolétaire moderne, le syndicalisme substitue la confiance en soi, à l'action étiquetée tutélaire de Dieu et du Pouvoir il substitue l'action directe — orientée dans le sens d'une révolution sociale — des intéressés, c'est-à-dire des salariés.

Par conséquent, le syndicalisme proclame le devoir pour l'ouvrier d'agir lui-même, de lutter lui-même, de combattre lui-même, seules conditions susceptibles de lui permettre de réaliser sa totale libération. De même que le paysan ne récolte le grain qu'au prix de son travail fait de luttés personnelles, le prolétaire ne jouira de droits qu'au prix de son travail fait d'efforts personnels.

Comme on voit, le syndicalisme s'oppose à l'idée de Dieu et à la valeur libératrice du Pouvoir. Au premier il nie toute raison d'être, car l'Etre suprême ne pourrait être que le pivot et le moteur des actions humaines, l'homme n'étant plus qu'une machine incapable de penser et de créer, au second le syndicalisme nie la possibilité réformatrice que le Pouvoir s'attribue, qui en ferait le facteur essentiel du progrès humain et grâce à laquelle il serait à même de donner au Peuple qu'il veut guider et conduire tout le bonheur terrestre. De ce bonheur, le Pouvoir n'en peut disposer, car il ne lui appartient pas de le distribuer et de le répandre ; il est au-dessus de lui. Le bon-

heur se réalise et se conquiert, il ne se donne pas.

Au nom du Dieu des hommes et de l'Eglise le prêtre dit au travailleur que le bonheur n'est pas de ce monde, au nom du Pouvoir et de l'Etat le politicien dit à l'ouvrier que seul le Pouvoir peut lui donner une part de bonheur ; l'un et l'autre font donc du prolétaire la source du travail moyennant une rétribution dans l'autre monde, dit le prêtre, moyennant une protection bienveillante donnée et garantie par la Loi, dit le politicien. Le salarié pour eux est l'être inférieur incapable de discerner et auquel Dieu et la Loi servent de tuteur et de mentor.

Ainsi, l'un et l'autre essaient de justifier une autorité et un pouvoir usurpés pour maintenir l'ouvrier dans une situation inférieure.

Mais le syndicalisme repousse tout mysticisme et toute intervention surnaturelle, tout abandon du salarié s'en remettant à ses gouvernants du soin de réaliser sa part de bonheur, il ne repousse pas les travailleurs imbus d'idées religieuses ou confiantes dans la valeur réformatrice des dirigeants.

S'il les repoussait, il serait la confusion des facteurs différents : mouvement, action d'une part, classe ouvrière d'autre part. Le syndicalisme répète-le, est le mouvement, l'action de la classe ouvrière ; il n'est pas la classe ouvrière elle-même. C'est-à-dire que le producteur, en s'organisant avec les producteurs comme lui en vue de lutter contre un ennemi commun : le patronat, en combattant par le syndicat et dans le syndicat pour la conquête d'améliorations, crée l'action et forme le mouvement ouvrier.

De sorte que le travailleur, serviteur volontaire de la religion ou de l'Etat, poussé par ses intérêts essentiels et directs, entrant en opposition avec son exploitateur afin d'obtenir des avantages et des garanties, est invinciblement amené à produire une action d'un ordre tel qu'il éloigne de lui toute idée de surnaturel et toute confiance dans l'intervention des dirigeants.

Si le syndicalisme n'imposait pas à l'ouvrier de telles conséquences il ne serait plus le mouvement de la classe ouvrière aboutissant à son émancipation, il ne serait qu'une partie de ce mouvement, il coopérerait à une besogne sous l'inspiration et sous l'égide ou de la puissance divine comme le proclame « Le Sillon », ou des partis politiques comme le proclame le Parti socialiste, ou du gouvernement comme le proclament les politiciens de tous les partis, également avides du Pouvoir à l'effet de gouverner et de diriger la classe ouvrière.

(1) Ecrit en 1909.

Si je consomme, je dois produire ;  
Si je reçois, je dois donner ;  
Si je profite à la société, je dois la servir.  
Mme GYP

## CAMARADE,

### AMI LECTEUR,

Si tu veux qu'il soit plus vivant, deviens sans tarder le correspondant régulier du « C. S. ».

LA REDACTION

## "A. I. T."

LE JOURNAL DE NOTRE INTERNATIONALE, PARAIT TOUS LES MOIS.

Abonnez-vous !

## Camarades des Auberges

... Ceux du M.I.A.J. et ceux de la fraction saine de la F.A.U.J. vous venez de connaître le grand soleil de la Liberté, de Fructidor ou de Vendémiaire.

Dans les fonds sous-marins et sur les îles, dans les forêts profondes, les cirques rocheux de Fontainebleau ou sur les sauvages cimes des montagnes, vous avez quitté les insipides et absurdes problèmes de la vie familiale quotidienne, ceux de la vie sociale, syndicale ou politique, qu'il serait bon de laisser définitivement sombrer dans l'oubli.

Le retour aura été pénible, depuis les rivières et les torrents que nous certains, vous avez parcourus sur de frêles esquifs, tels les admirables et libres hommes de l'époque magdalénienne, jusqu'à l'automne qui promet d'être plus riche en menaces qu'en feux de camps.

Car, bon gré mal gré vous êtes

prisonniers de la Société capitaliste, de cette société qui vous révolte à juste titre et que vous voudriez renier sans remission. Pourtant ne pouvant vous en échapper, vous enfermez dans une tour d'ivoire, il vous faudra, tôt ou tard, prendre parti.

Ils sont loins, les jours où Léo Lagrange parlait aux Ajistes dans la carrière de Villeneuve-sur-Aviers. En 1936, tout paraissait possible, tout, dans la lumière du matin inondant les pinèdes de l'Île-de-France, semblait être l'aurore de la Révolution.

En Espagne la C.N.T. s'était abstenue de boycotter les élections de janvier, tout en affirmant que c'était dans la rue que tous les problèmes trouveraient leur solution. Le Frente Popular prononçait la séparation de l'Eglise et de l'Etat, promulguait la réforme agraire. García Lorca éduquait et émancipait les ouvriers et les paysans.

Mais le 19 juillet et ses pelotons

d'exécution, sanctifiés par le Christ assasins, n'étaient pas loin.

Pas plus loin que l'octobre Gaulliste, camouflé derrière ses comités de salut public dont les membres, en 1953 ou en Prairial, auraient immanquablement monté les degrés de l'échafaud, entourés de la garde vigilante de ceux qui proclamaient : « Liberté, Egalité, Fraternité... » ou la mort.

Alors, camarades, vous qui êtes la jeunesse et l'espoir de la Révolution, revenez de la Nature, de la mer, de la forêt, descendez de la montagne décidés à lutter par tous les moyens, dans la foire électorale, dans vos syndicats, dans la rue, dans vos auberges aussi, au grand jour ou dans la clandestinité, contre la montée du fascisme dans notre pays.

Ceux qui veulent de toutes leurs forces un monde uni, fraternel et libre, n'auront-ils pas lieu d'être légitimement fiers d'amener dans la grande Confédération mondiale un peuple sans reproche ?

C'est de leur dur labeur, d'une lutte âpre et implacable que sortira ce moment magnifique, et lesquels camarades des auberges, qui mettez déjà, sans attendre, en pratique entre vous, garçons et filles, les principes de la plus totale liberté, seraient plus qualifiés que vous-mêmes pour être les précurseurs d'un monde sans contrainte, entièrement fondé sur l'indépendance, la Science et la Raison, génératrices de l'Egalité et de la fraternité ?

Vous vous croyez libres, mais la société est là, malveillante et mauvaise, prête à vous écraser dès qu'elle le pourra.

Alors, si vous voulez, face à l'abrutissement collectif vous affirmez des individus dignes et indépendants, si le coup libre et famélique est pour vous un symbole dressé face au chien gras et enchaîné, préparez-vous à la lutte.

Un ancien des auberges

cailloux, à la maigre solde qui perdaient en même temps leur salaire et les officiers qui touchaient double solde, cependant aussi invraisemblable que cela puisse paraître ce sont ces derniers qui affirment être les plus patriotes. Je leur abandonne volontiers leurs prétentions, mais, qu'ils le veuillent ou non, pour moi les vrais patriotes ce sont ceux qui se sont contentés de leur cinq sous par jour ; pour eux la patrie en danger signifiait sacrifice et non comme, pour les autres, un excellent occasion de profit.

Malgré cette amère constatation, ces vrais patriotes, n'auraient jamais pensé qu'au déclin de leur vie, ceux pour qui ils ont combattu souffert sans la moindre récrimination, presque avec enthousiasme (d'ailleurs ils n'avaient pas le choix, ils devaient sous peine de sanctions graves faire leur devoir) auraient, ajouté à leur misère, l'humiliant mépris d'une aumône en guise de geste d'humanité.

Tous, vieux combattants, veuves de combattants, ont presque honte de confier ces terribles vérités ; pourquoi ceux qui ont commandé pendant cette immonde tuerie sont nantis de retraites confortables et ceux qui ont obéi, travaillé toute leur vie sont-ils réduits à un tel degré de misère ? Leur aveuglement est tel qu'ils ne peuvent voir qu'on les traitait comme du bétail dont on tirait le maximum pour ensuite les livrer à l'équarisseur ; mais, aujourd'hui leur apparition en pleine clarté la triste réalité de leur misère...

Telles sont les paroles d'amertume que je me charge de vous communiquer si vous les trouvez insolentes, alors faites comme votre doux Jésus descendez dans les enfers de ces foyers et vivez leur misérable existence pendant un an seulement, et vous serez convaincu, que le premier agresseur n'est jamais celui qui dit ce qui est, mais, celui qui nie sans vouloir le contrôler lui-même, l'injustice qu'on lui rapporte.

Puissez-vous descendre des hautes cimes de votre trône, en cachette, sans vous fier aux rapports astucieux de votre Cour, mais, vous ne le pouvez, vos préjugés sont trop ancrés en vous pour vous permettre un seul instant d'échapper à la monomanie de vos mômeries de Cour.

Si, comme vous l'affichez sur votre prie-dieu, vous avez le respect de votre souverain maître, pensez, que tous les êtres humains sont ses enfants, donc ces vieux, sont vos frères, et vous n'avez ni le droit de les méconnaître ni de les mépriser.

Croyez, Monsieur le Président, à mes sentiments humains.

Camille ANDRES.

Tout ce qui concerne « Le Combat Syndicaliste » (Rédaction et Administration), doit être envoyé à : J. SORIANO, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9<sup>e</sup>)  
C. C. P. n° 11.833.32 Paris

POURQUOI  
ME DETRUIRE ?  
UN AUTRE PEUT  
ME LIRE

Il n'y a pas que les producteurs qui doivent manger.  
Les chômeurs, les malades, les vieux ont droit aussi à un pouvoir d'achat décent.

## TRAVAILLEURS

Ne vous laissez plus bernier par les politiciens, courez à votre libération en rejoignant le syndicalisme révolutionnaire.

Ralliez la C. N. T. !

## Répercussion inattendue de la productivité

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les méfaits de la productivité sont enregistrés à la S.N.C.F.

Sous prétexte de rendre rentable ce service public, des compressions de personnel, toujours préjudiciables au bon fonctionnement de l'exploitation, sont depuis de nombreuses années décidées par des commissions composées d'agents « cadres », d'une compétence souvent douteuse, qui ont avant tout autre objectif celui de plaire à leurs maîtres. Des mesures d'une exceptionnelle gravité, puisqu'elles mettent en cause la sécurité du personnel, sont ainsi prises malgré les protestations formulées, en particulier par notre organisation.

Un de nos camarades ne manqua pas de s'élever, par exemple, il y a cinq années, sur le mode sarcastique qui lui est particulier, contre la suppression de deux caissiers, ce qui entraînera le changement de lieu où s'effectuaient les versements des agents de recette et contraignit ceux-ci à accomplir jusque dans la rue, sans escorte, souvent dans une obscurité presque totale, un parcours d'environ cinquante mètres, avec parfois dans les poches environ un million de francs.

C'était tenter le diable, mais sans importance pour ceux qui ne reculent devant aucun sacrifice quand il s'agit de faire déteriorer la peau des autres. Voici ce que disait notre camarade dans sa « Prière à MM. les gangsters », parue dans le C. S. du 20 février 1953, qui ne provoqua, faut-il le préciser, aucune réaction.

## PRIERE A MM. LES GANGSTERS.

Duflot était bon devin.

Le 1er février 1958, vers 20 heures, une receveuse déambulait vers la caisse principale, porteuse d'un peu plus d'un quart de million — c'était jour maigre — quand un jeune chenapan, qui n'en était pourtant pas à son coup d'essai, lui sauta dessus afin de dérober son ver-

sement. Devant la résistance de l'employée il tira sur elle à bout portant — elle fut légèrement brûlée au visage par la déflagration — un coup de revolver qui, chose inouïe, ne l'atteignit pas. Notre gangster réussit ensuite à s'emparer du versement et à s'enfuir, mais serré de près par les passants, qu'avait alertés le coup de feu, il sema en route l'argent, qui fut récupéré sur environ deux cents mètres, et finit par être capturé.

Par un hasard miraculeux la receveuse, à part la commotion, sortit sans grand dommage de l'aventure, mais celle-ci eut aussi bien pu se solder par la perte d'une vie humaine.

On voit la suite. Le gangster attend en prison d'être jugé. Quand à la S.N.C.F., consciente par force de ses responsabilités, elle congatula la receveuse agressée et se dépêcha de rapporter la consigne imbecile et ridicule établie cinq ans plus tôt pour mettre en vigueur une autre méthode plus conforme aux besoins.

Tout est donc maintenant pour le mieux, penseront certains. Nous ne le croyons pas. Il y a une lacune importante. Selon nous tous les coupables ne seront pas là quand le gangster agresseur sera jugé. Il devrait avoir près de lui, dans le box des accusés, les membres de la commission de travail de la S.N.C.F., ses complices, inconscients certes, mais d'autant plus dangereux qu'ils appartenaient à la hiérarchie, ses complices d'autant plus condamnables que leur impéritie ne leur a pas permis de déceler ce qui sautait aux yeux de tous les agents d'exécution, ses complices qui méritaient d'être châtiés, puisque selon M. Bonnefous, ex-ministre des Travaux Publics, tout coupable doit être puni ; châtiés de façon exemplaire parce que sans essayer d'y voir clair ils ont accepté d'appliquer toutes les directives qui leur ont été données, n'ayant en tête que le but bien déterminé, quoi qu'il arrive, de ne pas compromettre leur carrière.

## BULLETIN D'ABONNEMENT au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....  
Prénoms .....  
demeurant .....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C. C. P. Paris 11.833.32  
J. SORIANO, 39, rue de la Tour-d'Auvergne - Paris (9<sup>e</sup>)

(1) 12 numéros : 220 fr. — 24 num. : 430 fr. — 48 num. : 850 fr.

# AUX URNES, CITOYENS, POUR QUE ÇA CHANGE !...

(air connu)

« Il viendra certainement un jour où la politique, ayant cessé d'être la ressource des habiles et des intrigants, renonçant aux manœuvres déloyales et perfides, à l'esprit de corruption, à toute cette stratégie de dissimulation et de subterfuges, deviendra une science morale etc... »

GAMBETTA

Cette citation d'un homme qui s'y connaissait, montre combien ceux qui ont la conviction d'accomplir un acte supérieur, en éliminant des individus qu'ils connaissent peu, à la direction de leurs affaires, sont crédules et même stupides.

Qui allons-nous revoir au lendemain de la foire électorale ?, mais Mollet, Pinay, Soustelle, Duclos, Pflimlin et tutti quanti, c'est-à-dire ceux qui devraient être chassés comme des malpropres.

C'est à mourir de rire ; ces politiciens qui ont (selon la croyance des électeurs) la responsabilité des événements honteux qui marquent la fin de la IV<sup>e</sup> République en Mai dernier et, qui plus est, n'ont pas craint de reconnaître leur incapacité voir leur lâcheté, ont le front de quémander, à ceux qu'ils ont si allègrement trompés, leur réemploi ; si les chiens n'ont pas de honte ils ont au moins la reconnaissance du ventre, mais ceux-là alors ? ? ?

Soit ! que tous ces politiciens aient ce cynisme, passe encore, leur réputation n'est plus à faire, mais que dire de l'électeur (conscient de quoi ?) qui pousse l'imprudence à les remettre en place ?

Décidément, je reste abstentionniste, après tout, autant être victime de l'inconscience de la majorité que, de limiter en tendant les fesses, pour ensuite se plaindre d'avoir mal.

Si encore, l'électeur avait l'intelligence de changer toutes ces têtes de pipes en imposant, à ceux qu'il veut élire, le respect du programme qui lui aura été soumis, sous peine de coup-de-pied-au-cul, en cas de non observation ; je ferais peut-être l'effort de voter, hélas ce degré d'évolution est encore trop loin, c'est pourquoi je reste abstentionniste.

D'ailleurs à quoi me servirait d'abdiquer de mon droit d'homme entre les mains d'incapables ou de vendus. Je n'ai pas besoin de Gouvernement et de tout cet éventail de parasites dont la seule préoccupation réside dans le fait d'organiser pratiquement le désordre dans les esprits, dans les relations entre les hommes et surtout le maintien de leurs privilèges au prix de la misère de tous les travailleurs.

SAINTE-JUST avait raison, tous les Arts ont produit leurs Merveilles ; SEUL l'Art de Gouverner n'a produit que les Monstres ; celui qui oserait en douter, n'a qu'à regarder autour de lui.

Aucun décret n'a jamais produit une œuvre de félicité, au contraire, tandis

que nos savants et nos chercheurs, ont souvent au prix de leur vie, apporté remèdes à nos maux et allègement de nos efforts, que les Gouvernements se sont empressés de pénaliser afin de nous en retarder la jouissance.

Nos politiciens et leurs satellites vocifèrent à l'utopie et, sortent de leurs poches les bonnes lois en prétendant qu'elles canalisent la nature perverse de l'homme ; juge et partie, partie prenante, ces farceurs grotesques ont réussi à faire avaler cette immense bulle de savon à la naïveté des masses. Pourtant tout un chacun, lorsqu'il est en butte avec ses fameuses lois, apprend à ses dépens combien ce mensonge est gros de conséquences pour ses intérêts et, malgré cela, le politicien l'emporte toujours.

Brave peuple n'arriveras-tu pas à comprendre qu'ils se paient ta tête que, tu n'as rien à attendre de ces individus, sauf ton maintien à l'esclavage.

Que crains-tu, de perdre tes droits ? enfant ! tu n'as que le droit de payer et de prier par contre tu as tous les devoirs énumérés d'une façon claire et précise, lesquels te suivent du berceau à la tombe et auxquels tu ne peux échapper, libéral ton Gouvernement te laisse payer le gendarme pour t'y contraindre.

Voici en résumé les individus qui vivent à tes crochets :

- 1) Le législateur, le Président de la République, Ministres, Députés, Sénateurs, Conseillers d'Etat, etc...
- 2) Les militaires de tous grades.

## LE COIN

### de l'Espéranto

Internationalistes, amis sympathisants de l'Espéranto, des cours gratuits sont à votre disposition.

Voici quelques renseignements concernant la région parisienne :

III<sup>e</sup> Arrondissement, Comité des Loisirs, date d'ouverture : mercredi 29 octobre à 20 h. 45 ; responsable : Bournazel.

XI<sup>e</sup> Arrondissement, « Monde Libéral », date d'ouverture : dimanche 19 octobre à 10 heures ; responsable : Puechagut.

XI<sup>e</sup> Arrondissement, Education laïque, Ecole des garçons, 109, avenue Parmentier, date d'ouverture : jeudi 9 octobre à 20 h. 30 ; responsable : Amye.

VIII<sup>e</sup> Arrondissement, Société Philotechnique, Ecole Communale de garçons, 10, rue Paul-Baudry, date d'ouverture : lundi 13 octobre à 20 heures ; responsable : Bettman.

- 3) Les Juges de tous ordres.
- 4) Les policiers.
- 5) Les gardiens de Prisons.

6) Le percepteur et une nuée de Fonctionnaires sans oublier les exploités physiques et moraux ; en somme une belle brochette qui employée à travailler à tes côtés serait plus utile que d'exécuter des ordonnances qui entravent ta liberté et ton bien-être, d'autant que ces oisifs vivent mieux que toi et non contents de leur existence dorée, te narguent et te méprisent.

Ta liberté vraie, est au prix de l'abandon de ces fantômes, agités par cette gent qui vit comme des porcs sacrés et qui entendent te maintenir dans l'esclavage sous le fallacieux prétexte de ton bonheur.

Nous sommes comme toi, pour l'ordre, pour le développement normal de la vie en Société qui est le fruit de l'intelligence humaine et qui s'accomplit chaque jour sans décret gouvernemental mais, par le seul prodige de ceux qui pensent, qui travaillent et qui organisent la production au service de tous.

Mon choix est fait, le tien sans doute aussi, vote pour garder tes chaînes et n'entraver avec, néanmoins je garde la sourire et toi tu continueras à geindre jusqu'au jour où dans un mouvement de colère tu cloueras au pilori cette clique insolente pour te jeter dans les bras d'une autre qui sera du même bois, je le crains fort.

Camille ANDRES

Alfortville, Mairie d'Alfortville, salle Justice de Paix, date d'ouverture : mercredi 19 novembre à 19 heures ; responsable : Cuillerdier.

La Garenne-Colombes, Ecole de garçons, 39 rue de Sartoris, La Garenne, date d'ouverture : vendredi 7 novembre à 20 h. 30, élémentaire ; mardi 7 oct. à 20 h. 30, perfectionnée.

Pré Saint-Cervais, Université Populaire, Mairie. Se renseigner sur place Michaud.

Chatenay-Malabry, Club Léo-Lagrange. Se renseigner chez M. Odet Denys, 1, square Henri-Sellier, Chatenay-Malabry ; responsable : S. Buisson.

Cours par correspondance : Fonctionne tout l'année. Demander notice à M. Clément Martin, 33, rue Duhamel, Rennes (I. et VII).

# PASTERNAK ET LE PRIX NOBEL

Après la campagne de presse menée de part et d'autre sur ce qu'on appelle « l'affaire Pasternak », nous ne croyons pas qu'il reste grand chose à dire. Néanmoins nous considérons utile de donner notre opinion à ce sujet. Nous ne ferons donc pas de compte-rendu sur « Le Docteur Jivago » et il doit être à l'heure actuelle suffisamment connu, les maisons d'éditions n'ayant pas perdu leur temps.

Le bruit qu'on a fait autour du « Prix Nobel 58 » ira en s'assourdisant à mesure que le temps s'écoulera, mais soyons sûr d'une chose, c'est qu'il fera date dans l'histoire littéraire.

On aurait certainement souhaité plus de discrétion sur le plan politique, autour de ce cas, mais réflexion faite et après la tournure prise par les événements, il était nécessaire, pressant même, qu'une houle se soit soulevée dans le monde intellectuel. Sans cette houle de protestations, on aurait eu sans doute à craindre pour le sort de Boris L. Pasternak. On ne connaît que trop les méthodes expéditives dont furent victimes d'autres intellectuels avant lui.

Nous ne voulons certes pas imaginer que l'Académie Suédoise ait voulu effectuer une manœuvre politique comme osent le prétendre les écrivains soviétiques. Et nous voulons au contraire croire que, plus que l'œuvre littéraire elle-même, elle a voulu couronner la noblesse de sentiments, le courage de l'homme, le témoignage historique d'une génération qui vécit une des plus grandioses, mais aussi des plus terribles périodes de l'histoire.

S'il est invraisemblable qu'il y ait eu à l'origine une intention politique, en revanche il est certain que les huit cents écrivains qui, au cours de la réunion du syndicat, demandèrent au Gouvernement de déchoir Boris L. Pasternak de la nationalité soviétique, créèrent eux-mêmes par leur maladresse la situation politique qui devait tourner inévitablement à leur désavantage.

Que risquaient-ils ? Que Boris Pasternak acceptât le Prix Nobel ? Certes il leur aurait fallu avouer qu'ils avaient refusé l'autorisation d'éditer « Le Docteur Jivago » en Russie et qu'ils avaient déclaré à la « Pravda » d'avril qu'il y avait crise de valeurs dans la littérature soviétique. Mais on a aisément trouvé une excuse : on ne s'embarrasse pas pour si peu au pays de la dialectique et ils auraient évité par la même occasion ce triste spectacle offert aux yeux du monde. Et puis, cela n'aurait pas tellement nui au prestige de la nation, car enfin « Le Docteur Jivago » n'est pas à proprement parler un ouvrage anti-soviétique.

On sent même que l'auteur s'est « freiné », qu'il a essayé — malgré son non-conformisme et son individualisme — de rester au-dessus de toute tendance, chose qu'on comprend fort bien en considérant la situation peu privilégiée dont jouit l'auteur dans le milieu moscovite.

Dans le livre de Pierre Herbart « La Ligne de Force » nous voyons déjà qu'on avait une certaine tendance à vouloir écarter les juifs qui, comme Pasternak, étaient « nichés » dans la presse et la critique.

On conçoit que le Comité des écri-

vains soviétiques aurait préféré voir couronner un Michel Chouklov, qui avec « Le Don paisible » est d'avantage dans la ligne du parti. Mais n'oublions pas que « L'Art qui se soumet à une orthodoxie, fut-elle celle de la plus saine des doctrines, est perdu. Il sombre dans le conformisme. Ce que la Révolution triomphante peut et doit offrir à l'artiste, c'est avant tout la LIBERTÉ. Sans elle l'art perd signification et valeur » (1).

Henry MILECH.

(1) André Gide « Retour d'U.R.S.S. »

## CHRONIQUE JURIDIQUE

### ASSURANCE MALADIE OUVERTURE DES DROITS TRAVAIL SALARIE ET PERIODES ASSIMILEES

Pour avoir droit ou ouvrir droit aux prestations en nature de la Sécurité sociale, l'assuré doit justifier.

— soit qu'il a occupé un emploi salarié ou assimilé pendant au moins 60 heures au cours des trois mois précédant la date des soins dont le remboursement est demandé.

— soit qu'il s'est trouvé en état de chômage involontaire constaté pendant une durée équivalente au cours de ladite période (1).

Pour l'allocation de cette condition, chaque journée de chômage involontaire constaté est assimilée à six heures de travail salarié (2).

Il en est de même de toute journée d'incapacité temporaire de travail donnant lieu au versement des indemnités journalières des assurances maladie, maternité, invalidité ou de la législation des accidents du travail l'assuré (3), ainsi que de toute journée de stage effectuée dans un établissement de rééducation par le titulaire d'une rente allouée en vertu de la législation sur les accidents de travail, quel que soit le taux de l'incapacité de l'otéressé (3).

\*\*

### ASSURES PERCEVANT DEMI-TRAITEMENT

Suivant l'interprétation de la direction générale du ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, il convient de considérer également pour l'ouverture du droit aux prestations en nature de l'assurance maladie, que chaque journée pendant laquelle est versé un traitement à demi-solde équivalent à six heures de travail salarié, qu'il s'agisse d'un salarié du secteur public (fonctionnaire ou non) ou d'un salarié du secteur privé (4).

Cette interprétation est très importante, notamment dans le cas où un salarié ayant épuisé ses droits aux indemnités journalières risquerait de se voir refuser les prestations en nature pour l'affection en cours et pour toutes autres, en raison de ce qu'il ne serait pas en état de reprendre son travail.

L'assuré dans ce cas et à qui son employeur maintient la moitié de son salaire ou traitement en vertu d'une convention collective, d'un statut ou bénévolement, conserve non seulement la qualité d'assuré (l'employeur étant tenu de verser les cotisations sur ledit traitement), mais encore garde ses droits aux prestations en nature de l'assurance maladie, chaque journée payée à demi traitement étant assimilée aux heures de travail salarié suivant l'interprétation ministérielle.

(1) Article 249 du Code de Sécurité sociale.

(2) Article 94 du décret du 29-12-1945.

(3) Article 96 du décret du 29-12-1945.

(4) Cf. circulaire FNOSS A, 156 du 4-7-1958 et lettre ministérielle du 17-6-1958.

L'alcool fait vivre ceux qui le vendent, mais tue ceux qui le boivent.  
Anatole FRANCE

né, nous ne nous étions pas trompés. N'est-il pas dès lors logique d'écrire que fixant notre position d'après l'étude rationnelle des innombrables facteurs, aussi complexes que contradictoires, qui font agir les individus, nous ne pouvions que prévoir ce qui allait se passer tant sur le plan général que sur le plan individuel pendant les événements du printemps dernier ?

Nous ne nous étions pas trompés, nous sommes dans la bonne voie... Continuons donc de la suivre et de dénoncer implacablement la déloyauté humaine.

Et si nous ne pouvons extirper ce vice qui faussant tout rend vains les efforts des hommes désireux de promouvoir l'avènement d'une société plus sensée que le monde de fous dans lequel nous vivons, promettons-nous au moins de le combattre sans relâche, et, conséquents avec nous-mêmes, de considérer à juste titre comme faite circonstance, il faut tirer un enseignement. Puisque nous avions exactement prévu l'attitude que prendraient tel ou tel dans un climat politique don-

UN DU TRESOR

## Chez les agents du Trésor

# L'ETRANGE SILENCE des REFORMISTES

Vers la mi-novembre 1957, les partisans de l'unité syndicale pouvaient penser à bon droit avoir quelque raison de se réjouir.

Copains comme cochons, les secrétaires départementaux de Seine-et-Oise du S.C.T. (C.F.T.C.), de F.O. et de la C.G.T., appelaient, fraternellement unis, à la grève pour le 19 novembre.

Nous ne rappellerons pas les buts de ce mouvement, déjà exposés antérieurement, et dont la perle comme de justice, était la revendication d'augmentations, hiérarchisées.

A l'occasion de cette grève inadmissible il y eut un meeting collectif à la Maison des Syndicats de Versailles et un manifeste commun fut diffusé dont voici un paragraphe particulièrement digne d'attention :

« En tout état de cause, ceux qui estimeront n'avoir aucun droit à une révision de leur situation doivent savoir qu'ils ont de multiples possibilités d'employer efficacement les augmentations qu'ils acquièrent gratuitement grâce aux luttes de leurs camarades, ne serait-ce qu'en soulageant les nombreuses misères qui subsistent tant qu'une majorité de citoyens permettront, par leur inertie, le maintien d'un régime social inique... »

Le régime social inique doit être disparu vers la fin mai, car on n'entend plus parler d'aucun mouvement revendicatif, sauf une vague grève des documents consistant à ne pas adresser à l'Administration Centrale les états statistiques.

Très difficile à mettre en route, à contrôler et à soutenir, cette grève risqua de sombrer rapidement dans le ridicule, la bouffonnerie et la mascarade.

Il est vrai qu'il y a eu la baisse des prix et l'emprunt Pinay (un de plus) qui, en améliorant le sort des classes laborieuses sans augmentations de salaires (un vrai tour de passe-passe) et en mettant la Trésorerie à l'aise grâce aux avantages exorbitants concédés aux gros possédants, ont tout arrangé.

Pour l'avenir, l'association capital-travail dont on reparle beaucoup en ce moment va sans doute bientôt permettre aux travailleurs de dissoudre leurs syndicats devenus totalement inutiles. Il y a bien quelques rumeurs au sujet

du chômage qui menacerait, mais ces faux bruits émanent certainement de gens vendus à une puissance étrangère qui n'ont pas encore compris que les deux seules dont on ait autorisé à devenir esclaves sont les Etats-Unis d'Amérique du Nord et la Cité du Vatican.

D'ailleurs, le 28 mai 1958, les organisations syndicales dites libres étaient soudainement frappées par l'aveuglante lumière de la vérité.

La mémoire leur revenait brusquement à propos d'un événement qui, pourtant plus récent à l'automne de 1957, rendait impossible toute unité d'action avec le Syndicat national du Trésor C.G.T. et leur nouvelle attitude était concrétisée par le passage suivant d'une circulaire, en bas de laquelle la C.G.T. était absente :

« Félicitent les travailleurs de toute opinion de s'être cependant refusés au jeu dangereux de ceux qui sous couvert de défense républicaine, sont prêts à faire de la France un autre « Budapest » pour asservir de toute façon le pays... »

Certes, il était beaucoup plus louable, en pratiquant cette politique d'abandon bien familière à l'Action Catholique déjà génératrice du fascisme en Italie, ou au Centre Catholique, responsable, avec les sociaux-démocrates qu'il ne faudrait tout de même pas omettre, de la prise de pouvoir d'Hitler par le dégoût qu'il inspirait au peuple allemand qui n'avait pas oublié l'écrasement sauvage en 1919 du mouvement Spartakiste par les dirigeants socialistes de la République de Weimar, de favoriser les desseins des parfaits démocrates que sont les membres des comités de salut public.

Nous aurions préféré nous être trompés, et nous regrettons de voir encore une fois les catholiques trahir et passer dans l'autre camp au moment du danger, tel le chien qui retourne à son vomissement.

Le comble du cynisme était constitué par la revendication d'un salaire de base minimum de 50.000 fr., alors que l'interlocuteur valable condition sine qua non habituelle pour entamer une similitude n'existait pas.

Bien entendu, « on » n'a pas reparlé de cela depuis, se renfermant tout

au long des nombreuses circulaires syndicales qui ont quand même vu le jour dans un bla-bla-bla étroitement corporatif, ressemblant beaucoup plus aux ragots de concierge qu'à l'action positive.

Le plus lamentable est qu'il en est rigoureusement de même sur le plan national.

Le vrai visage des syndicats enuqués, étiquetés sur des centaines de milliers de zéros, se précise donc. Ils sont mûrs pour la métamorphose qui en fera comme dans les pays totalitaires, des auxiliaires de l'Etat fort, poussant au stakhanovisme ou au dévouement. Ne participent-ils pas déjà à des comités techniques qui n'ont rien à voir avec l'action syndicale ?

Quant à leurs adhérents, ces gens qui disent « Nous français, ne supporterons jamais une dictature » oublient d'ailleurs que dans leur quasi totalité, ils ont filé doux de 1940 à 1944 pour les plus âgés, ils ont voté à quatre contre un une constitution bonapartiste qui, escamotant le droit de grève, le supprime implicitement.

Ils auraient d'ailleurs éventuellement voté bien plus que cela, avec à leurs trousses la peur de la guerre civile, et l'ombre du para à leur côté dans l'isolement. Il ne faut pas attendre grand-chose de cette base-là. Notre tâche est donc immense, et il est heureux pour nous que nous soyons inaccessibles au découragement.

En passant il n'est pas inutile de tracer le portrait d'un curieux personnage : le secrétaire départemental du S.C.T. (Syndicat Chrétien du Trésor) co-signataire de la circulaire précitée.

Ces dernières années, au cours de conversations auxquelles il se prêtait volontiers cet individu s'était toujours proclamé de convictions profondément libérales fermement appelé à la dictature quelle qu'elle soit, au point d'impressionner et de faire croire à sa sincérité.

Lors de la grève du 19 novembre 1957, il était pour l'unité d'action et paraissait plein d'allant.

Mais vint le 13 mai. Notre matamore se dégonfla comme une baudruche et se terra. Au moment du danger, alors qu'il fallait se durcir et faire appel à toute sa force de caractère, il

# LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail  
Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION : Abonnements 12 numéros : 220 fr.; 24 numéros, 430 fr.; 48 numéros, 850 fr. Changement d'adresse : 20 francs.

39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9<sup>e</sup>

# LA CHARITE

Dans une précédente étude, une analyse sommaire du rôle de la charité dans ses rapports sociaux a été faite. Ce problème d'une importance exceptionnelle dans ses conséquences, appelle une solution dont l'audace se mesure à la proportion des obstacles à vaincre.

Bien des remèdes ont été préconisés en vue d'apporter des meilleures conditions de vie aux déshérités, mais jamais ou presque la charité n'a défrayé la chronique sur le rôle qu'elle joue dans ses manifestations plus sociales qu'humaines.

Cette étude voulant avant tout être une vérité vult d'être dite sans voile, et si une discussion raisonnable pouvait en jaillir, il n'aurait pas été vain de poser le problème sans en déguiser la solution possible pouvant s'en dégager.

# L'ENIGME DE LA REALITE

« L'unité de la pensée et de la parole est le flambeau qui projette la lumière sur l'origine de l'homme ». Du livre : L'origine de la Pensée et de la Parole, p. 56 par M. Moncalm. Ex. Bib. communale de Villeneuve-sur-Loir.

Une des énigmes qui a tourmenté et tourmente encore les individus est, à notre avis, celle de savoir, entre l'Homme et la Société, lequel des deux est le plus mauvais ?

Les uns disent : « On ne peut faire une bonne société tant que les hommes continueront à être égoïstes, fourbes et à ne penser qu'à eux ou à leur famille ; c'est-à-dire : La société est bonne, les hommes sont méchants ».

Dieu, l'Eternel par une confusion de langage.

Dans le même chapitre, verset VII : « Venez donc, descendons et confondons leur langage afin qu'ils ne s'entendent point les uns les autres ».

Les éspérantistes, et, nous croyons, tous les partisans d'une langue universelle, ne doivent pas louer ce Bon Dieu qui nous a mis dans cet embarras et grande confusion par une multitude de langues, sans compter les nombreux dialectes. Nous croyons plutôt que cette facilité de nommer les choses par leur nom, a été l'objet de grands efforts pendant des milliers d'années, faits par nos ancêtres.

de ces dessins la première manière du parler : commençant par dessiner le soleil, qui veut dire jour ; un homme avec le bras en direction de la bouche veut dire manger ; deux traits verticaux en forme de pyramide, veut dire aller et ainsi de suite jusqu'à arriver par ce moyen à se faire comprendre, en nous donnant, en suivant son évolution, un des meilleurs instruments pour les générations futures qui est : peindre la parole écrite, appelée hiéroglyphe.

D'après l'opinion générale des savants ce fut l'Egypte un des premiers pays qui employa les hiéroglyphes ; ce qui ne veut pas dire que tous les peuples le suivirent. Pour nous en rendre compte, écoutons Ch. Higounet, dans son livre : L'écriture, p. 7 : « Les guipus des Incas du Pérou étaient des cordes-lettres à fils de couleurs différentes et à nœuds qui servaient à tenir les comptes. (Nous savons par d'autres auteurs dignes de foi, que ces cordes et nœuds exprimaient aussi des idées et des lois). Toutes les civilisations primitives, de l'ancienne Scandinavie à l'Australie ont, de même, utilisé les bâtons à encoches comme message ou comme moyen mnémotechnique ». Livre très intéressant ; il est en vente aux Editions des Presses Universitaires de France, Paris, 180 fr., pas même le prix d'une entrée au football.

que du jour où Gutenberg, de Mayence (Allemagne), vers 1436, inventa les caractères mobiles en métal ».

Imaginons-nous l'humanité au moyen-âge : toute la société aux mains des léopards, prêtres et rois, bornés tous ensemble à ne pas laisser passer d'autres idées que celles imposées par leurs maîtres ; le peuple pieds nus, mal habillé et aussi mal logé sujet à l'ignorance la plus complète, comme beaucoup de ceux qui les commandaient.

Sans imprimerie, pas de journaux ; sans journaux pas d'opinion publique ; sans cette opinion pas de droits publics et encore moins d'écoles publiques, moins de savants, moins d'inventions mécaniques et, sans inventions mécaniques, l'homme du peuple était condamné à être considéré comme une bête, ou un outil quelconque, à la misère, l'ignorance et l'obscurité la plus effrayante. L'imprimerie, cette machine à multiplier par centaines de milliers les copies, appelée aussi presse, est l'âme de l'esprit, est clarifié de toute chose, les connaissances qui nous font voir le bien et le mal et aussi le moyen de les résoudre à l'avantage de tous. L'auteur de ces lignes, fils du peuple, sorti de l'école à neuf ans, par le bon marché des livres occasionnés par l'imprimerie, a pu déjà, jeune homme (20 ans) se constituer une petite bibliothèque et, grâce à elle et aux journaux vous expliquer les origines des religions, de la bourgeoisie, du capitalisme et de ce qu'est le syndicalisme et autres connaissances. Et, si au dire de quelques-uns, cela n'est pas néessaire pour vivre, c'est néanmoins d'une grande utilité pour nous tous.

Les autres proclament : « Comment voulez-vous faire des hommes charitables, altruistes, raisonnables et bien portants quand ils sont obligés de vivre dans une société où, malgré les milliers d'années de civilisation, dans la majorité des cas, c'est la ruse, l'hypocrisie, la loi du plus fort que les circonstances les obligent à employer ; conclusion : L'homme est bon, c'est la société qui est mauvaise ».

Laquelle des deux hypothèses est plus près de la vérité ?...

Nous savons tous, ou presque que l'homme est un être sociable et même qu'il ne peut pas vivre sans la société et, dans ce cas, c'est à lui (l'homme) de faire sa société meilleure au possible, s'il veut vivre en paix et dans une abondance générale.

S'imaginer ou vouloir faire une société sans connaître les hommes, serait comparable à un sbéniste voulant faire un meuble sans savoir la qualité du bois qu'il lui faut employer, d'un ingénieur faisant la plan d'un pont ou d'une maison sans connaître les matériaux de construction ; ils risqueraient tous deux de se tromper et tout ce qu'ils auraient fait ou fait faire ne tiendrait pas, comme c'est arrivé à beaucoup d'hommes en voulant construire des sociétés « idéales », entre autres Etienne Cabet dans la société l'Icarie qu'il a fondé au Texas, puis en Illinois (Amérique du Nord), vers 1846.

L'homme primitif, d'après certains savants, entre autres Ph. Célérier et Ch. Letourneau, considèrent qu'à ses débuts pour se comprendre les uns et les autres, les hommes ont employé les méthodes dont se servent certains animaux aujourd'hui pour exprimer l'approbation, l'agrément, le goût, l'affection, le bon et le mauvais, par des cris, mouvements du corps, de physionomie et, si ce sont des oiseaux, par des chants. Nos premiers parents n'ont pas fait autre chose, en y ajoutant le tact, les gestes, signes conventionnels, bien avant que leur vienne la parole parlée.

L'homme, à ses débuts, est passé par cet état et, à mesure que son cerveau a pu accumuler des images, des idées, son intelligence et sa pensée se sont enrichies davantage. Ses premiers outils dont il s'est servi : haches de silex, harpons ou autres, il lui a bien fallu y donner un nom et, à mesure qu'il avait plus d'outils, il était obligé de savoir plus de noms.

Les noms ne sont autre chose que des mots, et en les ajoutant les uns aux autres, l'homme arriva à conquérir avec les sons ce que nous appelons aujourd'hui la parole articulée.

Burton (1821-1890) dit que les Hindous, appelés arapaos, possèdent un vocabulaire aussi pauvre et emploient tant de gestes et aussi tant de signes qu'il leur est presque impossible de s'entendre dans l'obscurité ».

de l'Egypte un des premiers pays qui employa les hiéroglyphes ; ce qui ne veut pas dire que tous les peuples le suivirent. Pour nous en rendre compte, écoutons Ch. Higounet, dans son livre : L'écriture, p. 7 : « Les guipus des Incas du Pérou étaient des cordes-lettres à fils de couleurs différentes et à nœuds qui servaient à tenir les comptes. (Nous savons par d'autres auteurs dignes de foi, que ces cordes et nœuds exprimaient aussi des idées et des lois). Toutes les civilisations primitives, de l'ancienne Scandinavie à l'Australie ont, de même, utilisé les bâtons à encoches comme message ou comme moyen mnémotechnique ». Livre très intéressant ; il est en vente aux Editions des Presses Universitaires de France, Paris, 180 fr., pas même le prix d'une entrée au football.

Suivant la loi d'évolution, cette écriture passa de hiéroglyphe qu'elle était, en intercalant d'autres signes graphiques, à l'alphabétique que les Phéniciens surent inventer pour faciliter leur grand trafic maritime et terrestre dont nous parle l'Histoire. Les Grecs et les Latins l'imèrent ensuite et nous autres héritiers de tous ces grands efforts, nous en servons pour apprendre, comprendre et nous faire comprendre.

« L'imprimerie, nous dit Sieyès dans le dictionnaire Larousse XIX<sup>e</sup> siècle (Ex. Bib. Communale Villeneuve), a changé le sort de l'Europe ; elle changera la face du monde ». Elle aurait changé cette face, avec le machinisme actuel si la grande majorité des hommes et surtout les salariés avaient choisi leurs lectures et les lieux des réunions et connaissaient la sociologie.

« L'énigme se dévoile par la lecture de bons livres et les réalités sont connues par l'EDUCATION des Hommes »

VICENS

« Comment voulez-vous faire des hommes charitables, altruistes, raisonnables et bien portants quand ils sont obligés de vivre dans une société où, malgré les milliers d'années de civilisation, dans la majorité des cas, c'est la ruse, l'hypocrisie, la loi du plus fort que les circonstances les obligent à employer ; conclusion : L'homme est bon, c'est la société qui est mauvaise ».

Laquelle des deux hypothèses est plus près de la vérité ?...

Nous savons tous, ou presque que l'homme est un être sociable et même qu'il ne peut pas vivre sans la société et, dans ce cas, c'est à lui (l'homme) de faire sa société meilleure au possible, s'il veut vivre en paix et dans une abondance générale.

S'imaginer ou vouloir faire une société sans connaître les hommes, serait comparable à un sbéniste voulant faire un meuble sans savoir la qualité du bois qu'il lui faut employer, d'un ingénieur faisant la plan d'un pont ou d'une maison sans connaître les matériaux de construction ; ils risqueraient tous deux de se tromper et tout ce qu'ils auraient fait ou fait faire ne tiendrait pas, comme c'est arrivé à beaucoup d'hommes en voulant construire des sociétés « idéales », entre autres Etienne Cabet dans la société l'Icarie qu'il a fondé au Texas, puis en Illinois (Amérique du Nord), vers 1846.

« Comment voulez-vous faire des hommes charitables, altruistes, raisonnables et bien portants quand ils sont obligés de vivre dans une société où, malgré les milliers d'années de civilisation, dans la majorité des cas, c'est la ruse, l'hypocrisie, la loi du plus fort que les circonstances les obligent à employer ; conclusion : L'homme est bon, c'est la société qui est mauvaise ».

Laquelle des deux hypothèses est plus près de la vérité ?...

Nous savons tous, ou presque que l'homme est un être sociable et même qu'il ne peut pas vivre sans la société et, dans ce cas, c'est à lui (l'homme) de faire sa société meilleure au possible, s'il veut vivre en paix et dans une abondance générale.

S'imaginer ou vouloir faire une société sans connaître les hommes, serait comparable à un sbéniste voulant faire un meuble sans savoir la qualité du bois qu'il lui faut employer, d'un ingénieur faisant la plan d'un pont ou d'une maison sans connaître les matériaux de construction ; ils risqueraient tous deux de se tromper et tout ce qu'ils auraient fait ou fait faire ne tiendrait pas, comme c'est arrivé à beaucoup d'hommes en voulant construire des sociétés « idéales », entre autres Etienne Cabet dans la société l'Icarie qu'il a fondé au Texas, puis en Illinois (Amérique du Nord), vers 1846.

« Comment voulez-vous faire des hommes charitables, altruistes, raisonnables et bien portants quand ils sont obligés de vivre dans une société où, malgré les milliers d'années de civilisation, dans la majorité des cas, c'est la ruse, l'hypocrisie, la loi du plus fort que les circonstances les obligent à employer ; conclusion : L'homme est bon, c'est la société qui est mauvaise ».

Laquelle des deux hypothèses est plus près de la vérité ?...

Nous savons tous, ou presque que l'homme est un être sociable et même qu'il ne peut pas vivre sans la société et, dans ce cas, c'est à lui (l'homme) de faire sa société meilleure au possible, s'il veut vivre en paix et dans une abondance générale.

S'imaginer ou vouloir faire une société sans connaître les hommes, serait comparable à un sbéniste voulant faire un meuble sans savoir la qualité du bois qu'il lui faut employer, d'un ingénieur faisant la plan d'un pont ou d'une maison sans connaître les matériaux de construction ; ils risqueraient tous deux de se tromper et tout ce qu'ils auraient fait ou fait faire ne tiendrait pas, comme c'est arrivé à beaucoup d'hommes en voulant construire des sociétés « idéales », entre autres Etienne Cabet dans la société l'Icarie qu'il a fondé au Texas, puis en Illinois (Amérique du Nord), vers 1846.

« Comment voulez-vous faire des hommes charitables, altruistes, raisonnables et bien portants quand ils sont obligés de vivre dans une société où, malgré les milliers d'années de civilisation, dans la majorité des cas, c'est la ruse, l'hypocrisie, la loi du plus fort que les circonstances les obligent à employer ; conclusion : L'homme est bon, c'est la société qui est mauvaise ».

Laquelle des deux hypothèses est plus près de la vérité ?...

Nous savons tous, ou presque que l'homme est un être sociable et même qu'il ne peut pas vivre sans la société et, dans ce cas, c'est à lui (l'homme) de faire sa société meilleure au possible, s'il veut vivre en paix et dans une abondance générale.

S'imaginer ou vouloir faire une société sans connaître les hommes, serait comparable à un sbéniste voulant faire un meuble sans savoir la qualité du bois qu'il lui faut employer, d'un ingénieur faisant la plan d'un pont ou d'une maison sans connaître les matériaux de construction ; ils risqueraient tous deux de se tromper et tout ce qu'ils auraient fait ou fait faire ne tiendrait pas, comme c'est arrivé à beaucoup d'hommes en voulant construire des sociétés « idéales », entre autres Etienne Cabet dans la société l'Icarie qu'il a fondé au Texas, puis en Illinois (Amérique du Nord), vers 1846.

« Comment voulez-vous faire des hommes charitables, altruistes, raisonnables et bien portants quand ils sont obligés de vivre dans une société où, malgré les milliers d'années de civilisation, dans la majorité des cas, c'est la ruse, l'hypocrisie, la loi du plus fort que les circonstances les obligent à employer ; conclusion : L'homme est bon, c'est la société qui est mauvaise ».

Laquelle des deux hypothèses est plus près de la vérité ?...

Nous savons tous, ou presque que l'homme est un être sociable et même qu'il ne peut pas vivre sans la société et, dans ce cas, c'est à lui (l'homme) de faire sa société meilleure au possible, s'il veut vivre en paix et dans une abondance générale.

S'imaginer ou vouloir faire une société sans connaître les hommes, serait comparable à un sbéniste voulant faire un meuble sans savoir la qualité du bois qu'il lui faut employer, d'un ingénieur faisant la plan d'un pont ou d'une maison sans connaître les matériaux de construction ; ils risqueraient tous deux de se tromper et tout ce qu'ils auraient fait ou fait faire ne tiendrait pas, comme c'est arrivé à beaucoup d'hommes en voulant construire des sociétés « idéales », entre autres Etienne Cabet dans la société l'Icarie qu'il a fondé au Texas, puis en Illinois (Amérique du Nord), vers 1846.

« Comment voulez-vous faire des hommes charitables, altruistes, raisonnables et bien portants quand ils sont obligés de vivre dans une société où, malgré les milliers d'années de civilisation, dans la majorité des cas, c'est la ruse, l'hypocrisie, la loi du plus fort que les circonstances les obligent à employer ; conclusion : L'homme est bon, c'est la société qui est mauvaise ».

Laquelle des deux hypothèses est plus près de la vérité ?...

Nous savons tous, ou presque que l'homme est un être sociable et même qu'il ne peut pas vivre sans la société et, dans ce cas, c'est à lui (l'homme) de faire sa société meilleure au possible, s'il veut vivre en paix et dans une abondance générale.

S'imaginer ou vouloir faire une société sans connaître les hommes, serait comparable à un sbéniste voulant faire un meuble sans savoir la qualité du bois qu'il lui faut employer, d'un ingénieur faisant la plan d'un pont ou d'une maison sans connaître les matériaux de construction ; ils risqueraient tous deux de se tromper et tout ce qu'ils auraient fait ou fait faire ne tiendrait pas, comme c'est arrivé à beaucoup d'hommes en voulant construire des sociétés « idéales », entre autres Etienne Cabet dans la société l'Icarie qu'il a fondé au Texas, puis en Illinois (Amérique du Nord), vers 1846.

« Comment voulez-vous faire des hommes charitables, altruistes, raisonnables et bien portants quand ils sont obligés de vivre dans une société où, malgré les milliers d'années de civilisation, dans la majorité des cas, c'est la ruse, l'hypocrisie, la loi du plus fort que les circonstances les obligent à employer ; conclusion : L'homme est bon, c'est la société qui est mauvaise ».

Laquelle des deux hypothèses est plus près de la vérité ?...

Nous savons tous, ou presque que l'homme est un être sociable et même qu'il ne peut pas vivre sans la société et, dans ce cas, c'est à lui (l'homme) de faire sa société meilleure au possible, s'il veut vivre en paix et dans une abondance générale.

S'imaginer ou vouloir faire une société sans connaître les hommes, serait comparable à un sbéniste voulant faire un meuble sans savoir la qualité du bois qu'il lui faut employer, d'un ingénieur faisant la plan d'un pont ou d'une maison sans connaître les matériaux de construction ; ils risqueraient tous deux de se tromper et tout ce qu'ils auraient fait ou fait faire ne tiendrait pas, comme c'est arrivé à beaucoup d'hommes en voulant construire des sociétés « idéales », entre autres Etienne Cabet dans la société l'Icarie qu'il a fondé au Texas, puis en Illinois (Amérique du Nord), vers 1846.

« Comment voulez-vous faire des hommes charitables, altruistes, raisonnables et bien portants quand ils sont obligés de vivre dans une société où, malgré les milliers d'années de civilisation, dans la majorité des cas, c'est la ruse, l'hypocrisie, la loi du plus fort que les circonstances les obligent à employer ; conclusion : L'homme est bon, c'est la société qui est mauvaise ».

Laquelle des deux hypothèses est plus près de la vérité ?...

Nous savons tous, ou presque que l'homme est un être sociable et même qu'il ne peut pas vivre sans la société et, dans ce cas, c'est à lui (l'homme) de faire sa société meilleure au possible, s'il veut vivre en paix et dans une abondance générale.

S'imaginer ou vouloir faire une société sans connaître les hommes, serait comparable à un sbéniste voulant faire un meuble sans savoir la qualité du bois qu'il lui faut employer, d'un ingénieur faisant la plan d'un pont ou d'une maison sans connaître les matériaux de construction ; ils risqueraient tous deux de se tromper et tout ce qu'ils auraient fait ou fait faire ne tiendrait pas, comme c'est arrivé à beaucoup d'hommes en voulant construire des sociétés « idéales », entre autres Etienne Cabet dans la société l'Icarie qu'il a fondé au Texas, puis en Illinois (Amérique du Nord), vers 1846.

« Comment voulez-vous faire des hommes charitables, altruistes, raisonnables et bien portants quand ils sont obligés de vivre dans une société où, malgré les milliers d'années de civilisation, dans la majorité des cas, c'est la ruse, l'hypocrisie, la loi du plus fort que les circonstances les obligent à employer ; conclusion : L'homme est bon, c'est la société qui est mauvaise ».

Laquelle des deux hypothèses est plus près de la vérité ?...

Nous savons tous, ou presque que l'homme est un être sociable et même qu'il ne peut pas vivre sans la société et, dans ce cas, c'est à lui (l'homme) de faire sa société meilleure au possible, s'il veut vivre en paix et dans une abondance générale.

S'imaginer ou vouloir faire une société sans connaître les hommes, serait comparable à un sbéniste voulant faire un meuble sans savoir la qualité du bois qu'il lui faut employer, d'un ingénieur faisant la plan d'un pont ou d'une maison sans connaître les matériaux de construction ; ils risqueraient tous deux de se tromper et tout ce qu'ils auraient fait ou fait faire ne tiendrait pas, comme c'est arrivé à beaucoup d'hommes en voulant construire des sociétés « idéales », entre autres Etienne Cabet dans la société l'Icarie qu'il a fondé au Texas, puis en Illinois (Amérique du Nord), vers 1846.

« Comment voulez-vous faire des hommes charitables, altruistes, raisonnables et bien portants quand ils sont obligés de vivre dans une société où, malgré les milliers d'années de civilisation, dans la majorité des cas, c'est la ruse, l'hypocrisie, la loi du plus fort que les circonstances les obligent à employer ; conclusion : L'homme est bon, c'est la société qui est mauvaise ».

Laquelle des deux hypothèses est plus près de la vérité ?...

Nous savons tous, ou presque que l'homme est un être sociable et même qu'il ne peut pas vivre sans la société et, dans ce cas, c'est à lui (l'homme) de faire sa société meilleure au possible, s'il veut vivre en paix et dans une abondance générale.

S'imaginer ou vouloir faire une société sans connaître les hommes, serait comparable à un sbéniste voulant faire un meuble sans savoir la qualité du bois qu'il lui faut employer, d'un ingénieur faisant la plan d'un pont ou d'une maison sans connaître les matériaux de construction ; ils risqueraient tous deux de se tromper et tout ce qu'ils auraient fait ou fait faire ne tiendrait pas, comme c'est arrivé à beaucoup d'hommes en voulant construire des sociétés « idéales », entre autres Etienne Cabet dans la société l'Icarie qu'il a fondé au Texas, puis en Illinois (Amérique du Nord), vers 1846.

« Comment voulez-vous faire des hommes charitables, altruistes, raisonnables et bien portants quand ils sont obligés de vivre dans une société où, malgré les milliers d'années de civilisation, dans la majorité des cas, c'est la ruse, l'hypocrisie, la loi du plus fort que les circonstances les obligent à employer ; conclusion : L'homme est bon, c'est la société qui est mauvaise ».

Laquelle des deux hypothèses est plus près de la vérité ?...

Nous savons tous, ou presque que l'homme est un être sociable et même qu'il ne peut pas vivre sans la société et, dans ce cas, c'est à lui (l'homme) de faire sa société meilleure au possible, s'il veut vivre en paix et dans une abondance générale.

S'imaginer ou vouloir faire une société sans connaître les hommes, serait comparable à un sbéniste voulant faire un meuble sans savoir la qualité du bois qu'il lui faut employer, d'un ingénieur faisant la plan d'un pont ou d'une maison sans connaître les matériaux de construction ; ils risqueraient tous deux de se tromper et tout ce qu'ils auraient fait ou fait faire ne tiendrait pas, comme c'est arrivé à beaucoup d'hommes en voulant construire des sociétés « idéales », entre autres Etienne Cabet dans la société l'Icarie qu'il a fondé au Texas, puis en Illinois (Amérique du Nord), vers 1846.

« Comment voulez-vous faire des hommes charitables, altruistes, raisonnables et bien portants quand ils sont obligés de vivre dans une société où, malgré les milliers d'années de civilisation, dans la majorité des cas, c'est la ruse, l'hypocrisie, la loi du plus fort que les circonstances les obligent à employer ; conclusion : L'homme est bon, c'est la société qui est mauvaise ».

Laquelle des deux hypothèses est plus près de la vérité ?...

Nous savons tous, ou presque que l'homme est un être sociable et même qu'il ne peut pas vivre sans la société et, dans ce cas, c'est à lui (l'homme) de faire sa société meilleure au possible, s'il veut vivre en paix et dans une abondance générale.

S'imaginer ou vouloir faire une société sans connaître les hommes, serait comparable à un sbéniste voulant faire un meuble sans savoir la qualité du bois qu'il lui faut employer, d'un ingénieur faisant la plan d'un pont ou d'une maison sans connaître les matériaux de construction ; ils risqueraient tous deux de se tromper et tout ce qu'ils auraient fait ou fait faire ne tiendrait pas, comme c'est arrivé à beaucoup d'hommes en voulant construire des sociétés « idéales », entre autres Etienne Cabet dans la société l'Icarie qu'il a fondé au Texas, puis en Illinois (Amérique du Nord), vers 1846.

## Un seul espoir : « Le blé en herbe »

(Suite de la page 1)

sant. Seule l'action paie. Et c'est là qu'il fallait en venir.

Considérant le nombre assez important d'éléments évolués et capables d'orienter, et ce qui est mieux, d'organiser des noyaux culturels ; considérant la nécessité impérieuse d'une évolution sociale qui retarde d'un siècle sur l'évolution technique, et considérant enfin l'imminence du danger que représente le système social actuel, basé uniquement sur la violence, l'exploitation sordide, la duperie et la coaction, la C.N.T. adresse un S.O.S. à tous les camarades qui vivent actuellement dans leur « Tour d'ivoire », à tous les enseignants d'esprit laïque, à toute la jeunesse qui refuse, avec juste raison, de se laisser embrigader et asservir par « le sabre et le goupillon », pour former un front commun d'action sociale et libératrice.

Et pour conclure, c'est à tous les parents qui ne veulent pas que leurs enfants subissent les mêmes injustices qu'ils ont subies eux-mêmes, que nous nous adressons. « Vous êtes les premiers responsables de la société de demain. Votre mission est de protéger

les jeunes pensées qui germent, de les cultiver patiemment, de déployer tout votre bon sens et votre prestige afin de sélectionner les idées les plus nobles dans le jeune cerveau.

Quant à vous, militants, défenseurs de la pensée, de la justice et de la liberté, allez-vous souffrir que vos propres enfants se fourvoient dans le dédale d'une société où fourmillent les instincts, les violents et par conséquent les barbares que nous a cités le philosophe ? Non ! car nous savons que, malgré la complexité des problèmes que nous impose la société actuelle, vous avez su accorder à l'éducation de la jeunesse le caractère déterminant qu'elle représente pour la société de demain.

J. SORIANO

Journal imprimé sur les presses de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) Ateliers : 61, rue des Amidonniers - Téléphone : Capitole 89-73 - T O U L O U S E

Le Gérant responsable : J. SORIANO

## Le secrétariat sortant de l'A.I.T. aux sections

Aux Sections.

Chers Camarades,

Le X<sup>ème</sup> Congrès de l'A.I.T., se référant aux statuts de l'organisation, a désigné, pour la période s'étendant jusqu'au XI<sup>ème</sup> Congrès, un nouveau secrétariat, le mandat de celui en fonction n'étant pas renouvelable.

Au moment où ils retournent à la base reprendre place dans leur section respective afin d'y continuer la lutte pour le triomphe des principes de notre internationale les membres de l'ancien secrétariat adressent leurs sincères remerciements à tous ceux qui leur ont accordé leur fraternel soutien et une collaboration sans réserve dans l'accomplissement de leur tâche.

Bien que les fidèles défenseurs de l'A.I.T. se soient dépensés sans compter, les résultats obtenus n'ont pas été à l'échelle de leurs espérances. Examiner les raisons de cet échec partiel n'a pas sa place ici. L'analyse ne manquera pourtant pas d'en être faite au moment opportun.

Contentons-nous donc momentanément de constater que le secrétariat, avec les moyens insignifiants dont il disposait, a, pendant les cinq années de son mandat, réussi à maintenir intacte, malgré les attaques inqualifiables dont l'organisation internationale a été l'objet, la structure morale de l'A.I.T., qui est la principale raison d'être de celle-ci. Il a aussi réalisé de toutes pièces, en deux années, le journal bilingue « A.I.T. », tirant à plus de deux mille exemplaires, que tous connaissent bien et apprécient et qui commençait à en imposer à tous ceux qui se prétendaient des nôtres n'ont d'autre but véritable que de nous faire disparaître.

Compte tenu du gigantesque travail à réaliser les résultats enregistrés sont, nous le répétons, modestes mais le bilan n'en est pas moins positif et cela seul, pensons-nous, doit nous interdire de désespérer. Tous ceux qui nous ont apporté leur concours désintéressé, en marge de toute considération personnelle, de toute coterie, par fidélité à l'idéal savent quels obstacles la persévérance peut permettre de franchir victorieusement. Cette constatation est réconfortante.

Nul n'a été placé comme le secrétariat pour apprécier la fidélité au brin-

## Calendrier de S.I.A.

Le calendrier que le Conseil National de S.I.A. offre chaque année à ses adhérents, sympathisants et amis, est une œuvre qui doit être poursuivie, étant donné la mission de solidarité et de propagande sociale et culturelle qu'il accomplit. Celui de 1959 ne pouvait donc pas faillir à sa tâche et, actuellement ce calendrier est prêt, il est à la disposition des Sections et de tous ceux qui le désirent.

Il s'agit cette fois, selon notre jugement, d'une véritable œuvre artistique

TRAVAILLEURS

Ne vous laissez plus bernier par les politiciens, œuvrez à votre libération en rejoignant le syndicalisme révolutionnaire.

Ralliez la C. N. T. !

CAMARADE,

AMI LECTEUR,

Si tu veux qu'il soit plus vivant, deviens sans tarder le correspondant régulier du « C. S. ».

LA REDACTION

Si je consomme, je dois produire ; Si je reçois, je dois donner ; Si je profite à la société, je dois la servir.

Mme GYP

## Le peuple :

C'est un vrai musée de toutes les conneries des âges ; il avale tout, il admire tout ; il conserve, il défend tout, il ne comprend rien.

CELINE  
(« L'Ecole des Cadavres »)

le vœu que l'action à laquelle il participe permette de faire disparaître sans espoir de retour la tyrannie, l'oppression et l'exploitation de l'homme sans distinction de race, de religion, de nationalité.

A tous, encore une fois merci avec l'expression de nos sentiments fraternels et anarcho-syndicalistes.

C. PERSICI, V. GEORGEV  
J. SANS SIGART R. FAUCHOIS

supérieure à toutes celles que jusqu'à présent, nous avons présentées sous forme de Calendrier. En plus d'une belle couverture en quatre couleurs, il contient 12 gravures appropriées aux articles qui traitent de différentes exploitations industrielles.

Nous espérons que ce Calendrier de S.I.A., par son évidente valeur artistique et littéraire, donnera satisfaction aux goûts les plus exigeants, et que tous les camarades et les antifascistes feront le nécessaire pour que cette belle œuvre ne manque pas à leur foyer. Par la même occasion, ils feront une bonne propagande pour les idées de S.I.A. et un appréciable geste de solidarité, ouis-que tout le bénéfice est destiné aux œuvres de S.I.A. pour secourir ceux qui sont dans le besoin.

Le prix de ce Calendrier reste le même que celui de l'an dernier : 150 fr., avec une remise de 10 % à partir de 10 exemplaires.

Nous recommandons vivement à tous ceux qui s'intéressent à l'œuvre de S.I.A. de le demander, en indiquant le nombre d'exemplaires qu'ils désirent recevoir en chaque langue : français ou espagnol, car selon la coutume, il y a une édition dans chacune de ces langues. Les camarades peuvent dès maintenant passer leurs commandes au C. N. de S.I.A., 21 rue Palaprat à Toulouse (Hte-Gne).

« L'alcool fait vivre ceux qui le vendent, mais tue ceux qui le boivent. Anatole FRANCE »